

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

UN DOCUMENT

1978/1393



Distr.  
GENERALE

A/33/144

6 octobre 1978

ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS



Trente-troisième session  
Point 77 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION

Coopération et assistance pour l'application et l'amélioration des  
systèmes nationaux d'information et de communications de masse aux  
fins du progrès social et du développement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale un rapport qui lui a été communiqué par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément au paragraphe 3 de la résolution 31/139 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1976.

ANNEXE

Rapport sur les progrès réalisés dans le domaine du développement  
 des systèmes de communications de masse

(Etabli par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en coopération avec l'Union internationale des télécommunications)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
PREFACE .....	1 - 11	3
I. INTRODUCTION .....	1 - 11	6
II. EVOLUTION RECENTE DE LA COMMUNICATION DE MASSE .....	12 - 117	10
A. Liberté d'information et nouvel ordre international ...	19 - 25	11
B. Agences de presse et d'information .....	26 - 34	13
C. Accès et participation : le droit de communiquer .....	35 - 43	15
D. Politiques et planification de la communication .....	44 - 50	17
E. Formes de contrôle .....	51 - 58	19
F. Anciens et nouveaux moyens d'information : transfert et adaptation de la technologie .....	59 - 69	20
G. Formation théorique et pratique en matière de communication .....	70 - 77	23
H. Le statut d'informateur - Associations professionnelles	78 - 83	24
I. Evolution quantitative et tendances des communications de masse .....	84 - 110	26
J. Remarques finales .....	111 - 117	37
III. COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE COMMUNICATION .....	118 - 415	40
A. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	120 - 225	40
1. Formation .....	130 - 145	42
2. Création d'institutions et développement de l'infrastructure .....	146 - 154	45
3. Application de la communication au développement ..	155 - 187	47
4. Transfert et adaptation de la technologie .....	188 - 197	54

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
5. Accès et participation .....	198 - 203	56
6. Vers l'intégration : politiques et planification de la communication .....	204 - 214	57
7. Conclusion .....	215 - 225	59
B. Union internationale des télécommunications .....	226 - 360	63
1. Introduction .....	226 - 241	63
2. Développement des techniques des télécommunications .....	242 - 273	66
3. Développement des services de télécommunications	274 - 304	71
4. Coopération technique de l'UIT .....	305 - 360	77
C. Autres organisations du système des Nations Unies ..	361 - 381	89
D. Autres organisations intergouvernementales .....	382 - 390	94
E. Organisations internationales non gouvernementales .	391 - 415	97
IV. CONCLUSION .....	416 - 436	103

## PREFACE

1. La période dont rend compte le présent rapport, et qui s'étend de 1962 à 1978, a été marquée par un essor prodigieux et des transformations profondes des systèmes de communication mondiaux. Les progrès impressionnants des techniques de la communication ont fait apparaître celle-ci comme un domaine où se posent, dans toute leur acuité et leur complexité, certains des problèmes fondamentaux des sociétés contemporaines. Cette évolution, la prise de conscience de l'universalité de la problématique de la communication et de ses rapports avec le développement, ont suscité, à travers le monde, de graves interrogations, notamment au sein du système des Nations Unies, et l'on voit aujourd'hui s'amorcer une réflexion en profondeur visant à élucider la notion même de communication et à préciser les conditions effectives de son libre exercice. En vérité, les progrès techniques et le mouvement d'idées qui amènent certains à définir en des termes nouveaux un véritable "droit à la communication" se trouvent étroitement liés et le seront sans doute encore davantage dans les années à venir. Il serait donc artificiel de séparer ici le technique et le conceptuel.
2. Le présent rapport tient compte de cette interaction. Ce faisant il se situe bien dans le cadre de la résolution, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente et unième session (31/139), qui pose les problèmes de la communication dans leur contexte social et plus particulièrement par rapport aux problèmes du développement. Le paragraphe 2 de cette résolution demande en effet à l'UNESCO "de poursuivre et d'intensifier son programme de développement des systèmes de communication de masse, spécialement dans l'intérêt des pays en développement". C'est précisément dans cette perspective du développement et compte tenu de cet intérêt spécifique que le problème de la communication a été envisagé par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-neuvième session (Nairobi, 1976) et qu'il sera examiné à nouveau à sa vingtième session, qui doit s'ouvrir prochainement à Paris.
3. C'est, en effet, lors de la dernière session de la Conférence générale que les problèmes posés par le développement de la communication et de l'information à la lumière des progrès technologiques et de l'évolution récente des relations mondiales se sont imposés, dans toute leur complexité et leur ampleur.
4. A l'issue de ses débats qui ont mis en évidence la nécessité de repenser le cadre conceptuel dont s'inspiraient les approches adoptées jusqu'alors, la Conférence générale m'a chargé d'effectuer une étude sur "la totalité des problèmes de la communication dans la société moderne". Pour mener à bien cette tâche, j'ai mis en place en 1977 une commission internationale d'étude sur les problèmes de la communication, placée sous la présidence de M. Sean Mac Bride, et composée de seize personnalités éminentes provenant de l'Afrique, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine, de l'Asie, des Etats arabes, de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. J'ai confié à cette commission le mandat d'établir "une synthèse des problèmes de la communication et de leur solution possible" sur la base de documents et d'études et en collaboration avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales.

/...

5. Dans l'analyse effectuée pour dégager les objectifs du programme à moyen terme de l'UNESCO, le développement envisagé dans toutes ses dimensions - économiques, sociales et culturelles - occupe une place primordiale. Si l'amélioration des moyens de communication entre les peuples tend à devenir une préoccupation majeure, c'est que la communication est très rapidement apparue comme coextensive à tous les aspects du développement, dont elle constitue un facteur stratégique. Cette tendance nouvelle s'affirme toujours plus nettement dans l'action de l'UNESCO. L'Assemblée générale des Nations Unies l'a souligné, pour sa part, dans la formulation même du point qui se trouve maintenant à son ordre du jour.

6. Les raisons qui expliquent que la communication joue un rôle essentiel dans les stratégies du développement sont certes multiples, la principale étant que les pays en développement eux-mêmes ont dû constater que tout effort de construction nationale, toute relation internationale et jusqu'au respect même des libertés fondamentales de l'individu, exigent partout la possibilité pour tous de communiquer sur les questions qui les concernent directement.

7. Or, force est de reconnaître qu'en fait la plupart des moyens de communication, avec les ressources et les techniques les plus puissantes, se trouvent concentrés dans un petit nombre de pays hautement développés. Il était donc naturel que l'implantation d'infrastructures et de matériel, la formation de personnel, les possibilités de diffusion de la communication apparaissent toujours davantage dans les plans et dans l'action pour le développement. L'idée que le développement ne touche qu'un secteur déterminé de l'activité humaine, à savoir la croissance strictement économique, est désormais largement dépassée aujourd'hui. Elle fait place à une conception globale, où la communication tient une place importante car elle seule peut garantir un développement véritablement endogène, accordé à la culture et fidèle à l'identité profonde du pays. Cette tendance, qui est une réalité de fait, s'est exprimée dans l'action des pays en développement eux-mêmes, qui ont déjà consacré à la question plusieurs importantes conférences internationales. Elle correspond à une exigence de justice et d'équité qui vient naturellement s'inscrire parmi les aspirations que la communauté internationale entend satisfaire en instaurant un nouvel ordre économique international.

8. Si la Conférence générale de Nairobi a mis en lumière certaines divergences de vues entre les pays développés dotés de puissants moyens de communication et les pays en voie de développement, elle a aussi donné lieu à de multiples propositions de coopération venant de la part des pays les mieux pourvus de techniques avancées, et témoigné ainsi d'une conscience des problèmes et d'une volonté de coopération très réelles. Il est désormais reconnu qu'une communication libre et équilibrée, c'est-à-dire s'exerçant dans le respect mutuel de chacun, ne peut être que l'oeuvre commune des nations et exige l'adhésion de tous.

9. Le progrès technique, qui a engendré des inégalités flagrantes, est également porteur de solutions d'avenir. En effet, certaines techniques de pointe, telles que celles des satellites artificiels, mais aussi des formes très variées de miniaturisation, permettront demain à des communautés même restreintes de diffuser leur propre information. Les moyens toujours plus perfectionnés qu'une technologie

en expansion accélérée met à la disposition des hommes ne favorisent pas exclusivement, en matière de communication, une concentration du pouvoir d'informer génératrice de déséquilibres : ils offrent aussi des possibilités d'individualisation, de diversification et d'adaptation à des besoins particuliers d'échelle plus réduite.

10. Le présent document fait un bilan, forcément rapide mais qui, je l'espère, rend suffisamment compte de l'évolution qui s'est effectuée de 1962 à 1978 dans les Etats membres, comme au niveau international. La section III B est due à l'Union internationale des télécommunications, avec laquelle l'UNESCO s'attache à renforcer toujours davantage ses relations de coopération.

11. Le rapport, essentiellement factuel, s'efforce de présenter un bilan résumé des principaux problèmes et des réalisations majeures dans ce domaine, essentiel pour l'UNESCO comme pour tout le système des Nations Unies, qu'est l'amélioration de la communication en liaison avec le progrès social et le développement envisagé comme un processus global.

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, conformément à la résolution 31/139 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1976 intitulée "Coopération et assistance pour l'application et l'amélioration des systèmes nationaux d'information et de communication de masse aux fins du progrès social et du développement", dont le dispositif est libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

1. Invite les gouvernements des pays en développement à prendre dûment en considération la mise en place ou le renforcement de leurs systèmes nationaux de communication de masse dans le cadre de leurs plans généraux de développement;

2. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de poursuivre et d'intensifier son programme de développement des systèmes de communication de masse spécialement dans l'intérêt des pays en développement;

3. Prie le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, agissant en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées concernées et les autres organisations intéressées, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, un rapport sur les progrès réalisés dans le domaine du développement des systèmes de communication de masse, lequel servira de base de discussion lors de cette session de l'Assemblée;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session une question intitulée "Coopération et assistance pour l'application et l'amélioration des systèmes nationaux d'information et de communication de masse aux fins du progrès social et du développement" et de l'examiner en priorité à ladite session."

2. Etant donné notamment que le dernier grand rapport de l'UNESCO à l'Organisation des Nations Unies sur les communications de masse et le développement remonte à 1961 a/, le présent rapport couvrira la période allant de 1962 à 1978. Les techniques de communication ont beaucoup évolué pendant cette période, où l'on a mieux compris le concept du développement et la nature et la fonction des systèmes nationaux d'information et de communication de masse. Il en résulte en particulier que la communication et le développement sont désormais envisagés dans des perspectives plus proches, en théorie sinon toujours en pratique, et qu'il leur sera vraisemblablement plus facile de rechercher des objectifs mieux coordonnés.

---

a/ Les moyens d'information dans les pays en voie de développement, rapport de l'UNESCO aux Nations Unies, Etudes et documents d'information, No 33, Paris; UNESCO, 1961.

3. A sa treizième session, en 1958, l'Assemblée générale, après avoir examiné les différentes décisions prises par le Conseil économique et social et sa Commission des droits de l'homme, a adopté la résolution 1313 A (XIII) dans laquelle elle exprimait l'espoir que le Conseil élaborerait, à sa vingt-huitième session, en 1959, un programme d'action et de mesures concrètes d'ordre international visant à développer les entreprises des moyens d'information dans les pays sous-développés. L'Assemblée générale invitait aussi le Conseil économique et social à prier la Commission des droits de l'homme d'assurer l'étude continue des problèmes relatifs à la fourniture d'une assistance technique aux pays sous-développés dans le domaine de l'information et de rendre compte régulièrement au Conseil des progrès accomplis. Enfin, elle invitait les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies à formuler des propositions concrètes en vue d'aider à la création de moyens d'information dans les pays insuffisamment développés et à rendre compte dans leurs rapports annuels au Conseil de ce qu'ils auraient fait en cette matière et au sujet d'autres aspects de la liberté de l'information.

4. En mars 1959, la Commission des droits de l'homme a décidé, aux termes de sa résolution 1 (XV), de porter régulièrement à son ordre du jour l'examen des faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment les problèmes que pose l'octroi, "aux pays sous-développés, d'une assistance technique dans le domaine de l'information".

5. La Commission des droits de l'homme recommandait également que le Conseil économique et social adopte une résolution comprenant deux parties : une première partie proposant que l'UNESCO soit invitée à entreprendre une étude des problèmes posés par l'octroi d'une assistance technique aux pays sous-développés; la deuxième proposant que le Secrétaire général soit prié de préparer chaque année un rapport sur les faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information et un rapport de fond qui devrait être soumis au Conseil en 1961 et porterait sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans ce domaine. Les rapports ainsi demandés au Secrétaire général devaient comprendre des renseignements sur les progrès réalisés dans le développement des moyens d'information dans les pays peu développés. A sa vingt-septième session, le Conseil économique et social a adopté ce projet en tant que résolution 718 (XXVII), en date du 24 avril 1959.

6. Afin de mener à bien son enquête, l'UNESCO a organisé des réunions régionales auxquelles des représentants des gouvernements et d'organismes professionnels spécialisés dans la communication et des experts des divers moyens d'information ont participé pour préparer des propositions concernant le renforcement des moyens d'information dans les pays en développement. La première de ces réunions, organisée à l'intention de l'Asie, s'est tenue à Bangkok en janvier 1960; la deuxième, destinée à l'Amérique latine et aux Caraïbes s'est tenue à Santiago du Chili en février 1961, et la troisième, pour l'Afrique, a eu lieu au siège de l'UNESCO, à Paris, en janvier 1962.



7. L'enquête a permis d'établir un premier critère de développement des moyens d'information comportant un minimum de dix exemplaires de quotidiens, cinq postes récepteurs de radio et deux places de cinéma pour 100 habitants. Elle a aussi contribué à démontrer que le développement des moyens d'information fait partie intégrante du développement socio-économique général.

8. L'Organisation des Nations Unies avait demandé à l'UNESCO de lui soumettre un premier rapport avant même que cette série de réunions régionales ait pris fin. En présentant ce rapport, le Directeur général de l'UNESCO avait souligné que deux principes en avaient inspiré l'élaboration :

"En premier lieu, l'existence de bons moyens d'information est l'une des conditions nécessaires à la liberté de l'information; à l'heure actuelle, près de 70 p. 100 des habitants du monde, vivant dans plus de 100 pays, ne peuvent pas, faute de moyens d'information, jouir pleinement de ce droit fondamental de l'homme. En second lieu, le développement des moyens d'information faisant partie du développement économique général, il est légitime de lui affecter des crédits d'assistance technique. Une telle assistance dans le domaine de l'information présente une importance croissante à une époque où les pays sous-développés s'efforcent d'atteindre, en quelques années, un niveau d'évolution auquel les pays développés ne sont parvenus qu'après des siècles a/."

Dans ce rapport, l'UNESCO proposait des mesures qui pourraient être appliquées, non seulement dans le cadre des Nations Unies mais aussi par les gouvernements et par des organismes non gouvernementaux d'information.

9. Ce rapport a été examiné par la Commission des droits de l'homme en février-mars 1961 et par le Conseil économique et social à sa trente et unième session, en avril 1961. Le Conseil, aux termes de sa résolution 819 (XXXI), a accepté à l'unanimité le programme d'action proposé par l'UNESCO et, sur recommandation de la Commission, a adopté une résolution par laquelle il priait notamment l'UNESCO de continuer à encourager activement ce programme, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions spécialisées intéressées. De plus, le Conseil a recommandé que des investissements massifs soient effectués à l'échelle nationale et qu'une assistance internationale systématique soit offerte à des fins générales de développement; ayant jusqu'alors abordé ce sujet surtout dans le contexte des droits de l'homme, le Conseil reconnaissait de ce fait le rôle que l'information et la communication de masse jouent dans le développement social, économique et culturel de chaque pays.

10. A sa dix-septième session, en 1962, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 1778 (XVII) par laquelle elle exprimait sa préoccupation devant le fait que, d'après l'enquête, 70 p. 100 de la population mondiale manquait de moyens adéquats d'information et était ainsi privée de l'exercice effectif du droit à l'information. Elle ajoutait que les moyens d'information avaient un rôle important à jouer dans l'éducation et dans le progrès

économique et social en général et que de nouvelles techniques de communication offraient des possibilités d'accélérer l'éducation. Les gouvernements étaient ensuite invités à inclure des dispositions adéquates pour le développement de leurs systèmes nationaux et régionaux d'information et de communication dans leurs plans sociaux et économiques et à prendre ce facteur en considération dans leurs programmes en vue de la première Décennie des Nations Unies pour le développement. Les institutions et organisations gouvernementales et non gouvernementales, tant publiques que privées, étaient également invitées à soutenir cet effort.

11. Parallèlement aux décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1962, la Conférence générale de l'UNESCO réunie la même année avait autorisé entre autres la préparation d'études visant à donner un nouvel élan à son programme de développement des moyens d'information. S'inspirant des résultats des trois réunions régionales sur la communication parrainées par l'UNESCO entre 1960 et 1962, l'ouvrage de Wilbur Schramm représente la première étude en profondeur du rôle de l'information et de la communication de masse dans le développement national. Ce fut le point de départ de toute une série de réunions, d'études et de projets réalisés par la suite à l'échelon national et régional qui ont permis d'approfondir et de renforcer le concept original.

## II. EVOLUTION RECENTE DE LA COMMUNICATION DE MASSE

12. La communication de masse s'est développée dans les différents pays et territoires du monde dans des contextes historiques, économiques, sociaux, politiques, juridiques, culturels et géographiques très divers et souvent à des fins très variées. Ce développement comporte plusieurs aspects dont le plus important pour le présent rapport est notamment la contribution qu'un bon système d'information et de communication de masse peut fournir en offrant à la population de plus grandes possibilités de participer pleinement au développement national, en aidant à préserver et à enrichir les valeurs culturelles des pays, en soutenant le développement économique et social, et en encourageant la coopération internationale et notamment les efforts entrepris pour atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et promouvoir un nouvel ordre économique international.

13. Chaque pays développe son système de communication de masse en fonction de ces objectifs et d'autres selon des modalités qui, au fond, dépendent des ressources dont il dispose en matière d'information et de l'emploi qu'il en fait. Le présent rapport, et cette section en particulier, passe en revue les ressources régionales et mondiales de la communication de masse et la façon dont elles se sont développées dans les dernières années.

14. Tous les pays sont aujourd'hui aux prises avec des problèmes d'intégration de leurs moyens d'information dans leurs programmes de développement et d'amélioration générale. Ils comprennent aujourd'hui que seul le plein emploi des moyens d'information modernes, associés aux formes plus traditionnelles de communication entre les individus et les collectivités, leur offre vraiment l'espoir d'atteindre dans un laps de temps raisonnable les objectifs urgents qu'ils se sont fixés dans l'immédiat, en particulier lorsque des millions d'êtres humains sont en cause.

15. La notion de système de communication est complexe. Elle recouvre ici un ensemble de fonctions, le matériel, le personnel, et les modes d'organisation et de fonctionnement. Chaque système est constitué de composantes et d'éléments interdépendants. La principale fonction des diverses composantes est d'assurer une ou plusieurs activités de communication de base - création, collecte, stockage, exploitation, distribution, partage de messages porteurs d'information (ce dernier terme étant utilisé dans un sens très large) et l'établissement de relations de types divers.

16. Les composantes spécifiques d'un système de communication nationale sont par exemple les journaux, les périodiques, les livres, le papier journal, les films, la radio, la télévision, les agences de presse ou d'autres services de transmission électronique et de télécommunications, etc. Les organismes qui s'en occupent et les techniques utilisées sont eux-mêmes des éléments de ces composantes. Les tableaux présentés dans cette section concernent principalement ces éléments.

/...

Bien que les statistiques des différents moyens de communication y soient présentées séparément dans un souci de clarification et d'analyse, les divers moyens utilisés sont en réalité étroitement liés entre eux pour ce qui est de leurs fonctions, de leur organisation et de leur personnel. Au demeurant, il s'agit bien souvent, non pas d'un système unique de communication de masse, mais de plusieurs systèmes de médias qui, bien que distincts, sont interdépendants.

17. Les systèmes de communication de masse peuvent être définis de manière plus large encore que cela n'est nécessaire ici et englober toutes les industries qui produisent des machines d'informatique ou fournissent des services d'information. On pourrait également y inclure les organismes financiers administratifs, publics et privés, qui s'occupent essentiellement d'information. Il appartient à chaque pays de voir dans quelle mesure ces composantes doivent entrer dans le système national de communication lui-même et de fixer le nombre de systèmes dont il doit disposer. Il s'agit plus précisément de savoir comment le ou les systèmes adoptés déterminent le mode d'utilisation de chaque moyen d'information et en quoi l'amélioration et le développement du pays et de la région s'en trouvent à leur tour influencés.

18. Après un bref rappel de certaines questions ou considérations parmi les plus pertinentes et les plus actuelles qui touchent à l'amélioration de la communication de masse, la présente section retracera l'évolution quantitative et la tendance des principales composantes des grands moyens d'information.

#### A. Liberté d'information et nouvel ordre international

19. Des faits récents semblent indiquer que les années 1970 pourraient fort bien marquer un tournant dans l'histoire de l'information et de la communication. Les problèmes évoqués dans ces deux domaines - les uns précis, d'autres généraux - à l'occasion de nombreuses réunions et discussions ont leur place parmi les grandes préoccupations politiques, sociales, économiques, juridiques et culturelles du monde contemporain à tous les échelons. Au centre de ce débat et de cette évolution se retrouvent les principaux aspects de l'information : liberté, circulation, équilibre, nouvel ordre.

20. Il n'existe pas encore de définition généralement acceptée de la notion de liberté de l'information et toute tentative faite en ce sens se heurte à des difficultés, en particulier d'ordre idéologique, politique, juridique et culturel. L'une des difficultés principales tient à ce que l'expression est vague et ne se prête guère à une définition précise. La liberté d'information n'en est pas moins au premier plan des droits de l'homme. Elle est le prolongement logique et l'application de la liberté de pensée. Celle-ci est une liberté individuelle, tandis que la liberté d'information est à la fois individuelle et collective, et ce caractère s'affirme de plus en plus avec les progrès accomplis dans le développement général de la communication de masse.

21. De manière générale, il semble que la liberté d'information englobe : la liberté de chercher des informations et des idées; la liberté d'exprimer des opinions et de diffuser des informations par différents moyens; la liberté de recevoir des informations et des idées. Les opinions ne devenant tangibles pour autrui que dans la mesure où elles sont exprimées, la liberté d'expression va de pair avec la liberté d'opinion et se confond avec la liberté d'information.

22. La libre circulation de l'information semble avoir elle aussi résisté aux tentatives de définition généralement acceptée. Finalement apparue comme un prolongement de la notion de liberté d'information, elle suppose l'abolition de tous les obstacles à l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression.

23. On se préoccupe de plus en plus d'élucider le concept de la circulation libre et équilibrée de l'information. En dépit des imprécisions actuelles et des erreurs largement répandues d'interprétation de ce concept récent, on peut dire que son évolution postule la prédominance du dialogue sur le monologue et cela, grâce à la mise en place d'un système de communication horizontale reposant sur la participation et la juste distribution des ressources et des moyens nécessaires pour permettre aux individus (dans un pays donné) et aux nations (sur la scène internationale) non seulement de recevoir mais aussi d'émettre des messages. Au sens large, l'équilibre des courants d'information peut s'entendre du pouvoir d'informer autrui et de s'informer soi-même, de la capacité d'interaction et de dialogue, d'une possibilité d'accès et de participation, avec les obligations et les responsabilités qui en résultent pour tous les intéressés - individus, collectivités, nations et régions.

24. A cet égard, la notion la plus récente est celle de nouvel ordre international. Elle repose en partie sur la conviction de plus en plus répandue que la liberté sert plutôt les forts que les faibles, qui sont obligés de chercher refuge dans des mécanismes de réglementation. Elle semble également se caractériser par le désir de briser les anciens compartimentages et de renforcer la cohérence des différentes initiatives qu'inspire l'étude plus systématique des objectifs de la communication. Cette phase est aussi marquée par un changement de niveau, avec le passage de "l'assistance technique", essentiellement matérielle et quantitative, à la coopération sociale et culturelle, qui conduit les pays en développement à s'intéresser toujours davantage à la qualité et au contenu des messages qui leur sont transmis et de ceux qu'ils sont en mesure de transmettre.

25. Il est extrêmement difficile d'apporter des solutions simples et nettes aux problèmes d'information. La nature de ces problèmes est telle que toute réponse rapide et facile risquerait de soulever de nouvelles questions. Il faut néanmoins que, dans chaque pays, des mesures coordonnées soient maintenant prises pour aboutir à des solutions graduées. Un tel effort servirait les intérêts de toutes les parties intéressées. Il est de plus en plus évident que ni les individus ni les pays ne peuvent longtemps supporter de voir leur perception et leurs valeurs sociales, culturelles et politiques dépendre pour une large part de réalités, d'opinions et de valeurs qui leur sont extérieures et dont les motifs (éventuels) sont essentiellement politiques, commerciaux ou autres.

B. Agences de presse et d'information

26. La circulation internationale des informations et du matériel d'information est dans une très large mesure dominée par certaines réalités fondamentales. Quelques pays seulement détiennent les plus grands moyens d'échange. Les installations de télécommunications sont encore aux mains de quelques-uns, relativement peu nombreux. Moins d'un tiers des pays du monde sont les principaux producteurs ou dépositaires des techniques qui conditionnent le développement. La concentration de la richesse et du pouvoir dans un nombre assez restreint de pays confère de l'importance à leurs décisions et à leurs actions et en fait souvent des thèmes d'information pour les autres pays. Enfin, les ressortissants des pays où se concentrent ces ressources ont plus de facilités pour voyager, pour financer l'industrie de la communication et pour fabriquer l'équipement nécessaire à la diffusion de l'information. La structure et les progrès des courants actuels d'information se ressentent de toutes ces conditions.

27. Les agences de presse et d'information, composantes essentielles des grands moyens de communication, constituent le plus souvent le réseau par lequel passe l'information. Leur principal rôle consiste, non pas à présenter des nouvelles et des informations au destinataire final, mais plutôt à rassembler des renseignements épars dans le monde, à les transformer et à les transmettre aux médias qui utilisent leurs services. Chaque moyen d'information en fait à son tour un choix qu'il destine au lecteur, à l'auditeur ou au spectateur. Rares sont, dans le monde, les moyens d'information qui disposent de ressources financières et techniques suffisantes pour entretenir plus qu'un nombre très limité de correspondants ou de "pigistes" qui leur fournissent des nouvelles régionales et internationales à l'intention de leur clientèle. Dans leur grande majorité, les médias sont tributaires des agences de presse.

28. Il est de tradition de faire le départ entre les agences "nationales", c'est-à-dire celles qui recueillent et diffusent exclusivement des nouvelles intérieures, et les agences "mondiales" qui saisissent et distribuent l'information dans la plus grande partie du globe, soit directement soit par le canal d'agences nationales. Cette distinction n'est plus de mise à une époque où aucune des agences dites "mondiales" ne fonctionne dans tous les pays du monde tandis que les grandes agences "nationales" sont de plus en plus nombreuses à rassembler et à disséminer les nouvelles hors des pays dans lesquels elles sont établies. Il n'en est pas moins vrai qu'un nombre très limité de grandes agences - moins d'une dizaine - dominant le monde de l'information par leur expérience, leurs dimensions et leur aptitude à recueillir, transformer et diffuser partout des nouvelles en plusieurs langues. La plupart des agences nationales ont des relations d'échange ou souhaitent en avoir avec une ou plusieurs de ces grandes agences.

29. A l'exclusion des services de nouvelles des grandes chaînes de journaux, des moyens de communication de masse et des agences d'actualités filmées, qui sont tous d'importance variable et généralement situés dans quelques pays développés, on comptait 113 agences nationales d'information dans le monde à la fin de 1977.

Sur le plan régional, elles se répartissent de la façon suivante : 29 en Europe; 2 en URSS; 19 dans les Etats arabes; 24 en Afrique au sud du Sahara; 19 en Asie; 2 en Océanie; 15 en Amérique latine et aux Caraïbes; 3 en Amérique du Nord. Leur distribution est inégale et elles présentent de grandes différences quant à la portée et l'efficacité de leurs opérations. Les agences de presse nationales de certains pays sont des instruments du gouvernement ou ont une situation de monopole pour la diffusion des informations étrangères. Dans quelques pays, les grands moyens d'information ne peuvent s'adresser directement à d'autres agences, mais doivent obligatoirement passer par l'agence nationale.

30. Pendant la période considérée, et notamment au cours des années 1970, les principaux faits survenus en matière d'agences de presse et de circulation de l'information ont été les suivants : prise de conscience de la nécessité de libérer et d'équilibrer les courants d'information et d'examiner de près l'ordre existant, à l'échelle régionale et internationale, dans ce domaine; souci de laisser ouverts les circuits d'information et les utiliser à bon escient, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays et entre les peuples; premiers signes de préoccupations pour l'organisation, le contrôle, les coûts et l'utilisation des systèmes et circuits existants de télécommunications extérieures; réexamen, dans le contexte de la communication, de la signification et de la valeur traditionnelles de certains termes tels que nouvelles, opinion, information, liberté, responsabilité, et droits; réévaluation des priorités pour faire une place à des événements d'importance plus courante aussi bien qu'aux nouvelles et informations qui concernent et stimulent le développement; utilisation plus ou moins poussée de techniques de communication qui s'améliorent constamment; rôle et influence de plus en plus affirmés des agences mondiales; renforcement des agences nationales; expansion des agences régionales et coopération plus étroite de différentes agences.

31. Les exemples suivants illustrent l'expansion des agences à l'échelle régionale. Depuis 1962, plusieurs associations régionales d'agences de presse se sont créées, comme l'Organisation des agences de presse des pays d'Asie (OAAI) et l'Union des agences africaines d'information. L'Agence de presse des Caraïbes (CANA), établie en 1976, est une coopérative indépendante détenue par 17 organes d'information dont certains sont nationalisés, d'autres privés ou publics. L'agence dessert 15 pays de la région des Antilles. En Amérique latine, où existe déjà l'Agencia Latinoamericana de Información (LATIN), on envisage de créer une nouvelle agence de presse latino-américaine ou de réunir en consortium des agences existantes. Au Moyen-Orient, les ministres des pays du Golfe viennent de recommander la création d'une agence de presse régionale pour les Etats arabes.

32. L'exemple le plus récent de coopération internationale est le Pool des agences de presse des pays non alignés. La Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, organisée à Lima en août 1975, avait décidé que l'élaboration de statuts concernant ce Pool ferait l'objet d'un examen approfondi lors d'une conférence spéciale. Les Ministres de l'information et les représentants des agences de presse de 62 pays se sont réunis à cet effet à New Delhi en juillet 1976. Leurs décisions ont été ratifiées à la Conférence au sommet des pays non alignés, qui s'est tenue à Colombo en août 1976.

33. La Conférence de New Delhi avait préparé des statuts de portée assez large prévoyant, entre autres, que le rôle du Pool n'était pas de restreindre, mais au contraire, de compléter et de développer les courants d'information existants, et qu'il ne fallait pas en faire une agence de presse supranationale; il devait en découler tout un ensemble de règles de coopération entre les agences participantes.

34. Les statuts stipulent qu'un Comité de coordination du Pool est élu chaque année où se tient une Conférence au sommet des pays non alignés et ce, pour une période de trois ans. La première réunion du Comité de coordination a eu lieu en janvier 1977 au Caire, et la deuxième en avril 1978 à Djakarta. Le Pool compte maintenant une quarantaine d'agences nationales dont certaines jouent le rôle de centres d'échanges régionaux. Il a diffusé par l'intermédiaire de ses agences plus de 6 000 nouvelles ou informations pendant les deux premières années de son fonctionnement.

#### C. Accès et participation : le droit de communiquer

35. La récente évolution des systèmes d'information et de communication a été fortement influencée par la généralisation de concepts que l'on désigne actuellement, de façon assez vague, par les termes d'accès et de participation. Dans de nombreux pays, on s'interroge sur la nature des courants verticaux et horizontaux de communication, notamment ceux qui relient les gouvernements et les gouvernés, les organismes d'information et les consommateurs, les peuples et les nations; en d'autres termes, on se demande jusqu'à quel point un système contemporain est apte à faciliter des flux multidirectionnels de messages ainsi qu'un accès et une participation plus vastes de la population à l'ensemble du réseau de communication d'une société. Cette aptitude ne cesse de se renforcer grâce au développement de la technologie des communications et à la diversité des moyens disponibles.

36. On assiste à une remise en question du modèle de communication vertical, allant du sommet à la base, qui prédomine dans la plupart des sociétés. Dans le modèle traditionnel de communication, un petit nombre de sources s'adresse à une masse importante de destinataires. C'est une structure calquée sur la concentration des pouvoirs de décision entre les mains d'organismes publics ou privés sur lesquels la majeure partie de la population n'a guère d'influence. Ce type de communication est décidé par certains groupes, vise un large public et se limite à un petit nombre de messages stéréotypés, dont le contenu est souvent commercial ou idéologique. Il offre rarement à la population un moyen satisfaisant de comprendre et d'analyser son environnement socio-politique, économique et culturel. Il revient en somme à traiter les individus comme des consommateurs d'objets matériels et renforce la notion de passivité.

37. La théorie du développement a mis l'accent sur la participation du public à la formulation autant qu'à l'application des programmes de développement. En matière de communication, la même mise en question des structures centralisées a conduit à diverses tentatives d'ouverture, par exemple en radiodiffusion pour

/...



accorder du temps d'antenne à des groupes de particuliers, donner un caractère plus représentatif aux organismes d'orientation politique, créer des formes plus localisées de moyens d'information, enfin essayer à titre expérimental différentes formules d'expression communautaires.

38. Entre autres résultats du dialogue engagé sur l'accès et la participation, on constate que le développement est désormais interprété en termes personnels et non pas seulement nationaux et que, parallèlement, la contribution des moyens de communication est désormais analysée par rapport aux individus et non plus seulement aux nations. Au service du développement, la communication se propose de plus en plus clairement d'aider les individus à dialoguer, plutôt que de permettre simplement aux gouvernants de s'adresser à leurs administrés ou aux hommes d'affaires de parler à leurs clients.

39. La situation est encore confuse, et cela n'a rien d'étonnant car elle touche aux intérêts de particuliers et de petits groupes. Il ne peut y avoir de démarche unique qui puisse servir de modèle. De plus, certaines difficultés sont à l'origine de cette situation. Lorsque nous parlons d'accès et de participation, nous ne pensons pas surtout au monde en développement. La tendance à l'emploi généralisé des moyens de communication a pris naissance dans les pays industrialisés, par exemple avec les groupes vidéo, la télévision par câble et la radiodiffusion locale.

40. Le dialogue s'est étendu aux pays en développement, mais il s'y est instauré dans un contexte très différent. Dans tous les pays, le débat gravite autour des relations entre l'Etat et l'individu; pour des nations en développement, les problèmes posés sont encore plus difficiles à résoudre. Du fait même qu'il suppose une certaine transformation sociale, le développement sous-entend un télescopage du temps et une intégration de la planification et des ressources. Comment concilier une telle exigence avec les possibilités de choix et de dissentiment qui sont indissociables, pour l'individu, avec les notions d'accès et de participation.

41. Ces notions se sont imposées depuis une dizaine d'années dans le domaine de la communication. On les trouve énoncées dans les textes de résolutions d'organisations internationales, dans des rapports d'experts et dans les déclarations officielles de nombreux gouvernements. Il faut toutefois souligner qu'en pratique, l'accès et la participation du public à la communication ne se sont guère concrétisés, sauf dans un certain nombre de petites expériences localisées, de portée très limitée.

42. Pourtant, l'importance croissante de ces notions ne doit pas être sous-estimée, et il importe d'en connaître les origines et les ramifications. En général, il s'agit de réactions à l'évolution des systèmes sociaux modernes, dans lesquels les formes de démocratie "représentative" tendent à faire place à des formes plus directes de démocratie "participatoire". Le rôle et le potentiel de la communication

/...

de masse ne peuvent être analysés indépendamment des problèmes des utilisateurs. Il faudrait désormais donner la priorité à de nouvelles conceptions de l'organisation et de la gestion des moyens de communication, propres à améliorer l'accès des individus aux circuits et matériaux de communication, à permettre à la population de participer pleinement aux processus de décision et à la production de ces matériaux.

43. La volonté d'accès et de participation découle non seulement d'une critique du modèle dominant de communication verticale, mais aussi (surtout depuis 1970) de la notion de droit à la communication. La communication revêt tellement d'importance pour de nombreux aspects du développement humain et social qu'on admet généralement que chacun doit avoir le droit et la liberté de communiquer. Cette exigence fondamentale a reçu un premier appui, encore que partiel, dans les articles 19, 20 et 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies. La Déclaration insiste sur le droit à l'information, défini par exemple dans les termes suivants, à l'article 19 : "Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit." L'extension du droit à l'information et à l'expression conduit à la notion plus complexe et plus complète de droit à la communication; en cette époque d'évolution rapide et de réalités en formation qui est la nôtre, nombreux sont les thèmes et les problèmes qui, au-delà de ces articles, témoignent de la nécessité de définir de façon plus large et plus claire le droit et la liberté de communiquer.

#### D. Politiques et planification de la communication

44. Les milieux politiques et le grand public prennent de plus en plus conscience de ce que les politiques orientées vers l'avenir ne peuvent plus se permettre de méconnaître la dimension de la communication dans la répartition des ressources naturelles et sociales. En matière de "productivité", par exemple, nous assistons à un déplacement d'intérêt, en particulier dans les pays hautement industrialisés : alors qu'on parlait surtout de production et de distribution d'"énergie", on se préoccupe de plus en plus de l'"information" en insistant davantage sur ses facultés de créativité intellectuelle et de pleine réalisation de l'homme - et de moins en moins de la consommation de masse de biens durables. Une part toujours croissante du produit national brut est consacrée à des activités qui dépendent essentiellement de l'existence d'une infrastructure appropriée de communication. Les industries de la communication, c'est-à-dire de la collecte, du traitement et du transfert de l'information sont en croissance rapide. Le secteur des communications de masse contribue parfois, dans certains pays, à 3 p. 100 du produit national brut, soit une proportion supérieure à celle de nombreuses formes, plus anciennes, de l'activité industrielle. Dans l'organisation de leurs progrès, les pays en développement sont déjà beaucoup plus orientés vers l'information et la communication que ne l'étaient, par exemple, les pays les plus industrialisés lorsqu'ils se trouvaient au même stade de l'évolution nationale.

45. Depuis 1962 et surtout pendant les années 1970, il y a eu une prise de conscience de plus en plus vive de la nécessité de discerner, de formuler et d'appliquer, en matière de communication, des politiques et des formes de planification individuelles, mais coordonnées et cohérentes.

46. On pourrait essayer de définir la politique nationale de la communication comme un choix délibéré de principes et de normes destinés à régir le fonctionnement et l'utilisation des moyens de communication et d'information au service d'objectifs démocratiquement choisis par les collectivités nationales et locales, conformément à des critères propres à chaque pays. De façon générale, l'élaboration et l'application d'une politique de la communication supposent un certain nombre d'actions : il faut énoncer dans leurs grandes lignes les principes directeurs et les objectifs, évaluer les besoins réels, choisir les priorités, rationaliser et réorienter les systèmes existants, enfin prendre des mesures au sujet des programmes et les évaluer en fonction des objectifs fixés.

47. Les politiques de la communication peuvent évidemment être implicites ou explicites, diversifiées en termes de normes et d'institutions ou, au contraire, concentrées et centralisées. De nombreux pays ne semblent appliquer aucune politique explicite de la communication, mais il existe partout des principes implicites, résultats de nombreuses décisions prises à différents niveaux et à différents moments. Parfois, les politiques adoptées sont fragmentaires. Si l'on réunissait en un tout cohérent ces politiques partielles - par exemple les différentes lois et réglementations concernant la radiodiffusion, la télévision, la presse, l'édition, les télécommunications, la documentation, etc. - on obtiendrait une politique générale de la communication qui aurait un véritable caractère national. Dans la plupart des cas, les pays n'ont pas non plus d'institutions spécialement chargées d'étudier, d'appliquer, de planifier, d'exécuter et d'évaluer les politiques de la communication. La responsabilité des décisions de nature technique ou juridique ou concernant le contenu de la communication, etc. est souvent partagée entre différents organismes publics et privés.

48. Même dans les nombreux pays qui sont partisans d'une planification nationale d'ensemble, jugée indispensable au développement, la planification de la communication a généralement été entreprise de façon assez pragmatique, si bien que l'on assiste assez communément à une croissance irrégulière, ou même à la coexistence, dans une même société, d'une grande richesse et d'une extrême pauvreté.

49. Théoriquement, l'objet de la planification de la communication est d'insérer celle-ci dans la planification sociale et économique, de la rattacher aux options politiques et culturelles, aux besoins individuels et sociaux, enfin d'en assurer l'application aux nombreux domaines où elle est utile mais qui, généralement, ne touchent pas directement à l'administration des communications de masse. Il s'agit en l'occurrence de coordonner et de projeter l'ensemble du processus médiatisé de la communication pour garantir l'utilisation la plus efficace de tous les moyens et circuits de communication disponibles.

50. Au sens le plus large, la planification de la communication comprend l'élaboration d'une infrastructure de diffusion de l'information et de la communication; l'établissement d'un cadre juridique et administratif des systèmes de communication; la mise en place de moyens permettant l'accès et la participation du public à la communication et à l'information; enfin la création d'institutions professionnelles et la formation du personnel nécessaire. Cette planification devrait répondre aux besoins de tous les utilisateurs et s'appuyer sur de solides travaux de recherche. Elle devrait aussi avoir un caractère pluridisciplinaire et faire intervenir au moins les milieux qui s'occupent d'information, d'éducation, de culture, d'économie, du développement de l'agriculture, des questions de santé, des télécommunications et des moyens de communication de masse. En même temps, les planificateurs de la communication doivent prendre en considération non seulement les diverses solutions possibles mais aussi les critères qui doivent régir leur choix.

#### E. Formes de contrôle

51. Le contrôle est un élément clef de la description et de l'analyse des systèmes d'information et de communication. Etroitement lié aux questions de financement, il peut prendre diverses formes et être exercé par l'Etat, par une société publique, ou en association par un organisme privé (conformément à une réglementation officielle plus ou moins élaborée) et une institution.

52. Pour ce qui est du financement des médias, la formule utilisée va des recettes de publicité à une forme ou une autre de subvention, qui peut être soit privée, soit publique (et dans ce cas couverte par les rentrées fiscales), soit encore de caractère mixte. Les redevances versées pour les appareils récepteurs servent généralement à financer les services de radiodiffusion sonore et visuelle. Cette méthode est utilisée dans la moitié des pays du monde, et notamment dans la plus grande partie de l'Europe. Les formes de publicité varient beaucoup selon les pays qui se procurent des recettes par ce moyen. L'influence de la publicité sur le contenu des programmes dépend généralement de son importance financière.

53. Dans quelques pays, l'exploitation des moyens d'information et de communication est, en totalité ou en partie, confiée à des organes de l'Etat. Dans d'autres, des sociétés commerciales privées, ou des sociétés publiques indépendantes créées par l'Etat exploitent tel ou tel de ces moyens. Ainsi, dans 50 pays, les agences d'information sont gérées comme des organismes d'Etat tandis que dans 40 autres, ce sont des coopératives contrôlées et exploitées par des journaux nationaux et quelquefois par des organismes de radiodiffusion et de télévision. Dans la plupart des pays, journaux et périodiques - les plus anciens des moyens de communication de masse - sont rédigés et publiés par des sociétés commerciales privées; mais, dans 10 pays d'Afrique, 8 pays d'Asie, 15 pays d'Europe, en URSS et à Cuba, ils sont publiés par des organes de l'Etat ou sous leur contrôle.

54. La production, la distribution et la présentation des films sont assurées surtout par des sociétés commerciales privées, sauf dans certains pays d'Asie, dans les pays d'Europe orientale, en URSS et à Cuba.

55. Le schéma est extrêmement complexe en ce qui concerne la radio et la télévision. Dans la quasi-totalité des 55 pays d'Afrique, des 43 pays d'Asie et des 19 pays d'Océanie, l'Etat possède et exploite les services de diffusion. Ces services sont financés soit directement par les recettes du budget de l'Etat, soit par les redevances des utilisateurs, soit par ces deux moyens.

56. La moitié environ des 34 pays d'Europe est dans la même situation, tandis qu'ailleurs des sociétés commerciales privées existent aussi. En URSS, l'Etat a le contrôle exclusif de toutes les activités de radiodiffusion sonore et visuelle.

57. En cette matière, la propriété privée est de tradition dans les neuf pays d'Amérique du Nord, encore que les Etats-Unis possèdent un réseau parallèle d'institutions éducatives de radiotélédiffusion dont les ressources proviennent de subventions et de contributions publiques. Le Canada possède un système mixte qui comprend une société publique influente et un système perfectionné de réseaux de câbles.

58. Comme en Amérique du Nord, les 14 pays d'Amérique du Sud possèdent une tradition bien établie d'émetteurs commerciaux privés, et la même situation se retrouve dans la moitié environ des 27 pays d'Amérique centrale et des Antilles, tandis que des systèmes mixtes (sociétés d'Etat et sociétés privées) sont autorisés dans les autres pays.

F. Anciens et nouveaux moyens d'information : transfert et adaptation de la technologie

59. Bien que l'on n'ait pas encore consacré d'étude approfondie à la nature et à l'utilisation des modes traditionnels et plus anciens de communication, notamment l'art populaire, il serait probablement vrai de dire que le monde entier et en particulier les zones en développement et/ou rurales, connaissent une renaissance de plus en plus marquée de ces formes traditionnelles, au service de l'éducation, de la persuasion, de la motivation et des loisirs, qui continuent par ailleurs de jouer leur rôle normal d'expression individuelle, collective et culturelle. On a redoublé d'efforts, surtout pendant la période couverte par le présent rapport, pour faire revivre ces modes traditionnels et les rétablir dans leur rôle efficace de moyens de communication.

60. L'une des principales questions qui se posent à leur égard, est de savoir comment "traiter" au mieux les formes d'art retenues et tirer parti de leur souplesse pour leur confier de nouveaux messages à transmettre naturellement dans le cadre de leurs activités vivantes. Il faut aussi veiller à préserver délibérément

le caractère traditionnel et créateur de ces formes d'art à notre époque d'innovations technologiques radicales. Ces formes anciennes et traditionnelles de communication, ainsi revivifiées, seront intégrées à divers moyens de communication de masse pour couvrir un champ plus vaste et transmettre des thèmes plus actuels et plus significatifs. Vigoureuses et vivaces, associées aux moyens modernes de communication, elles pourront avoir une influence et une portée plus grandes encore.

61. Outre la production d'émissions de télévision et de films de 35 ou 16 mm, l'amélioration de la technologie et de la commercialisation ont introduit toute une gamme de matériels audio-visuels simples, peu coûteux et très souvent portatifs, en un mot adaptables aux besoins de nombreux pays en développement. Citons notamment le magnétoscope, les enregistreurs de cassettes, les caméras en super-8, tous portatifs. En même temps, la mise au point de la bande vidéo de 25 mm permet de penser que ce format deviendra le format de base pour les émissions en studio aussi bien que pour l'enregistrement mobile, renforçant ainsi les possibilités offertes par les matériels d'émission de haute qualité fabriqués dans ce domaine.

62. Cette évolution contribue à donner plus d'importance aux productions locales et à faciliter l'accès du public aux médias, sous une forme ou sous une autre, sans avoir à faire les frais d'installations coûteuses et complexes. Elle fournira aussi à la population des possibilités de participation, d'expression et d'expérimentation à de nouvelles formes d'art; elle mettra en lumière les problèmes qui se posent à la collectivité, garantira la formation et l'acquisition d'expérience et ouvrira aux groupes d'intérêt de nouveaux moyens de se faire entendre des organismes publics et des centres de décision.

63. Les utilisations que l'on a faites de ces nouveaux médias ont souvent débouché sur une forme neuve de communication, qui fait intervenir ce que l'on appelle les "médias de groupe", c'est-à-dire des matériels portatifs - bandes vidéo, cassette, films ou diapositives - dont les messages s'adressent à de petits groupes où chaque individu a la possibilité de contribuer à une réflexion, à des décisions et à des actions collectives. Si les messages transmis par ces médias peuvent être uniformes, leur objet n'est pas d'imposer une conclusion unilatérale mais de provoquer des commentaires, un débat, un consensus ou même de proposer des formules de rechange. Dans nombre d'activités de ce genre, les médias ne cherchent pas tant à avancer une solution qu'à stimuler une réaction relevant de la dynamique de groupe.

64. Parmi les nouveaux moyens de communication de plus grande envergure, ce sont les satellites qui offrent l'exemple le plus spectaculaire. Pendant la période étudiée, ils sont devenus des instruments de plus en plus efficaces du progrès et du développement social. Pour certains, l'avènement des satellites n'est pas une simple extension des modes de communication existants, mais un bond technologique qui provoquera une restructuration majeure de la société, comparable à celle qu'entraîna la généralisation des transports motorisés. Si les satellites opérationnels assurent aujourd'hui des services de télécommunication de point à point et notamment le relais de certaines émissions de télévision, d'autres ont aussi la capacité technique d'émettre directement à l'intention de récepteurs collectifs et individuels. En même temps, l'emploi des satellites en association avec les réseaux de câbles, les ordinateurs, les ondes ultracourtes, les lasers, etc. ouvre d'immenses possibilités.

65. Les transformations et les progrès ont été rapides, au cours de cette période, pour tous les moyens de communication, quelle qu'en soit l'échelle. Il est apparu de plus en plus clairement que chaque pays, avec ses collectivités locales et sa population, devrait posséder et utiliser les médias dont il a le plus besoin, en faisant appel aussi bien aux techniques de communication les moins complexes et les moins coûteuses qu'à la technologie la plus avancée.

66. Jusqu'à une époque récente, lorsque l'on parlait de transfert des techniques, on pensait surtout aux domaines d'application de la technologie, qu'il s'agisse de transferts internationaux, dominés par l'aide et l'investissement étrangers, ou de transferts internes entre les systèmes scientifiques et les secteurs de la production. Cette préoccupation a éclipsé certaines considérations plus générales que pose le transfert des techniques, en particulier ses effets socio-culturels. Ce fut le cas du transfert des techniques industrielles ou agricoles, et plus encore de la technologie de la communication, où le "produit" est porteur d'un message qui peut modifier radicalement l'orientation et la forme du processus de développement, tout en influençant directement les conceptions et les attitudes de la population.

67. Il importe aussi d'établir des liens entre les moyens traditionnels de communication et les nouveaux médias, ainsi que de faire une place aux technologies plus élaborées, mais aussi plus utilisables, qui voient constamment le jour. Certains pays se sont inquiétés de la disparition éventuelle des formes traditionnelles de communication qui, faute d'encouragements, finiraient inévitablement par s'atrophier; ils se sont demandé s'il était sage d'adopter toutes les formes modernes de technologie sans tenir compte de l'effet qu'elles pouvaient avoir sur le comportement individuel et social, sur les valeurs et les normes culturelles.

68. Aucune tentative sérieuse de transfert et d'adaptation des techniques appropriées ne peut aboutir sans la double expérience des moyens traditionnels et des technologies plus modernes de communication, avec les enseignements que cette expérience peut apporter aux centres de décision et à la population intéressée. Il ne suffit pas de voir sous quelle forme une technologie moderne est introduite dans un pays, il importe tout autant de savoir par quels moyens et où sont obtenus les éléments de cette technologie. Il faudrait essayer de mettre au point des techniques endogènes et appropriées de communication et une capacité adéquate de production, de stockage et de distribution de l'information.

69. Dans le monde entier, le développement incessant de systèmes et de techniques modernes de communication a provoqué quelques modifications importantes dans l'infrastructure de communication de la plupart des pays. Ces modifications concernent de plus en plus souvent les médias eux-mêmes et le schéma de leurs relations mutuelles. La technologie de la communication transforme actuellement, dans leur style et leur forme, la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, et on peut en dire autant d'autres domaines tels que les arts de la persuasion, les loisirs, la politique ou les télécommunications.

G. Formation théorique et pratique en matière de communication

70. Depuis une cinquantaine d'années, des systèmes radicalement différents de formation apparaissent en Europe et dans les Amériques en matière de communication et d'information. Cette différence tient à des conceptions nouvelles de la vocation de l'enseignement supérieur. Selon la conception européenne traditionnelle, le rôle des universités est de préserver une culture, et c'est seulement à une époque récente qu'on leur a confié le soin de répondre aux besoins professionnels de toute la société. En Europe, une longue tradition voulait qu'en matière de communication la formation théorique et pratique fût assurée par des instituts patronnés par l'industrie; la formation en cours d'emploi était elle aussi très poussée.

71. Au contraire, exception faite d'un petit groupe d'universités inspirées de la tradition européenne, les pays en développement ont pour la plupart élaboré leurs systèmes d'enseignement supérieur en visant surtout à combler des besoins sociaux, partant de l'hypothèse que la société a tout à gagner à ce que l'enseignement supérieur touche le plus grand nombre. Il était bien naturel que ces universités se dotent d'un système de formation théorique et pratique de niveau supérieur en matière de communication. Les cours qui mènent à l'obtention d'un grade dans cette branche portent, pour 25 à 35 p. 100 environ, sur les moyens audio-visuels, le reste concernant le plus souvent les lettres et les sciences sociales.

72. Le développement continu des infrastructures de la communication a provoqué une demande accrue d'informateurs qualifiés qui, trop souvent, font cruellement défaut dans le monde entier. Etant donné la diversité des activités de communication, leur absence est ressentie sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif, car il n'est pas toujours aisé pour un informateur de passer d'un moyen à un autre. Outre la nécessité pressante, à court terme, de personnel compétent - techniciens, journalistes ou administrateurs - il existe à long terme une demande constante de spécialistes de la communication qui soient capables d'enseigner, de programmer et de planifier des stratégies de développement. Ces besoins étant très variés, il importe que les pays élaborent individuellement ou collectivement des programmes qui leur permettent de répondre aux besoins précis des groupes d'individus et de collectivités régionales, sans être de simples extensions des "modèles" mis au point plusieurs dizaines d'années auparavant dans des pays ou des régions très différents.

73. La relative pénurie de formateurs et d'enseignants qualifiés peut encourager les pays à mettre en place des programmes d'enseignement concertés et des centres polyvalents de formation, propres à satisfaire les besoins spécialisés et généraux des différents secteurs de la communication, notamment les aspects techniques, littéraires, administratifs et créateurs de moyens de communication de masse, tels que la presse, le cinéma, la radiodiffusion, la télévision, l'édition de livres, les agences d'information, les arts de la persuasion, les médias de petites dimensions, les télécommunications, etc.

74. Une formation spécialisée est souvent indispensable dans les secteurs de plus en plus importants du système de communication, surtout dans les pays en développement : mécanismes humains de communication, qui forment des réseaux étendus



d'information au service de la vulgarisation dans l'agriculture, la santé, la petite industrie, les coopératives ou les syndicats. De nombreux pays souffrent aussi d'une grave pénurie de matériel de formation adapté à leurs besoins, et notamment de livres, de manuels, d'ouvrages de référence et de moyens audiovisuels utilisables dans les programmes et les établissements d'enseignement et de formation.

75. Depuis une dizaine d'années en particulier, la formation théorique et pratique aux moyens de communication évolue sensiblement et retient l'attention, dans le monde entier. Il s'en est dégagé récemment une sorte de philosophie générale car, en dépit de la diversité des conditions régnant dans le monde, il existe un certain nombre d'exigences qui tiennent à la formation en tant que telle. Ce processus a commencé lorsque, dans le monde développé, les établissements et universités de formation aux médias ont ouvert leurs portes à des étudiants étrangers, en leur proposant souvent des cours spéciaux conçus et financés dans le cadre d'un programme d'aide. Les enseignants ont ainsi été amenés à se rendre dans le monde en développement pour des périodes allant de quelques semaines à plusieurs années, afin d'appliquer des programmes spéciaux de formation et de former des généralistes et des spécialistes de la communication de masse.

76. Aujourd'hui plus que jamais, nombre de pays possèdent de plus en plus d'établissements qui assurent une formation théorique et pratique en cette matière à l'échelon local, national et régional; de nombreuses universités proposent des cours théoriques et professionnels de deux ou trois ans conduisant à un grade et offrent des possibilités de recherche. On ne dispose pas de chiffres qui permettent de dire, à l'échelle du globe, combien d'organismes de communication possèdent leurs propres programmes de formation du personnel; la carte mondiale des institutions et universités indique néanmoins que les organes de grande information et les gouvernements de tous les pays en viennent à reconnaître la nécessité d'éduquer et de former un nombre suffisant de personnes capables de faire le meilleur usage d'une technologie toujours plus élaborée et d'exercer les responsabilités qui s'attachent à la communication de masse.

77. Pendant la période couverte par le présent rapport, on a assisté à un renforcement sensible des possibilités d'enseignement et de formation en matière de communication : à l'heure actuelle, ces activités ont permis d'atteindre un point où même les pays en développement sont en mesure de procéder à des échanges de personnel.

#### H. Le statut d'informateur - Associations professionnelles

78. Dans de nombreux pays, l'évolution politique, économique et sociale a inévitablement abouti à créer un climat dans lequel la société et les informateurs ont dû réexaminer et redéfinir les responsabilités qui incombent aux médias en fonction des besoins présents et futurs des sociétés qu'ils desservent; cette réévaluation s'est faite par comparaison avec les attributions qu'ils avaient pu

avoir ou les rôles qu'ils avaient pu jouer à des périodes différentes de l'histoire. Par exemple, des concepts très usités, tels que celui de liberté de l'information, sont interprétés par certains informateurs comme un appel à une critique quasi systématique des gouvernements en place et à une interprétation négative de presque toute la réalité qui les entoure. Dans ce domaine, la notion de participation est relativement nouvelle pour de nombreux informateurs, mais elle commence à être admise en raison de la nécessité urgente du développement. De leur côté, certains gouvernements comprennent généralement la nécessité de disposer de spécialistes indépendants, critiques et constructifs, conscients de leurs responsabilités, qui puissent, par leur sens des réalités, fournir le frein et le contrepoids sans lesquels la croissance des individus et des sociétés ne saurait être saine ni libre.

79. Même si les informateurs admettent davantage la nécessité de coopérer avec les organismes publics à l'effort de développement social, économique et culturel, il en reste qui n'ont pu s'acquitter de leur rôle, ni comme critiques, ni comme partenaires. Il y a lieu d'étudier de plus près les rapports des spécialistes de l'information avec les pouvoirs publics comme avec la population et d'évaluer en quelque sorte leur situation actuelle et les résultats qu'ils ont obtenus.

80. Des pays se sont efforcés, sous différentes formes et à différentes époques, de créer des organismes pour réglementer la conduite des informateurs. Toutefois, les tentatives faites pour élaborer des codes de conduite ou même pour créer des mécanismes d'autodiscipline professionnelle n'ont pas toujours été couronnées de succès. En l'absence de codes ou de mécanismes de ce genre, les informateurs ont été plus ou moins laissés à eux-mêmes. La formulation de normes, de principes, etc. plus clairs, établis de façon coordonnée par les divers secteurs intéressés apparaît en fait comme une nécessité urgente.

81. Un relèvement du niveau de la formation théorique et pratique aux méthodes de communication ne peut manquer d'avoir des effets considérables sur la qualité des nouvelles et des informations qui circulent à travers tout le système. Des associations professionnelles, nationales ou internationales, peuvent aussi exercer une influence sensible sur la communication de masse. Ces associations rassemblent des employeurs et des travailleurs des médias, aussi bien que divers groupes, et notamment les "consommateurs" de l'information. Chacune s'efforce de déterminer une politique pour le segment qui lui est propre dans le système de communication, d'aider ses membres, d'appuyer ses intérêts, de promouvoir la coopération entre eux et de les représenter devant le gouvernement et le public.

82. On trouve aujourd'hui de ces associations dans tous les pays, leurs structures variant selon les sociétés et les systèmes de communication. Parfois, les associations regroupent les intérêts qui possèdent, financent et exploitent les médias; d'autres rassemblent des éditeurs, des rédacteurs, des journalistes, des écrivains, des producteurs, des animateurs de la radiodiffusion, des ingénieurs et des techniciens. Ces associations créent souvent des services communs tels qu'agences d'information et élaborent des normes ou codes d'éthique professionnelle.

/...

Ailleurs, elles peuvent être représentées aux comités de direction ou de rédaction des organes d'information ou même exploiter ces derniers en coopérative. Elles peuvent aussi organiser des cours de formation, entreprendre des recherches et fournir à leurs membres diverses sortes de services sociaux et récréatifs.

83. Il existe aussi des fédérations internationales d'associations nationales de spécialistes de l'information ainsi que des organisations internationales auxquelles ceux-ci peuvent adhérer individuellement. Les associations de consommateurs sont généralement moins bien organisées, mais elles se renforcent actuellement; elles exercent en particulier leur influence sur le cinéma et la télévision, où elles s'efforcent de réprimer les abus de la publicité ou de la propagande. Dans certains pays, grâce à la participation du public à l'activité des médias, les associations d'utilisateurs de certains systèmes comme la télévision par câble sont parvenues à élargir de plus en plus les perspectives d'utilisation des services de communication.

#### I. Evolution quantitative et tendances des communications de masse

84. Le reste de la section II est consacré à l'évolution quantitative et aux tendances marquantes des principaux moyens d'information qui composent un système de communication.

85. La présente section s'appuie principalement sur les renseignements périodiquement fournis à l'UNESCO par les Etats Membres, en réponse à son questionnaire statistique annuel sur les grands moyens d'information. Ce questionnaire permet d'obtenir des renseignements officiels sur les journaux et les périodiques, les livres, les films et les salles de cinéma, la radiodiffusion et la télévision; il est publié annuellement (en même temps que d'autres données relatives à l'éducation, la science, la culture et la population) dans l'Annuaire statistique de l'UNESCO. Les statistiques et les chiffres de l'UNESCO utilisés ici ont été reçus au milieu de 1977. Les chiffres relatifs au papier journal proviennent principalement de la FAO. Des rapports et publications de caractère officiel, de source gouvernementale ou non, des publications techniques et universitaires, et des ouvrages classiques de référence ont aussi servi à compléter ces sources.

86. Les renseignements ainsi obtenus ne sont pas toujours complets et à jour, ni exprimés dans des termes ou fondés sur des critères qui soient strictement comparables. En effet, il n'existe pas actuellement, pour les divers domaines et aspects de la communication et de l'information, de définitions, de concepts et de critères universellement acceptés; de plus, les phénomènes de communication demeurent si complexes que de simples quantifications ne contribuent pas toujours à éclairer une situation ou à en tirer des conclusions pertinentes. Les chiffres indiqués ici ne donnent donc, comme la plupart des autres statistiques, que des indications partielles et ne doivent pas être interprétés comme des valeurs définitives. Ils dépendent beaucoup de la qualité des techniques employées pour rassembler les données, ainsi que des raisons qui en ont motivé la collecte et

/...

l'utilisation. Malgré ces difficultés très réelles, ils peuvent fournir des indications plus ou moins sûres et comparables au sujet de la situation d'ensemble, et faciliter le tracé de certaines tendances et lignes directrices.

87. Dans les tableaux de la présente section, l'Europe comprend l'Europe occidentale et l'Europe orientale ainsi que la Scandinavie. L'URSS est classée à part, comme c'est souvent le cas.

88. Sauf en ce qui concerne le papier journal, les tableaux ne comprennent pas la Chine, la République populaire démocratique de Corée ni la République socialiste du Viet Nam. Cette exclusion se répercutera évidemment sur les chiffres relatifs à l'ensemble du monde et à l'Asie. Les chiffres du Japon ont été naturellement inclus dans ceux de l'Asie et c'est là une autre variable majeure dont il faut tenir compte pour envisager cette région dans une perspective plus claire. On peut en dire autant de l'Océanie, qui comprend les chiffres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et occupe de ce fait une grande place dans la distribution régionale.

89. Dans ces tableaux, les paramètres sont indiqués par personne ou pour un certain nombre d'habitants. Dans ce dernier cas, le nombre choisi peut être le millier ou le million d'habitants ou même l'individu, selon le paramètre considéré et les chiffres disponibles. Le plus souvent, il est exprimé en unités par millier d'habitants.

90. Les tableaux 1.1, 1.2 et 1.3 illustrent le développement des moyens d'information, en chiffres absolus et en pourcentage, par habitant et pour la région. Le tableau 1.1 présente les chiffres absolus et indique si le développement est global; le tableau 1.2 utilise une même base indiciaire, 1960 = 100, qui permet de mieux voir l'augmentation relative en pourcentage, par exemple l'accroissement spectaculaire du nombre des postes récepteurs de télévision en Afrique. Enfin, le tableau 1.3 indique, en pourcentage, la répartition des moyens d'information entre les différentes régions.

91. Les chiffres présentés plus loin permettent de tirer les conclusions générales suivantes :

a) A l'intérieur des régions développées, il existe une très forte concentration des moyens, services et installations de communication dans un petit nombre de pays. La majorité de la population mondiale est encore loin derrière dans ce domaine du développement comme dans d'autres.

b) La part des pays en développement est restreinte pour de nombreuses rubriques, qu'il s'agisse de la consommation de papier ou du tirage des quotidiens, de la télévision ou de l'exportation des objets de caractère culturel.

c) Il y a eu dans le monde une augmentation régulière des moyens matériels mis à la disposition de la communication et un développement continu des activités dans ce domaine. Toutefois, on note une nette différence entre les divers médias; par exemple, le taux de croissance est encore très élevé pour certains (émissions de radiodiffusion et de télévision, etc.) tandis qu'il est très bas ou même négatif pour d'autres (presse quotidienne, capacité des cinémas, etc.).

Tableau 1.1

Tirage des quotidiens, consommation de papier journal, production de livres, nombre de récepteurs de radio et de télévision, et nombre de sièges de cinéma (établissements fixes) par habitant

Région	Tirage des quotidiens pour 1 000 habitants			Consommation du papier journal par habitant (en kg)			Titres de livres publiés par million d'habitants			Postes de radio pour 1 000 habitants			Postes de télévision pour 1 000 habitants			Sièges de cinéma pour 1 000 habitants								
	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975				
Ensemble du monde	124	134	139	132	45	52	60	54	124	137	150	182	155	215	257	293	42	71	96	117	22	23	27	25
Afrique	11	11	14	14	0,6	0,6	0,9	0,7	19	23	23	27	17	39	46	70	0,4	1,9	3,4	6	6	5	6	5
Amérique du Nord	253	247	232	216	27,0	28,3	30,8	26,5	82	218	283	292	679	894	1 025	1 312	220	270	302	402	52	35	41	32
Amérique du Sud	80	67	90	68	3,6	3,7	4,2	4,2	89	77	79	96	89	149	136	237	14	30	68	91	37	30	27	
Asie	62	69	68	65	0,8	1,1	1,6	1,8	51	55	60	62	30	53	99	76	6	18	22	25	6	6	7	9
Europe	252	256	258	243	8,5	10,5	12,7	11,2	383	450	535	558	214	265	301	334	61	132	209	237	55	63	54	40
Océanie	311	303	300	305	20,5	26,9	28,3	29,7	121	286	361	235	222	211	491	282	99	137	131	216	93	65	41	34
URSS	162	264	350	396	1,6	2,9	3,8	4,3	355	329	329	310	192	320	391	455	23	69	144	208	42	56	78	100

Tableau 1.2

Tirage des quotidiens, consommation de papier journal, production de livres, nombre de récepteurs de radio et de télévision, et nombre de sièges de cinéma (établissements fixes) par habitant (base 1960 = 100)

Région	Tirage des quotidiens pour 1 000 habitants			Consommation de papier journal par habitant (en kg)			Titres de livres publiés par million d'habitants			Postes de radio pour 1 000 habitants			Postes de télévision pour 1 000 habitants			Sièges de cinéma pour 1 000 habitants								
	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975				
Ensemble du monde	100	108	112	106	100	116	133	120	100	110	121	147	100	139	166	189	100	169	229	279	100	105	123	114
Afrique	100	100	127	127	100	100	150	116	100	121	121	142	100	229	271	412	100	475	850	1 500	100	83	100	83
Amérique du Nord	100	98	92	85	100	105	114	98	100	87	89	108	100	132	151	193	100	123	137	183	100	67	79	
Amérique du Sud	100	84	113	85	100	103	117	117	100	87	89	108	100	167	153	266	100	219	486	650	100	81	73	
Asie	100	111	110	105	100	138	200	225	100	108	118	122	100	177	330	253	100	300	367	417	100	100	117	150
Europe	100	102	103	96	100	124	149	132	100	117	140	146	100	123	141	156	100	216	343	389	100	115	98	73
Océanie	100	97	96	98	100	131	138	145	100	233	298	194	100	95	86	127	100	138	132	218	100	70	44	37
URSS	100	163	216	244	100	181	238	269	100	93	93	87	100	167	204	237	100	300	626	904	100	133	186	238

Tableau 1.3

Répartition en pourcentage de la population, du tirage des quotidiens, de la consommation de papier journal, de la production de livres, des récepteurs de radio et de télévision, et des sièges de cinéma (établissements fixes)

	Population		Tirage des quotidiens		Consommation de papier journal**		Publication de titres de livres		Récepteurs de radio		Récepteurs de télévision		Sièges de cinéma																	
	1960	1970	1960	1970	1960	1970	1960	1970	1960	1970	1960	1970	1960	1970																
Afrique	11,8	12,1	12,6	13,0	1,0	1,0	1,2	1,5	0,8	1,2	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,9	1,2	2,2	2,2	3,1	0,1	0,3	0,4	0,7	2,1	2,3	2,4	2,6		
Amérique du Nord	11,5	11,5	11,3	11,0	23,1	21,1	19,2	18,1	53,4	48,8	45,4	42,3	6,6	15,0	17,3	17,6	49,9	47,4	44,8	49,0	59,5	43,4	35,4	37,7	21,3	14,8	17,0			
Amérique du Sud	6,3	6,6	6,8	7,0	3,8	3,2	4,4	3,7	3,8	3,5	3,7	4,2	3,9	3,1	2,9	3,7	3,6	4,5	3,6	5,7	2,0	2,7	4,8	5,5	7,9	7,1	6,6			
Asie*	42,2	42,5	43,5	44,6	21,3	21,9	21,3	22,1	9,9	11,8	15,3	19,2	15,4	14,3	14,4	15,5	8,2	10,7	17,0	11,8	6,1	11,0	10,0	9,8	15,8	15,7	12,5	15,6		
Europe	19,3	17,5	16,4	15,3	37,1	33,3	30,6	28,2	27,5	27,6	26,9	24,8	49,1	46,9	47,4	46,5	24,9	21,3	19,0	17,2	26,2	32,4	35,4	30,6	36,3	40,6	32,1	24,7		
Océanie	0,7	0,7	0,7	0,7	1,7	1,5	1,5	1,7	2,3	2,9	3,2	2,8	0,6	1,2	1,3	0,9	1,0	0,7	0,5	0,6	1,1	1,3	0,9	1,3	2,4	1,6	1,0	1,3		
URSS	9,2	9,1	8,7	8,3	11,8	17,9	21,8	24,8	2,3	4,1	4,2	5,1	22,9	17,8	15,2	13,9	11,2	13,4	13,0	12,6	5,1	8,8	12,9	14,5	14,2	17,9	28,3	32,5		

92. Les tableaux 2.1 à 2.6 indiquent quelques-unes des tendances et des différences régionales les plus marquées depuis 1960 en ce qui concerne certains des grands moyens d'information. Aux fins du tableau 2.1, un "quotidien" est défini comme une publication qui a essentiellement pour objet de rendre compte des événements d'actualité dans les domaines des affaires publiques, des questions internationales, de la politique, du mouvement des idées, des loisirs, etc... et qui paraît au moins quatre fois par semaine. On notera qu'on ne dispose d'aucun chiffre sur le contenu et sur le nombre de pages de ces quotidiens. On notera également que les tableaux régionaux ne tiennent pas compte de la presse non quotidienne ni des périodiques.

93. Du point de vue des titres et du tirage par millier d'habitants, la situation de la presse quotidienne est à peu près la même qu'en 1960; cette presse existe à peine dans les pays africains. Le nombre brut des titres de quotidiens perd de son intérêt avec la forte tendance actuelle à la concentration. Néanmoins, dans la plupart des pays, de nombreuses publications paraissent plusieurs fois par semaine, toutes les semaines, tous les mois ou tous les trimestres, avec des tirages importants qui vont même croissant. On observe des tentatives limitées mais de plus en plus nombreuses dans la presse rurale. Du point de vue économique, l'augmentation des coûts, notamment les hausses de prix d'un papier journal difficile à obtenir, la perte d'une partie des revenus de la publicité au profit de la radio et le refus du public de payer un journal à son prix réel expliquent que les quotidiens soient en crise financière permanente dans de nombreux pays. Dans certains cas, notamment en Europe, l'Etat vient en aide à la presse, sous une forme ou sous une autre.

94. Le tableau 2.2 montre le développement de l'édition de livres dans le monde depuis 1960 (en nombre de titres par million d'habitants). Aux fins du présent rapport, un livre est défini comme une publication non périodique imprimée comptant au moins 49 pages (les pages de couverture non comprises), éditée dans le pays et offerte au public. Les chiffres indiqués couvrent, entre autres, les publications suivantes : publications officielles; livres de classe; thèses universitaires; tirages à part; publications faisant partie d'une série; ouvrages illustrés. On notera que, pour le début des années 1960, on ne dispose pas de chiffres indicatifs de la production totale de livres aux Etats-Unis, de sorte qu'il a fallu procéder à des estimations dans ce cas. Des données postérieures semblent indiquer que ces estimations étaient beaucoup trop faibles, ce qui a influé sur les chiffres des années 1960, à la fois pour le total mondial et pour l'Amérique du Nord, et modifié le taux relatif de croissance.

95. L'édition de livres n'a cessé de progresser, la croissance étant notable pour les livres de classe des pays en développement. L'Europe et l'URSS restent les plus gros producteurs de livres. On estime que la moitié des ouvrages produits en Europe est exportée. Les régions en développement rattrapent légèrement les pays plus développés dans le domaine de l'édition de livres.

\* Non compris la Chine.

\*\* Y compris la Chine.

Tableau 2.1

Quotidiens (nombre de titres, tirage estimatif, pourcentage du marché mondial et tirage par millier d'habitants)

Région	1960			1965			1970			1975		
	Tirage			Tirage			Tirage			Tirage		
	Nombre de titres	en millions d'exemplaires	pour 1 000 habitants	Nombre de titres	en millions d'exemplaires	pour 1 000 habitants	Nombre de titres	en millions d'exemplaires	pour 1 000 habitants	Nombre de titres	en millions d'exemplaires	pour 1 000 habitants
Ensemble du monde	8 000	286	100,0	122	342	100,0	133	390	100,0	137	408	100,0
Afrique	260	3	1,0	11	3,4	1,8	11	240	4,9	14	6	1,5
Amérique du Nord	2 300	66	23,1	246	72	21,1	246	2 200	75	236	74	18,1
Amérique du Sud	800	11	3,8	75	11	3,2	65	820	17	89	15	3,7
Asie	1 900	61	21,3	61	2 200	22,0	67	2 200	83	66	2 230	22,1
Europe	2 100	106	37,1	249	2 000	33,3	256	1 830	119	259	1 660	28,2
Océanie	100	5	1,7	316	110	1,6	303	110	5,7	295	7	1,7
URSS	500	34	11,9	159	61	17,9	264	640	85	350	690	24,8

Tableau 2.2

Edition de livres (titres publiés : nombre total, répartition de la production mondiale en pourcentage, nombre par million d'habitants)

Région	1960			1965			1970			1975		
	Tirage			Tirage			Tirage			Tirage		
	Titres (milliers)	en Répartition (pourcentage)	Nombre par million d'habitants	Titres (milliers)	en Répartition (pourcentage)	Nombre par million d'habitants	Titres (milliers)	en Répartition (pourcentage)	Nombre par million d'habitants	Titres (milliers)	en Répartition (pourcentage)	Nombre par million d'habitants
Ensemble du monde	332	100,0	143	426	100,0	167	521	100,0	186	100,0	568	184
Afrique	5	1,5	19	7	1,6	23	8	1,5	23	1,9	11	27
Amérique du Nord	22	6,6	82	64	15,0	218	90	17,3	283	17,6	100	292
Amérique du Sud	13	3,9	89	13	3,1	77	15	2,9	79	3,7	21	96
Asie	51	15,4	52	61	14,3	56	75	14,4	60	15,5	88	62
Europe	163	49,1	383	200	46,9	450	247	47,4	535	46,5	264	558
Océanie	2	0,6	121	5	1,2	286	7	1,3	361	0,9	5	235
URSS	76	22,9	355	76	17,8	329	79	15,2	329	13,9	79	310

96. Les chiffres du tableau 2.3 relatif à la consommation de papier journal indiquent la consommation totale, la répartition de cette consommation et la consommation par habitant de 1960 à 1975. Le terme "papier journal" désigne le papier d'impression blanchi, non collé ou peu encollé, non couché, du type utilisé d'ordinaire pour les journaux. Les chiffres considérés ne concernent ni les autres papiers d'impression ni les papiers d'écriture.

97. Selon les chiffres communiqués par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la consommation de papier journal reste forte en Amérique du Nord et en Océanie, suivies par l'Europe. Abstraction faite de l'Océanie, les régions en développement continuent d'en consommer relativement peu. Le léger fléchissement enregistré, sauf en URSS, pour la consommation du papier journal en 1975, s'explique par les hausses de prix des dernières années.

98. Malgré l'augmentation de près de 50 p. 100 du taux mondial de production pendant la dernière décennie, le papier journal reste un produit rare. Il est fabriqué dans 36 pays seulement, dont six (Canada, Finlande, Suède, Norvège, URSS et Nouvelle-Zélande, par ordre d'importance) en produisent assez pour pouvoir en exporter un volume considérable. Les Etats-Unis, deuxième producteur mondial après le Canada, consomment plus de trois fois leur production annuelle de 3 millions de tonnes métriques. L'Afrique ne produit pratiquement pas de papier; sur 11 pays producteurs d'Asie, quatre en fabriquent assez pour répondre à leurs propres besoins; en Amérique latine, deux pays seulement sont producteurs et un seul couvre sa consommation intérieure; en Europe, outre les trois pays déjà mentionnés, neuf pays couvrent leurs besoins et six autres produisent une certaine quantité.

99. Le secteur des quotidiens, des périodiques et des livres dépend non seulement du papier, mais aussi de la présence d'une industrie des arts graphiques, d'installations d'imprimerie et de techniciens qualifiés. Depuis une dizaine d'années, il se produit une mutation assez brutale dans les techniques d'impression et notamment dans les imprimeries de presse. Les progrès des techniques et de l'électronique, notamment le système de télécomposition et les ordinateurs, ont rendu possibles des procédés complexes d'impression à grande vitesse et réduit au minimum le travail de clavier. Cependant, cette révolution fait surtout sentir ses effets dans les pays techniquement avancés. La plupart des pays en développement sont obligés d'importer non seulement le matériel d'imprimerie classique, mais aussi toutes les nouveautés; c'est une contrainte de plus imposée au développement de l'imprimerie et de l'édition dans le monde.

100. Les chiffres du tableau 2.4 concernent les salles de cinéma normalement destinées à la projection de films de 35 mm et plus ou de 16 mm. Ils indiquent soit le nombre de cinémas, soit le nombre de places assises, en valeur absolue et par millier d'habitants. Ils ne concernent que les établissements fixes, définis comme des établissements dotés de leur propre équipement et comprenant les salles fermées (celles où un toit fixe recouvre la plupart des places) et les cinémas de plein air. Par principe, il ne s'agit que d'établissements commerciaux.



Tableau 2.3

Consommation de papier journal (consommation totale, répartition en pourcentage, consommation par habitant)

Région	1960				1965				1970				1975			
	Total (en millions de tonnes)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Pourcentage	Total (en millions de tonnes)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Pourcentage	Total (en millions de tonnes)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Pourcentage	Total (en millions de tonnes)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	
Ensemble du monde	13,1	100,0	4,4	100,0	17,0	100,0	5,2	100,0	21,6	100,0	6,0	100,0	21,4	100,0	5,4	
Afrique	0,1	0,8	0,4	1,2	0,2	1,2	0,6	1,4	0,3	1,4	0,9	1,4	0,3	1,4	0,7	
Amérique du Nord	7,0	53,4	26,1	48,8	8,3	48,8	28,3	45,3	9,8	45,3	30,8	42,5	9,1	42,5	26,5	
Amérique du Sud	0,5	3,8	3,4	3,5	0,6	3,6	3,6	3,7	0,8	3,7	4,2	4,2	0,9	4,2	4,2	
Asie	1,3	9,9	0,8	11,8	2,0	11,8	1,1	15,3	3,3	15,3	1,6	19,2	4,1	19,2	1,8	
Europe	3,6	27,4	8,5	27,5	4,7	27,5	10,5	26,9	5,8	26,9	12,6	24,8	5,3	24,8	11,2	
Océanie	0,3	2,3	19,0	2,9	0,5	2,9	26,9	3,2	0,7	3,2	28,3	2,8	0,6	2,8	29,7	
URSS	0,3	2,3	1,4	4,1	0,7	4,1	3,0	4,2	0,9	4,2	3,7	5,1	1,1	5,1	4,3	

Tableau 2.4

Salles de cinéma - Etablissements fixes (nombre - nombre de sièges, répartition en pourcentage, nombre par millier d'habitants)

Région	1960				1965				1970				1975			
	Nombre (en milliers)	Total (en millions)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Nombre (en milliers)	Total (en millions)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Nombre (en milliers)	Total (en millions)	Pourcentage	Par habitant (en kg)	Nombre (en milliers)	Total (en millions)	Pourcentage	Par habitant (en kg)
Ensemble du monde	170	63	100,0	22	247	68,9	100,0	23	248	77,7	100,0	27	266	77	100,0	25
Afrique	2,5	1,3	2,1	6	2,6	1,6	2,3	5	2,9	1,9	2,4	6	3,1	2	2,6	5
Amérique du Nord	22	13,5	21,3	52	18,5	10,2	14,8	35	19,5	13,2	17,0	41	27,5	18	23,4	32
Amérique du Sud	9	5	7,9	37	8,2	4,9	7,1	30	8,4	5,1	6,6	27	20,5	12	15,6	9
Asie	17	10	15,8	6	16,4	10,8	15,7	6	15	9,7	12,5	7	59,0	19	24,7	40
Europe	60	23	36,3	55	67	28,0	40,6	63	53,5	25,0	32,1	54	1,4	1	1,3	34
Océanie	2,6	1,5	2,4	93	2,2	1,1	1,6	65	1,5	0,8	1,0	41	154,0	25	32,5	100
URSS	59	9	14,2	42	131,6	12,3	17,9	56	147,6	22,0	28,3	78	154,0	25	32,5	100

101. L'industrie cinématographique est en général organisée en trois secteurs : production, distribution, exploitation. Ce sont tous des secteurs aléatoires du point de vue des investissements humains et financiers et de leur éventuelle rentabilité. Peu de pays disposent d'une législation d'ensemble applicable à l'industrie cinématographique et, dans certains cas, cette industrie est administrée par une direction générale du cinéma. La plupart du temps, la législation et la gestion sont dispersées et les divers aspects de l'industrie du film et du cinéma peuvent relever d'administrations différentes : ministères de la culture, de l'éducation, de l'information, des communications, du commerce ou du tourisme.

102. Dans la grande majorité des pays, la production des films de distraction est en général laissée aux entreprises privées, encore qu'une aide publique puisse lui être accordée dans certains cas; la distribution se fait par les voies commerciales, fréquemment sous la forme de contrats d'exclusivité. Ce sont les cinémas qui s'occupent le plus souvent de l'exploitation. Les salles de projection sont généralement soumises à un régime de licences et les films à une certaine forme de censure. Dans la plupart des pays, une grande partie des films projetés dans les salles commerciales sont d'origine étrangère et peuvent faire l'objet de restrictions à l'importation. Dans de nombreux pays en développement, les salles de cinéma sont relativement rares, même dans les zones urbaines, et plus encore (quand il en existe) dans les zones rurales. Dans ces pays, les projections sont organisées en plein air; des camionnettes équipées de projecteurs, de groupes électrogènes et d'écrans font la tournée des villages et projettent des documentaires éducatifs ou officiels devant le public local.

103. On ne disposait d'aucun chiffre sur les cinémas itinérants, définis comme des groupes mobiles de projection équipés de manière à pouvoir être utilisés dans des lieux différents; en général, ils s'intéressent davantage au développement que les salles de cinéma fixes. On ne disposait pas non plus de données sur les cinémas pour automobilistes "drive-ins" - établissements conçus pour permettre aux spectateurs d'assister à la projection sans quitter leur véhicule.

104. Sur la base des renseignements disponibles, on peut estimer que, vers 1975, il y avait dans le monde quelque 230 600 salles de cinéma commerciales, avec une capacité de 77 millions de sièges environ. En ce qui concerne les établissements fixes et leur capacité, il y a eu peu de changements dans les statistiques mondiales au cours des années couvertes par le présent rapport; on a observé une légère progression dans les pays en développement, sauf en Amérique latine, aux Antilles et en Océanie, et un fléchissement marqué dans la plupart des pays développés. Depuis 1960, les films projetés dans les salles publiques ont cessé de constituer la première distraction populaire au profit de la télévision dans la plupart des pays développés, mais il ne faut pas oublier que les films sont vus à la télévision par un très vaste public.

105. Les tableaux 2.5 et 2.6 illustrent le développement de la radiotélédiffusion. Il y a dans le monde plus de postes récepteurs de radio que de télévision. L'Amérique du Nord, par exemple, compte plus de postes de radio que d'habitants et un récepteur de télévision pour trois personnes. En Amérique latine et aux Antilles, il existe un poste de radio pour cinq personnes. En URSS, on compte un poste de radio pour trois personnes et un récepteur de télévision pour cinq ou six habitants.

/...

Tableau 2.5

Récepteurs de radio (total, répartition en pourcentage, nombre de récepteurs pour 1 000 habitants)

Région	1960			1965			1970			1975		
	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants
	Ensemble du monde	365	100,0	155	553	100,0	215	728	100,0	257	918	100,0
Afrique	4,5	1,2	17	12	2,2	39	16	2,2	46	28	3,1	70
Amérique du Nord	132	49,9	679	262	47,4	894	326	44,8	1 025	450	49,0	1 312
Amérique du Sud	13	3,6	89	25	4,5	149	26	3,6	136	52	5,7	237
Asie	30	8,2	30	59	10,7	53	124	17,0	99	108	11,8	76
Europe	91	24,9	214	118	21,3	265	138	19,0	301	158	17,2	334
Océanie	3,5	1,0	222	3,7	0,7	211	3,7	0,5	191	6	0,6	282
URSS	41	11,2	192	74	13,4	320	95	13,0	391	116	12,6	455

Tableau 2.6

Récepteurs de télévision (total, répartition en pourcentage, nombre de récepteurs pour 1 000 habitants)

Région	1960			1965			1970			1975		
	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants	Total (en millions)	Pourcentage	Pour 1 000 habitants
	Ensemble du monde	99	100,0	42	182	100,0	71	271	100,0	96	366	100,0
Afrique	0,1	0,1	0,4	0,6	0,3	1,9	1,2	0,4	3,4	2,4	0,7	6
Amérique du Nord	59	59,5	220	79	43,4	270	96	35,4	302	138	37,7	402
Amérique du Sud	2	2,0	14	5	2,7	30	13	4,8	68	20	5,5	91
Asie	6	6,1	6	20	11,0	18	27	10,0	22	36	9,8	25
Europe	26	26,2	61	59	32,4	132	96	35,4	209	112	30,6	237
Océanie	1,1	1,1	99	2,4	1,3	137	2,5	0,9	131	4,6	1,3	216
URSS	5	5,1	23	16	8,8	69	35	12,9	144	53	14,5	208

...

On notera que les chiffres qui figurent dans les deux tableaux sont fondés sur des définitions qui ne sont pas universellement acceptées, certains pays n'exigeant pas de licence pour les récepteurs radio, d'autres délivrant une licence par foyer domestique (quel que soit le nombre des postes en service); parfois aussi, le nombre des postes non déclarés est élevé. Les chiffres concernent soit le nombre de licences émises (comme c'est généralement le cas en Europe), soit le nombre estimatif des récepteurs en service (pratique courante dans le reste du monde). L'adoption de récentes recommandations formulées à cet égard permettra, on l'espère, d'atteindre à l'universalité. En attendant que les normes adoptées soient appliquées, il est difficile de comparer les régions et les pays, et les chiffres qui suivent doivent être considérés comme une indication approximative de la situation actuelle de ce moyen d'information.

106. Dans plusieurs pays, la radio et la télévision se sont développées à peu près en même temps. La radio est depuis longtemps une importante activité internationale; les satellites et les réseaux de câbles apportent maintenant les images de la télévision dans tous les coins du monde. Quand la télévision est apparue, il y a une trentaine d'années, nombre d'experts ont pensé qu'elle supplanterait complètement la radio. Celle-ci s'est refusée à disparaître et le secteur de la radio est aujourd'hui florissant, après avoir apporté à ses techniques et à ses programmes des transformations qui lui permettent de coexister avec la télévision et de partager la prospérité de l'industrie des enregistrements sonores.

107. L'expansion des services de radiodiffusion, la réduction générale du coût des récepteurs et, surtout, la fabrication de postes à transistors bon marché, libérés de l'obligation d'une alimentation par secteur, ont ouvert à la radiodiffusion de nouveaux auditoires. Dans de nombreux pays, même dans ceux où la télévision est très développée, les émissions radiophoniques, notamment les programmes musicaux souvent accompagnés de bulletins de nouvelles, parcourent l'éther jour et nuit pendant de longues heures. Le nombre des récepteurs par habitant augmente dans un nombre croissant de pays, ce qui indique que les familles disposent souvent de plusieurs postes, de sorte que ses membres peuvent écouter séparément les programmes de leur choix. En outre, l'installation de postes de radio dans les automobiles a considérablement augmenté l'écoute, notamment pour les nouvelles du matin et du soir. Dans la plupart des pays en développement, bien que les services de diffusion atteignent maintenant la majorité de la population, l'auditoire reste restreint, même si l'on tient compte de l'écoute collective, spontanée ou organisée. Dans le cas de la radio comme dans celui de la télévision, les centres de production et d'administration des programmes restent le plus souvent limités aux grandes zones urbaines.

108. La télévision est en puissance le moyen de communication le plus révolutionnaire et le plus démocratique de notre temps. L'utilisation croissante des câbles, des satellites, des vidéo-cassettes, des vidéo-disques et d'autres techniques nouvelles élargira non seulement les fonctions du récepteur mais finira peut-être par libérer le téléspectateur des contraintes de la programmation actuelle. Dans les années qui viennent, les ménages, les écoles, les entreprises, d'autres téléspectateurs encore, pourront avoir accès à un nombre presque infini de chaînes susceptibles d'applications multiples : émissions commerciales; émissions destinées à des collectivités ou au grand public; duplex avec les banques, les

/...

magasins, les services de santé, les bibliothèques; reproduction en fac-similé et toute une série d'autres services concernant la production, le stockage, la transmission et la recherche de l'information. Dans le monde que cette évolution laisse entrevoir, la diffusion hertzienne peut répondre aux besoins du grand public en matière de nouvelles et de distractions, tout en s'adressant à un public plus spécialisé, pour lui offrir un choix plus vaste et davantage de possibilités d'enrichissement.

109. Alors que la télévision est maintenant installée presque partout, peu de pays en développement disposent de plus d'un émetteur urbain; le prix des récepteurs, joint à l'absence d'électricité dans les campagnes, continue de restreindre la portée de ce moyen de communication à une petite fraction de la population. Plus importante encore à long terme est la dépendance inévitable de ces petits réseaux à l'égard des émissions importées d'autres pays.

110. D'après les chiffres disponibles, aux environs de 1975, il y avait quelque 918 millions de postes de radio et 366 millions de postes de télévision dans le monde. Le taux d'accroissement récent du nombre de récepteurs a surtout progressé dans les pays en développement (sauf en Amérique latine), ces derniers rattrapant légèrement les pays développés. Toutefois, les chiffres absolus permettent de replacer la tendance dans sa véritable perspective : l'Amérique du Nord et l'Europe bénéficient encore de la plus large part dans tous les domaines de la diffusion, y compris le nombre de récepteurs.

## J. Remarques finales

111. Si l'on suppose qu'un ménage moyen est composé de quatre ou cinq personnes, on peut considérer qu'avec 200 à 250 quotidiens et récepteurs de radio et de télévision pour 1 000 habitants, l'ensemble de la population est atteint par ces divers moyens d'information. Cette approximation permet apparemment de dire qu'on est arrivé, ou presque, au point de saturation dans 30 pays (dont 19 en Europe) pour les quotidiens, dans 48 pays (dont 26 en Europe) pour la radio et dans 22 pays (dont 15 en Europe) pour la télévision. Vingt et un pays (14 pays européens plus l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'URSS) semblent être parvenus à saturation pour les trois moyens d'information en question. On notera que trois d'entre eux (Etats-Unis, Japon, URSS) comptent parmi les plus grands producteurs de films de long métrage projetés dans les salles publiques de cinéma; les cinq grandes agences de presse mondiales sont situées dans quatre de ces pays (Etats-Unis, France, Royaume-Uni et URSS), qui sont également les principaux fournisseurs de programmes de télévision aux autres pays.

112. Globalement, on observe dans le monde entier une augmentation constante des moyens physiques de communication qui, plus que jamais auparavant, informent un public de plus en plus nombreux. Toutefois, il convient d'analyser de plus près ces données générales. C'est la radiodiffusion, sonore et visuelle, qui a fait le plus de progrès, tandis que pour l'imprimerie, le livre, la consommation de papier journal et le cinéma, la situation est restée assez stationnaire. Une fois encore, dans la plupart des pays, ce sont les centres urbains qui ont joué le plus grand rôle dans cette évolution, de sorte qu'à l'écart qui existait déjà entre les pays développés et les pays en développement vient s'ajouter celui qui sépare les populations urbaines des populations rurales. On constate aussi que l'accès et la participation du public à l'information sont inégalement répartis dans tous les pays. Les mesures qui ont été prises, surtout en Afrique, pour créer une presse rurale et créer des services de radiodiffusion spécifiquement ruraux sont toutes récentes. Une autre initiative qui vient d'être prise en Inde, le Système de télévision éducative par satellite (SITE), vise à introduire des programmes éducatifs dans les régions rurales en utilisant les techniques de communication les plus modernes.

113. De toute évidence, d'énormes progrès ont été faits dans l'application et l'amélioration de la communication de masse dans le monde entier depuis 1960. Les satellites terrestres facilitent les conversations téléphoniques et l'échange de données entre presque toutes les parties du monde; la qualité et la puissance des transmissions se sont considérablement améliorées. Il n'en reste pas moins que, dans près de 40 pays en développement, moins de 5 p. 100 de la population a accès à un journal. Dans plus de 60 de ces pays, même lorsqu'on a réussi à installer les émetteurs radio les plus puissants, plus de la moitié de la population ne dispose pas de récepteurs. Trente pays en développement n'ont pas encore de services de télévision ni de techniciens suffisamment formés pour qu'un tel service puisse être envisagé.

114. Dans les cas où, grâce aux progrès des techniques de communication, il existe non seulement du matériel plus perfectionné mais aussi des appareils plus petits, simplifiés et moins coûteux, d'autres problèmes ont freiné le développement : manque d'informations sur les techniques plus simples et moins onéreuses; impossibilité d'obtenir le matériel; manque d'expérience et de contacts pour adapter le nouveau matériel aux problèmes traditionnels; enfin, tout simplement, insuffisance de

/...

ressources en devises pour acheter un matériel qui, pour bien des pays en développement, reste assez onéreux. On connaît et on apprécie de mieux en mieux les moyens de communication, grands et petits, mais le développement intégré, gradué et équilibré des installations et des moyens d'information pose encore un grave problème à tous les pays, surtout à ceux qui sont peu développés.

115. En résumé, d'après les tableaux présentés dans cette section, la situation se présente comme suit en ce qui concerne le développement et la distribution des moyens de communication de masse dans le monde, et surtout dans les pays en développement :

a) L'écart observé entre les pays développés et le reste du monde en matière de communications de masse reste considérable. Les différences ne sont pas toujours quantitatives; c'est ainsi que l'une des premières caractéristiques des moyens de communication des pays en développement est leur concentration dans les régions urbaines.

b) Les régions en développement sont en retard en ce qui concerne l'imprimerie et l'édition de livres. Ce retard est probablement lié à la persistance irritante de l'analphabétisme et des problèmes d'éducation.

c) Dans tous les domaines de la communication, sauf dans celui de la production cinématographique, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Océanie sont encore en avance sur l'Asie et l'Afrique. C'est particulièrement vrai de la radio et de la télévision, mais aussi de la chose imprimée. Si les studios d'Asie produisent plus de films que ceux de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Océanie, la fréquentation des salles par an et par nombre de personnes est plus grande dans ces régions qu'en Asie ou en Afrique.

d) Dans les régions peu développées du monde, la radiodiffusion fait des progrès impressionnants sur le plan quantitatif; la télévision se développe, elle aussi, notamment pour ce qui est de l'augmentation du nombre des récepteurs.

e) Qu'il s'agisse du public ou des institutions, on estime de plus en plus aujourd'hui que l'information et la communication présentent autant d'importance pour le développement que le pétrole; de même, les pays sont de plus en plus nombreux à reconnaître que le nouvel ordre économique international suppose le réexamen et le rajustement de l'ordre international en matière d'information. Cependant, il n'existe pas encore de moyen simple ou même vraiment clair qui permette de lier, à un niveau quelconque, les progrès de la communication aux autres maillons du développement.

116. Dans le contexte du développement national et régional, le rôle de la communication soit être défini notamment sur la base de la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 24 octobre 1970 intitulée "Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement". L'expérience a montré les limites de certaines stratégies de développement conçues presque uniquement pour stimuler la croissance économique et axées outre mesure sur des systèmes d'assistance technique importés de l'extérieur. Il est aujourd'hui de plus en plus évident que la culture et la communication jouent un grand rôle dans un type de développement économique et social qui fait une large place à l'individu, à la nation et à la créativité de l'homme.

117. Cependant, ni les processus d'information (télécommunications, traitement, stockage et diffusion de l'information, etc.), ni les processus de communication (grands moyens d'information) ne peuvent être considérés uniquement (du point de vue technique ou social) comme des phénomènes de dimensions purement nationales, car les pays eux-mêmes se trouvent liés par des réalités et des accords de caractère régional et international. Les concepts de société, de développement et de communication sont interdépendants et ne peuvent exister l'un sans l'autre. A cet égard, on est fondé à croire que le stade de développement d'une société dépend non seulement de l'amélioration des grands moyens d'information mais aussi, pour une large part, des progrès de la communication entre les individus et entre les groupes sociaux.



### III. COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE COMMUNICATION

118. Les progrès réalisés par les systèmes de communication, tels qu'ils ont été évoqués à la section précédente, sont dus pour beaucoup aux efforts des pays eux-mêmes, les pays en développement ont par ailleurs reçu une assistance considérable par le biais des programmes d'aide bilatérale administrés par différents pays donateurs. En raison de la multiplicité de ces programmes, il est difficile de dire quel a été le volume total de l'assistance au développement des communications pendant la période considérée.

119. La présente section ne rendra compte que des travaux accomplis par des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales. Des sous-sections distinctes y sont consacrées aux activités de l'UNESCO et de l'Union internationale des télécommunications qui, dans le système des Nations Unies, sont les deux organisations qui ont des mandats précis et complémentaires en matière de communication. La section relative aux activités de l'Union internationale des télécommunications a été rédigée par l'Union elle-même; des notes ont été rassemblées sur d'autres organisations à partir d'informations spécialement demandées pour l'établissement de ce rapport et complétées par des données extraites des annuaires et d'autres ouvrages de référence.

#### A. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

120. Dès sa création, l'UNESCO a visé à "favoriser la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses". A mesure que des pays de plus en plus nombreux ont accédé à l'indépendance, les problèmes de développement national et régional ont pris la première place dans l'activité de l'Organisation et le rôle de la communication dans l'édification des nations est vite devenu évident.

121. Conformément à son acte constitutif, l'UNESCO exécute son programme suivant l'orientation donnée par la Conférence générale biennale en fonction des besoins et des demandes des Etats membres. Toutefois, si elle a toujours appliqué un large programme international en faveur du personnel et des techniques de la communication de masse, cette activité n'a été formellement sanctionnée qu'en 1954 par une décision de la Conférence générale de fournir aux Etats membres, à leur demande, une aide dans le domaine de la communication.

122. Au départ, le programme mis en oeuvre par l'UNESCO comportait des missions et des réunions d'experts, des études et des recherches - à la fois théoriques et appliquées - ainsi qu'une aide à la création de centres nationaux et régionaux de formation et d'éducation en matière de journalisme et de communication de masse.

123. Le programme en question s'est développé et renforcé à mesure que des ressources supplémentaires lui ont été attribuées, soit sur le budget propre de l'UNESCO, soit par le Programme élargi d'assistance technique (devenu par la suite le Programme des Nations Unies pour le développement ou PNUD) soit enfin par les accords de Fonds-en-dépôt, les contributions bénévoles ou le Système des experts associés. Depuis quelques années, le principal soutien financier se ressent de la diminution brutale apportée aux moyens de financement du PNUD. En revanche, le nombre des projets financés par des Fonds-en-dépôt, dont plusieurs projets "autofinancés", a considérablement augmenté.

124. L'examen de la contribution de l'UNESCO au développement des systèmes de communication ne peut donc se réduire à une simple énumération des activités entreprises. Une fois celles-ci ventilées par périodes biennales, on constate qu'elles s'intègrent dans un processus dynamique d'évolution et de développement. C'est cette dynamique qui, en fin de compte, offre le plus d'intérêt.

125. Le cadre théorique dans lequel les activités consacrées à la communication se déroulent depuis dix ans a été étudié à la section II, et la logique veut qu'on adopte la même structure pour la présente analyse des programmes spécifiques de l'UNESCO.

126. Il convient cependant d'émettre deux réserves. Le présent document est essentiellement un compte rendu du rôle joué par l'UNESCO en ce qui concerne l'application de la communication au développement; ce n'est pas un inventaire exhaustif du programme de l'Organisation. Sans doute peut-on dire que toutes les activités de l'UNESCO contribuent, à long terme, au processus de développement mais, pour des raisons de clarté et d'économie, l'examen se limitera ici aux programmes, aux projets et aux enquêtes qui ont une incidence évidente et directe sur les efforts de développement. Aussi les thèmes évoqués à la section II ne seront-ils pas tous repris dans la présente section; on ne mentionnera qu'en passant le programme de recherche en matière de communication, l'évolution des systèmes d'information, la promotion des centres de documentation sur la communication de masse ou les programmes de déontologie et de normalisation comme ceux qui ont trait à l'éthique professionnelle et à l'élaboration du "droit à la communication". Il y a lieu, toutefois, de rappeler le travail entrepris en vue de la préparation d'un projet de déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationales et à la lutte contre la propagande belliciste, le racisme et l'apartheid, projet qui doit être soumis à la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa vingtième session en octobre-novembre 1978, en même temps qu'un projet parallèle de déclaration sur la race et les préjugés raciaux. Ces problèmes sont importants mais leurs rapports avec le développement ont un caractère général et non spécifique.

127. En second lieu, et c'est peut-être là une réserve encore plus importante, il ne faut pas oublier que les thèmes identifiés à la section II sont de simples catégorisations : ils n'ont pas jailli soudain, mais sont extraits d'une patiente expérience. Il n'en reste pas moins que, de tout temps, l'UNESCO a conformé son action à un cadre de référence thématique à l'intérieur duquel celle-ci s'est

/...

organisée au départ et a ensuite évolué. Le cadre de référence lui-même s'est pourtant modifié à mesure que se transformaient notre connaissance de la communication et notre attitude à l'égard de ce qu'elle est et de ce qu'elle pourrait être. Le présent exposé tend à prouver en fait, qu'il s'est produit une évolution perceptible des actions de l'UNESCO du particulier au général, de la conception fragmentaire à l'approche holistique, et que si, au départ, la communication était considérée sous l'angle de sa contribution au développement, il est certain qu'on ne distingue plus aussi clairement cette relation aujourd'hui. Comme dans d'autres domaines, on est passé d'un ensemble d'activités non structurées, ayant une fonction d'appui occasionnelle, à un essai de définition et de mise en oeuvre de programmes dans un cadre intégré. Ce mouvement s'est étendu au-delà de l'UNESCO et même du processus de communication. Il transcende toute la théorie et la pratique du développement et témoigne d'une articulation progressive de l'expérience au fil des ans.

128. Cette tendance à l'unité et à l'intégration devait inéluctablement revêtir une dimension historique : on a tiré les leçons du passé. Aussi bien, à mesure que nous analyserons ces thèmes et ces activités, nous les replacerons dans leur perspective historique, c'est-à-dire dans la dynamique du programme de l'UNESCO.

129. Cependant, cette présentation thématique ne signifie pas que les activités du début aient perdu de leur actualité. Dans bien des cas, celui de la formation par exemple, il s'agit encore d'activités essentielles que l'on continue de poursuivre intensément. La véritable différence par rapport au passé tient à ce qu'on les considère aujourd'hui dans un contexte beaucoup plus organisé qu'autrefois, qu'on y voit des éléments de systèmes de plus grande envergure. Les activités ne peuvent qu'y gagner : dès lors qu'on essaie de mettre en évidence des relations, on est amené à s'interroger sur la logique de leur enchaînement.

#### 1. Formation

130. La formation est un domaine d'activité normal pour une organisation nouvelle qui se développe : c'est une activité concrète, précise, facile à justifier, qui donne des résultats immédiats. Sans personnel bien formé, les infrastructures sont condamnées; la seule façon d'échapper à une dépendance extérieure excessive dans le domaine de la communication et l'un des meilleurs moyens de corriger le déséquilibre de la circulation de l'information consistent pour chaque pays à se doter d'un système national qui englobe l'information et la communication. Depuis le début des années 1950, l'assistance à la planification et à la formation que l'UNESCO a offerte aux Etats membres dans le domaine de la communication de masse fait partie du programme qu'elle applique dans toutes les régions du monde; des efforts systématiques ont été entrepris depuis le début des années 1960 pour créer des institutions nationales et régionales à cet effet.

131. Il fut un temps où la formation, si tant est qu'elle fût dispensée, relevait des institutions des pays développés et était calquée sur leur structure industrialisée. Cependant, une série de réunions, de conférences et d'expériences pratiques a fini par déboucher sur une formation adaptée aux structures locales et régionales. En matière de communication, la doctrine pédagogique actuelle part du principe que la formation de base doit être assurée localement, dans un contexte culturel familier, les contacts internationaux étant réservés au personnel expérimenté. /...

132. Les activités spécifiques de l'UNESCO ont pris différentes formes dans ce secteur : assistance aux organismes de communication et centres de formation; encouragement à la formation d'associations et groupes professionnels; enquêtes sur les besoins de formation; conception, production et mise à l'épreuve du matériel didactique; fourniture de services consultatifs, notamment aux pays en développement. En 1957, une réunion internationale d'experts de la formation des journalistes, organisée par l'UNESCO, avait estimé que les centres régionaux de préparation au journalisme pouvaient jouer un rôle utile dans l'amélioration des normes professionnelles. A la suite de cette réunion, l'UNESCO a coopéré avec les universités des différentes régions à l'établissement de tels centres.

133. De 1957 à 1974, l'UNESCO a fourni une assistance au Centre international d'enseignement supérieur du journalisme (CIESJ) de Strasbourg qui, pendant cette période, a organisé 28 colloques internationaux auxquels ont participé plus de 1 200 personnes, dont beaucoup venaient de pays en développement.

134. En 1958, l'UNESCO a contribué à l'établissement du Centro international de Estudios Superiores de Periodismo para Americana Latina (CIESPAL) à Quito. Le CIESPAL a organisé chaque année des cours de deux mois à l'intention d'enseignants du journalisme dans les pays d'Amérique latine, ainsi que des séminaires sur les moyens de communication et la recherche. Plus de 800 enseignants ont suivi ces cours depuis l'établissement du centre.

135. A l'Université de Dakar, au Sénégal, l'UNESCO a collaboré à la fondation du Centre d'étude des sciences et techniques de l'information (CESTI). Plusieurs Africains ont suivi ces cours et un certain nombre d'entre eux ont été diplômés. Par la suite, l'UNESCO a contribué à l'établissement d'un Institut de la communication de masse à l'Université des Philippines pour desservir la région asiatique; elle a aussi aidé l'Université de Nairobi à créer l'Ecole du journalisme pour les pays d'Afrique orientale.

136. Parallèlement à ces efforts régionaux, l'UNESCO a continué de répondre aux demandes d'Etats membres soucieux de créer des écoles nationales et des centres de formation dans le domaine des communications (par exemple l'Institut indien de formation aux métiers du cinéma et de la télévision et le Programme d'étude des communications à l'Université Sains Malaysia de Penang). En 1968, l'UNESCO a contribué à la création du Département des communications de masse à l'Université de Lagos. Ce département, qui a commencé par un cours d'un an destiné à former des techniciens diplômés pour répondre aux besoins immédiats des services de radiodiffusion, a mis au point un programme d'études supérieures préparant à un grade universitaire; il a accru l'efficacité de son corps enseignant et s'est progressivement doté des moyens nécessaires à la formation professionnelle dans le domaine des communications.

137. En Afrique également, les initiatives de l'UNESCO ont conduit à l'établissement, à la fin de 1976, du Conseil africain de l'éducation en matière de communication (ACCE) dont le siège est à Nairobi (Kenya). L'intention de l'UNESCO était, non pas de mettre sur pied une institution régionale bénéficiant d'une aide extérieure, mais plutôt de créer le cadre dans lequel des éducateurs africains pourraient

/...

analyser la situation des communications dans leur région et créer les institutions et structures nécessaires pour résoudre leurs problèmes. L'ACCE a commencé par mettre en contact les institutions nationales de formation; il a entrepris des études sur les programmes africains de formation et lancé, à l'échelon régional, des cours et des activités coopératives de formation. Il publie actuellement un bulletin bimestriel, Africom.

138. Ces activités de formation et d'éducation dans le domaine de la communication diffèrent par leur histoire, leur mode de financement et leur évolution. On citera à ce propos l'exemple de l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (AIBD), qui a lutté pendant des années, malgré des moyens financiers et un soutien insuffisants avant d'obtenir, en août 1977, un statut officiel le rattachant à l'Institut Tun Abdul Razak de radiodiffusion de Kuala Lumpur (Malaisie) et de devenir un institut régional intergouvernemental de formation à la radiodiffusion.

139. Dès 1958, une résolution de la Conférence asienne de radiodiffusion avait souligné la nécessité urgente de former en Asie des spécialistes de la radiodiffusion. Cette nécessité a été confirmée lors de conférences ultérieures et a été élargie à la notion de communication axée sur le développement au cours de la réunion de l'UNESCO sur la radio et la télévision au service de l'éducation et du développement, organisée à Bangkok en 1966. Par la suite, une enquête de l'UNESCO sur les besoins de formation a révélé que, sur 35 000 travailleurs de l'information exerçant en Asie, 20 000 avaient besoin d'un complément de formation. En 1968, une réunion d'experts tenue à Kuala Lumpur a approuvé à l'unanimité une proposition visant à créer un institut régional en Malaisie; depuis lors, une équipe d'experts de l'UNESCO a établi un rapport sur la structure et l'organisation de cet institut.

140. L'UNESCO et le PNUD ont fourni une contribution régulière au Projet régional de formation à la radiodiffusion en Asie et, en 1972, un programme régional limité de formation a été organisé au titre de ce projet pour l'Asie et le Pacifique. Le programme de formation de l'AIBD s'est progressivement développé depuis cette date. C'est ainsi qu'à la fin de 1977, 866 stagiaires avaient achevé un cycle d'études supérieures de radiodiffusion à Kuala Lumpur, tandis que des cours organisés ailleurs étaient dispensés à 554 stagiaires dans 19 pays et territoires de la région de l'Asie et du Pacifique.

141. L'assistance de l'UNESCO est actuellement organisée selon un programme en trois volets portant sur le développement des institutions, l'analyse des méthodes de formation et l'élaboration systématique de matériels et programmes de formation et d'enseignement.

142. En vue d'encourager la coopération technique entre pays en développement, un soutien spécial est apporté aux institutions nationales de communication qui sont capables de jouer un rôle à l'échelon de la région. Les mesures prises actuellement pour améliorer et développer la formation professionnelle sont axées sur le perfectionnement des moniteurs professionnels et l'amélioration du matériel pédagogique. On s'attache en particulier à mettre au point des systèmes de communication adaptés aux besoins des zones rurales et capables de combler l'écart entre celles-ci et les régions urbaines.

143. Les activités de l'UNESCO ne visent nullement à prendre le pas sur celles des centres de formation régionaux et nationaux : son objectif est précisément de trouver sur place des compétences locales et d'en faire profiter les autres. Dans toutes les activités qu'elle mène actuellement, l'UNESCO est fortement tributaire de l'expérience des pays en développement.

144. Depuis 1973, l'accent est mis sur la gestion des communications, à la fois dans les études et les travaux pratiques, en 1974, on a entrepris la production et l'évaluation d'un ensemble de manuels et de matériel pédagogique.

145. Fait particulièrement significatif, on reconnaît que, dans la société actuelle, le professionnel de la communication doit avoir une vaste culture générale allant bien au-delà d'une formation purement technique, de sorte que les cours de formation à cette discipline figurent de plus en plus souvent dans les programmes des universités.

## 2. Création d'institutions et développement de l'infrastructure

146. L'un des résultats directs des programmes de formation et d'enseignement est l'appui fourni aux institutions nationales, régionales ou internationales, qu'il s'agisse de leur création, de leur entretien ou de leur développement. Dans certains cas, ces institutions peuvent être rattachées à des services précis (les services nationaux de radiodiffusion par exemple); dans d'autres, il s'agit de groupements corporatifs ou professionnels : c'est ainsi qu'à l'échelon international, l'UNESCO a fourni son appui au Conseil international du cinéma et de la télévision (CICT) ou à l'Association internationale des études et des recherches sur l'information (AIERI).

147. Il convient aussi de citer le soutien accordé aux Unions de radiotélédiffusion qui existent maintenant dans chaque continent. Dans des contextes différents, ces unions ont cherché à créer dans leur secteur une image de marque et un sentiment de coopération et de compétence professionnelles et techniques qui transparaissent de plus en plus dans la structure des programmes et des émissions. L'UNESCO a aidé ces unions de diverses manières, par exemple en organisant une série de colloques régionaux sur la radiotélédiffusion éducative.

148. On peut citer deux exemples récents de coopération pratique de l'UNESCO à l'échelon régional, l'un avec les Etats arabes, l'autre avec les pays de la région des Caraïbes. Dans les Etats arabes, l'assistance à l'Union de radiodiffusion des Etats arabes et des études préparatoires de l'UNESCO ont amené les ministres arabes des télécommunications à donner suite aux plans de création d'un système régional de communication par satellites. A la suite d'autres études, de consultations et d'avis d'experts fournis par l'UNESCO, les modalités de coopération se sont multipliées entre les Etats du Golfe dans le domaine de la formation et du développement des communications de masse. L'UNESCO vient également de terminer des études sur les organismes cinématographiques dans la région arabe.

149. A l'occasion de leur conférence annuelle, en 1967, les chefs de gouvernement de la région des Caraïbes ont exprimé leur mécontentement devant la situation actuelle des systèmes nationaux d'information et de communication et à l'égard de leur manque d'intérêt pour le développement. Ils ont aussi décidé, à la même conférence, de demander un soutien consultatif à l'UNESCO.

150. Depuis lors, la contribution de l'UNESCO a été appréciable, à la fois par les résultats obtenus (notamment en matière de développement social, économique et culturel) et par la preuve qu'elle a donnée de son adaptabilité. Pour commencer, l'UNESCO a contribué à la fondation de l'Union de radiodiffusion des Caraïbes (CBU) en 1969, mais c'est en 1972 qu'a été lancé le grand projet de "Développement des communications dans la région des Caraïbes", avec une équipe d'experts, de conseillers et de consultants nationaux et internationaux de l'UNESCO, et avec l'aide financière du Programme des Nations Unies pour le développement. De 1972 à 1976, ce projet a notamment abouti aux résultats suivants :

- a) Renforcement de l'Union de radiodiffusion des Caraïbes (CBU) et établissement de son système d'échange de programmes;
- b) Contribution décisive à la création de l'Agence de presse des Caraïbes, fondée sur le principe de la coopération entre les moyens d'information gouvernementaux et privés;
- c) Création de l'Institut des Caraïbes pour la communication de masse;
- d) Fondation du Conseil de presse des Caraïbes;
- e) Contribution à l'établissement du Plan de développement des communications de la Barbade, et à un projet expérimental de communications au service des collectivités de la Trinité-et-Tobago.

151. Ces activités ont surtout intéressé la radiodiffusion sonore et visuelle, mais l'UNESCO a aussi joué un rôle actif dans le renforcement des services de presse et d'information. Par exemple, elle a aidé les Etats membres à mettre sur pied des agences nationales d'information en Malaisie, en Thaïlande et au Sierra Leone. L'UNESCO a parrainé des réunions d'experts du développement des agences de presse d'Asie à Bangkok en janvier 1960 et décembre 1961. La conséquence directe de ces réunions a été la création, en 1962, de l'Organisation des agences de presse des pays d'Asie (OANA). L'Union des agences d'information africaines a été créée en avril 1963, à la suite d'une réunion d'experts de l'UNESCO tenue à Tunis sur le développement des agences d'information en Afrique. L'UNESCO a également apporté un soutien à la première Conférence sur les échanges d'information entre pays arabes et africains, qui s'est tenue en mars 1975 à Tunis. En novembre 1976, elle a parrainé une réunion entre agences d'information des Etats arabes et d'Europe, qui a débouché sur la création à Vienne d'un bureau mixte des agences d'information arabes.

152. Une réunion de l'UNESCO sur les échanges de nouvelles et d'informations en Amérique latine s'est tenue en juin 1975 à Quito; cette question a été également examinée au cours de la Conférence intergouvernementale de la communication en

/...

Amérique latine et dans la région des Caraïbes, organisée en juillet 1975. Par la suite, l'UNESCO a entrepris une étude sur la possibilité de créer une Agence de presse latino-américaine ou un Consortium des agences existantes.

153. Le renforcement accru des institutions et de l'appui qui leur était donné devait inévitablement faire ressortir, au début des années 1970, la nécessité de repenser l'infrastructure même de l'UNESCO. A l'échelon national ou régional, il fallait de toute évidence procéder à une certaine décentralisation et établir sur le plan de la communication une présence permanente dans chaque région (en nommant, non pas de simples agents de liaison, mais des conseillers dynamiques et professionnellement compétents). Les premiers essais ont eu lieu en Asie à partir de 1970 mais c'est en 1975-1976 que des conseillers régionaux de l'UNESCO en matière de communication ont été pour la première fois affectés à plein temps dans les Etats arabes, en Afrique et en Asie; un conseiller régional a été désigné pour l'Amérique latine en 1977.

154. Les conseillers régionaux de l'UNESCO en matière de communication ont participé activement à des consultations, à la planification et à la coordination des projets, à des cours de formation et à des missions consultatives. En 1975-1976 par exemple, le conseiller régional pour les Etats arabes a effectué des missions de planification et de formation dans dix pays et a représenté l'UNESCO à six réunions régionales consacrées au développement des communications; de son côté, le conseiller régional pour l'Afrique a effectué 12 missions et assisté à 4 réunions régionales.

### 3. Application de la communication au développement

155. Dès les premières années d'existence de l'UNESCO, l'application des techniques et systèmes de communication au développement allait manifestement au-delà de la simple formation de spécialistes et de la création d'institutions : elle signifiait que les instruments de la communication devaient être mis au service du développement dans son ensemble et de certains de ses aspects particuliers (tels que l'éducation).

156. Cependant, quand on a suggéré pour la première fois, après 1950, que la communication pourrait avoir un rôle à jouer dans le processus national de développement et de modernisation, ce rôle fut généralement confondu avec celui d'un agent d'information chargé d'émettre, à partir d'une source centrale, des messages en faveur du développement et de la mobilisation sociale. Quand Wilbur Schramm a publié son étude sur l'Information et le développement national, en 1964, le thème de la mobilisation était au tout premier plan des préoccupations : il fallait adopter une attitude normative, pressante, persuasive. La communication était conçue comme la "trame de la société" et ses techniques comme des instruments de transformation sociale et économique.

157. Ces idées ont abouti dans les années 1960 à la création du Service des communications pour l'appui au développement, établi à Bangkok et financé et administré par le PNUD.

/...



158. L'UNESCO a adopté une démarche comparable au niveau des projets (généralement avec une aide extérieure, en particulier du PNUD). De 1973 à 1975, elle a coopéré avec le Costa Rica en vue de créer, et de doter du personnel nécessaire, au Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, un centre de production de films documentaires pour le cinéma et la télévision au service du développement national. Ce projet achevé, le Costa Rica disposait d'un personnel actif de 33 spécialistes pleinement qualifiés, qui produisait en moyenne un film documentaire de 30 minutes toutes les six semaines pour des émissions locales. Aujourd'hui, le Service national de production cinématographique du Costa Rica produit pour la télévision un programme mensuel de films sur tout un éventail de sujets d'ordre social, économique et culturel.

159. De 1972 à 1975, l'UNESCO et le Gouvernement de la Gambie ont coopéré à l'exécution d'un certain nombre de projets destinés à améliorer les services d'information audio-visuels, et notamment la production de films éducatifs. En 1975, le personnel de production de ce service comprenait quatre membres pleinement qualifiés et sa capacité lui permettait de réaliser jusqu'à 8 films documentaires de 20 minutes par an. En 1975 et 1976, l'UNESCO a aussi participé avec la Jordanie à un projet de production de films et de bandes vidéo au profit du développement. Ce projet prévoyait un apprentissage vidéographique et une formation en cours d'emploi dans le domaine cinématographique (et la télévision).

160. Cependant, l'UNESCO s'est plutôt intéressée à d'autres activités qu'au soutien des projets. D'une part, elle a estimé et affirmé qu'à long terme, le développement serait mieux servi par l'amélioration des infrastructures, des compétences et des institutions de communication que par des campagnes destinées à appuyer tel ou tel projet. De l'autre, il était normal qu'une organisation qui se consacre à l'éducation, à la science et à la culture se préoccupe tout particulièrement d'appliquer les techniques et les technologies de la communication aux domaines qui relèvent de sa compétence, qu'elle les utilise pour enrichir et étendre ses programmes (les médias semblant d'ailleurs être les seuls moyens dont on disposait dans certains cas pour exécuter des programmes qui supposaient une communication avec des populations rurales éloignées dans des sociétés où les infrastructures éducatives étaient rares). Aussi l'UNESCO a-t-elle orienté une grande partie de cette activité vers l'utilisation des médias à des fins éducatives.

161. L'Organisation s'emploie par exemple à mettre la radio au service de l'éducation des adultes et du développement rural depuis les années 1950, époque à laquelle il est apparu que la simple distribution de postes récepteurs aux collectivités rurales ne donnerait guère de résultats si la population n'apprenait pas à écouter les émissions et à engager un débat à leur sujet.

162. L'UNESCO et le Gouvernement indien ont commencé à collaborer en 1956 à un projet pilote de Tribune radiophonique rurale en concentrant leurs efforts sur quelque 150 villages de la région de Poona, dans l'Etat de Maharashtra, où les auditeurs étaient en grande partie analphabètes, rarement en contact avec la radio et peu accoutumés à des débats organisés. Cette expérience a montré que les tribunes radiophoniques donnaient de meilleurs résultats que les groupes d'alphabetisation et d'animation rurale pour amener les participants et d'autres éléments de la population à adopter certaines pratiques agricoles et sanitaires.

/...

163. Les résultats ont été suffisamment encourageants pour que le Gouvernement indien étende aussi largement que possible le principe de la tribune radiophonique, malgré les grandes difficultés rencontrées au cours de la phase d'expansion. D'autres tribunes radiophoniques ont été ultérieurement expérimentées ailleurs, par exemple au Ghana, de décembre 1964 à avril 1965.

164. Au Sénégal, l'UNESCO a entrepris l'exécution d'un projet pilote en vue de produire, d'utiliser et d'évaluer tout un éventail de moyens et de matériels audio-visuels, y compris la radio et la télévision, au profit de l'éducation des adultes et du développement. L'exécution proprement dite du projet a commencé en 1965 pour s'achever en 1970.

165. Le projet était divisé en deux parties distinctes : d'une part, des émissions expérimentales de télévision, diffusées principalement en 1965 et 1966, mais qui se sont poursuivies jusqu'en 1969; de l'autre, des programmes de radio éducative rurale, destinée à 57 groupes d'auditeurs organisés à la fin de 1968, mais qui ont finalement atteint un public réparti dans l'ensemble du pays. La partie télévisée portait sur trois grands aspects du développement : la santé et la nutrition; les femmes et le développement; l'alphabétisation. La partie radiodiffusée, avec l'assistance de Radio Suisse Romande, se fondait sur des déclarations de cultivateurs et de paysans recueillies par les reporters de la RER; des centaines de lettres reçues ont été lues et analysées au cours des émissions. Bien que jouant un rôle beaucoup plus restreint que la radio et la télévision, le cinéma était également l'un des éléments du projet.

166. Le projet pilote du Sénégal a fait l'objet de plusieurs évaluations. Celles-ci ont contribué en particulier à montrer que ni la télévision, ni la radio, ni aucun autre support n'est suffisant en soi; pour obtenir le résultat souhaité, l'utilisation des médias doit s'accompagner d'une bonne organisation de la collectivité.

167. De 1966 à la fin de 1970, un projet pilote sur l'emploi de la télévision dans l'enseignement supérieur a été exécuté par la Pologne, avec l'aide de l'UNESCO, en vue d'améliorer la qualité de l'instruction et d'élargir et d'égaliser les possibilités d'accès à l'enseignement. Entre autres résultats, ce projet a montré que la télévision peut être utilisée avec succès dans l'enseignement supérieur mais qu'elle ne peut créer des formes d'enseignement qui se suffisent à elles-mêmes; il a donné à penser que le moyen le plus rationnel d'utiliser la télévision dans l'enseignement supérieur est de renouveler les concepts, les pratiques et les institutions en partant du réseau d'établissements existant.

168. L'utilisation de la communication pour l'éducation scolaire et extra-scolaire a toujours été l'une des préoccupations de l'UNESCO. En Côte d'Ivoire, l'Organisation est, avec le PNUD, le FISE, la Banque mondiale, la Fondation Ford, la France, la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, l'un des membres fondateurs du Club d'Abidjan qui, sous la direction du Gouvernement ivoirien, fait office de comité de coordination pour l'assistance multilatérale et bilatérale et participe au programme de télévision éducative de la Côte d'Ivoire (1968-1980). Au cours de l'exécution de ce projet un complexe de télévision éducative a été installé à Bouaké; la formation d'enseignants et de techniciens a progressé et, parmi les nombreuses publications consacrées à cette activité, il convient de mentionner 15 études officielles du projet.

169. De 1972 à 1974, une étude de faisabilité effectuée par l'UNESCO et le PNUD a porté sur la création d'un système régional de téléenseignement pour les pays d'Amérique du Sud; les pays andins avaient demandé une étude sur la possibilité d'installer un réseau de communication par satellite dans leur région. L'orientation de l'étude a été ultérieurement modifiée mais le Plan d'opérations révisé conservait trois grands principes énoncés dans la demande initiale : le réseau étudié devait être régional; il devait avoir une envergure suffisante pour élaborer des programmes éducatifs et culturels destinés à des publics scolaires et extra-scolaires; il fallait envisager à son propos les principaux moyens disponibles pour la transmission de signaux, y compris l'emploi de technologies de pointe.

170. Au cours de la phase d'exécution sur le terrain, une équipe internationale d'experts a collaboré avec les autorités sud-américaines et avec les homologues nationaux désignés par les divers pays. Deux réunions régionales se sont tenues au cours de cette phase; lors de chacune d'elles, le "modèle" du réseau a été examiné, analysé et amélioré. Les homologues nationaux ont ensuite tenu une réunion à Caracas en 1974, et ont recommandé que l'étude fasse une plus grande place à l'emploi des canaux de distribution existants, en particulier les gammes d'hyperfréquences, dans les plans de développement nationaux; ils réaffirmaient néanmoins la nécessité d'examiner à fond les possibilités offertes par les satellites, considérés comme une solution à plus long terme.

171. De décembre 1973 à juin 1974, l'UNESCO a procédé à une étude de préinvestissement sur les moyens d'information au service de l'éducation en Thaïlande. Cette étude, la première du genre, est considérée comme un cas particulier de planification de la communication. En premier lieu, elle prévoyait la planification de tous les moyens d'information éducatifs et intéressait donc tout un secteur. En second lieu, elle était le fruit du travail collectif d'une équipe pluridisciplinaire et pluriculturelle de l'UNESCO. Chacun de ces deux aspects a eu son incidence sur la conduite et sur le résultat de l'étude, dont l'objectif principal était de créer un cadre et d'élaborer un projet pour la mise au point de moyens d'information de caractère éducatif en Thaïlande. Le système d'information et de communication à réaliser devait contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation scolaire et extra-scolaire.

172. Cette étude a contribué, avec d'autres du même genre, à modifier radicalement l'orientation éducative des médias. Il n'est plus possible désormais d'envisager un support unique comme la télévision éducative, car l'emploi combiné de moyens multiples est devenu une nécessité et une réalité. Etant donné l'importance croissante des systèmes multimédias, les réalisateurs doivent désormais se familiariser avec plusieurs supports : radio, télévision, mais aussi textes imprimés, cinéma et moyens audio-visuels.

173. Les médias à vocation éducative dépassent finalement les limites de l'école, et l'éducation des adultes, l'éducation extra-scolaire, l'éducation et le développement communautaires sont des domaines plus largement exploités par ces systèmes.

174. L'alphabétisation en est un bon exemple. La persistance du problème tient notamment à ce que l'effort éducatif reste en retrait sur l'accroissement démographique; les méthodes traditionnelles d'instruction individuelle n'ont pu à elles seules renverser cette tendance et il faut faire appel à des méthodes nouvelles et à la communication de masse pour combattre l'analphabétisme à tous les niveaux. La radio et la télévision, par exemple, jouent un rôle important non seulement dans l'instruction pratique des analphabètes, mais aussi dans la mobilisation et la motivation permanente de la population instruite, et dans la formation des moniteurs. Désireuse de rassembler une documentation sur l'expérience acquise et de jeter les bases d'une action ultérieure de grande envergure, l'UNESCO a effectué une enquête mondiale sur cette question en 1970. Les résultats en ont été publiés dans un ouvrage édité par l'Organisation sous le titre Le rôle de la radio et de la télévision dans l'alphabétisation.

175. Un projet pilote de l'UNESCO utilisant les médias pour des cours d'initiation scientifique et technologique a été lancé par l'Egypte vers la fin de 1971. Il comprenait en particulier des études et des recherches sur les possibilités des médias en matière de développement technologique; la formation d'équipes de production pour les émissions de radio et de télévision et pour la presse; enfin la production de programmes expérimentaux. L'expérience s'est poursuivie jusqu'en juillet 1973, date à laquelle elle s'est étendue aux Etats arabes.

176. Le problème démographique a également retenu l'attention de l'UNESCO. Les programmes de régulation démographique fixent traditionnellement des objectifs (nombre de dispensaires, réduction optimale de la dimension de la famille, etc.) mais ils perdent parfois de vue certains facteurs tels que le rôle des enfants en tant que ressource économique et vecteurs de culture et de tradition; le contexte culturel des familles nombreuses dans une société paysanne; les perturbations qu'entraîne le rajustement des valeurs économiques, sociales, culturelles et morales à des situations nouvelles créées par la diminution du nombre d'enfants. Comme l'indiquait un rapport de l'UNESCO paru en 1975, ce n'est qu'à partir du moment où la création de dispensaires a excédé leur utilisation et où leurs usagers ont commencé à exprimer leur mécontentement que les administrateurs se sont mis à réfléchir sérieusement à la nécessité d'étudier des questions de communication.

177. En 1968, à la demande du Gouvernement tunisien, l'UNESCO a d'abord détaché un spécialiste de la communication et un spécialiste de l'éducation des adultes auprès des responsables d'un programme national de planification familiale. Depuis lors, sur la demande des Etats membres et grâce à des crédits substantiels alloués par le FNUAP, elle a organisé de nombreux séminaires, nommé des conseillers nationaux et régionaux, mené des campagnes, fait paraître des publications et exécuté des projets destinés à mettre la communication au service de nombreux programmes nationaux de planification familiale.

178. Enfin, l'UNESCO s'intéresse depuis une vingtaine d'années aux innovations technologiques de la communication aussi bien qu'à leurs applications à certains problèmes, notamment dans le domaine de l'éducation non formelle et informelle. Des projets de recherche financés par des crédits extra-budgétaires ont porté sur la réalisation de prototypes de programmes, sur l'utilisation du cinéma à des fins créatrices dans le contexte du développement et, récemment, sur l'emploi conjugué du cinéma et des techniques vidéo.

179. Le projet de recherche de l'UNESCO sur les programmes de télévision et sur l'unité de production de prototypes de Poona, financé par la Fondation Ford, a duré de septembre 1973 à juin 1977. Il a permis de mettre au point des techniques formatives de recherche pour la Télévision indienne et de préparer à titre d'exemple des prototypes de programmes pour d'autres stations de télévision en Inde. L'important travail accompli par l'UNESCO à Poona comprenait l'exécution d'un projet expérimental de télévision pour 200 villages de la région. Ce projet partait de l'idée qu'un large fossé sépare les réalisateurs d'émissions télévisées et leur public, de sorte que la télévision doit se décentraliser si l'on veut en faire un moyen efficace de communication de masse.

180. Parmi toutes ces activités, on ne saurait négliger ce support traditionnel que constitue la "chose imprimée". La situation reste à cet égard paradoxale, puisque la production de livres augmente tandis que l'immense "soif" de lecture ne cesse de s'accroître dans les pays en développement. La très forte concentration de la production et de la consommation de livres dans une poignée de pays développés a fini par être considérée comme l'un des principaux obstacles au progrès économique et social; aussi la Conférence générale de l'UNESCO a-t-elle approuvé, à sa quatorzième session, un programme à long terme de promotion du livre. C'est à la suite de cette décision que s'est tenue, de 1966 à 1972, une série de réunions régionales sur le livre dans les régions du monde en développement : à Tokyo en 1966 pour l'Asie; à Accra en 1968 pour l'Afrique; à Bogota en 1969 pour l'Amérique latine, au Caire en 1972 pour les Etats arabes.

181. Le projet à long terme a abouti à la célébration mondiale, sous les auspices de l'UNESCO, de l'Année internationale du livre en 1972. Cette campagne mondiale de l'UNESCO en faveur du livre et de la lecture a donné l'occasion aux gouvernements, aux organismes publics et privés et aux particuliers de comprendre les problèmes posés par la production, la distribution et l'utilisation des livres; elle a aussi ouvert la voie à toute une série de mesures concrètes.

182. Dès le début de 1973, l'Année internationale du livre se prolongeait par une importante initiative grâce à l'établissement d'une liaison étroite avec les centres régionaux du livre du monde entier, dont certains avaient été créés avec l'aide de l'UNESCO : Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (Bogota) Centre régional de l'UNESCO pour la promotion du livre en Asie (Karachi); Centre de promotion du livre de Tokyo; Centre régional pour la promotion du livre en Afrique au sud du Sahara (Yaoundé); Centre régional pour la promotion du livre dans les Etats arabes (Le Caire).

183. L'emploi de l'imprimé pose un problème linguistique particulièrement grave. Dans de nombreux pays, les sociétés et langues traditionnelles occupent une très large place (800 langues parlées par 80 p. 100 de la population par exemple en Afrique). Ces langues, employées dans la vie quotidienne par la majorité de la population rurale, ne sont presque jamais utilisées dans l'enseignement, l'administration, les activités économiques ou les organes d'information. Dans ce contexte, les programmes d'alphabétisation, qui sont destinés surtout aux zones rurales, ont fait du besoin de lire une exigence difficile à satisfaire à court terme. Cela tient en grande partie au fait que les maisons nationales d'édition ne sont pas suffisamment équipées pour produire des livres éducatifs ou des ouvrages spécialisés. En revanche, il est relativement facile et peu coûteux d'imprimer des journaux ruraux qui, en raison de leur périodicité et de la diversité des informations, peuvent jouer un rôle appréciable dans le développement social, l'approfondissement de la culture et le progrès de l'éducation. C'est d'ailleurs la crainte de voir la population retomber dans l'analphabétisme qui est à l'origine des premières tentatives de presse rurale dans de nombreux pays en développement.

184. Le développement de la presse locale et rurale est un domaine dont l'UNESCO se préoccupe et dans lequel elle intervient depuis quelque temps, surtout depuis 1970. En 1970 et en 1972, des séminaires régionaux ont réuni sous les auspices de l'UNESCO les représentants de plusieurs pays francophones d'Afrique en vue de préparer un plan d'opérations; en 1971, l'UNESCO a achevé une enquête sur la presse locale et rurale de l'Afrique francophone. Les résultats de ce plan ont montré jusqu'ici que la presse rurale peut être plus qu'un simple "matériel de lecture pour grands commençants" et que le développement des journaux locaux et communautaires dépend non seulement du succès de l'alphabétisation mais de la distribution de la presse et de l'attitude du gouvernement.

185. A ce jour, l'UNESCO a fourni des consultations qui ont abouti à la création ou au soutien d'une quinzaine de journaux ruraux dans sept pays francophones et trois pays anglophones d'Afrique.

186. Dans ce domaine, l'un des projets les plus intégrés et les mieux soutenus est mis en oeuvre dans la région des lacs de Tanzanie où l'UNESCO a pu, grâce à un fonds en dépôt de l'Agence norvégienne de développement (NORAD), aider le gouvernement à promouvoir une presse rurale, notamment pour faciliter l'alphabétisation et le développement. Un équipement complet d'impression en offset et un laboratoire de photos de presse ont été fournis; le journal rural du projet, Elimu Haina Mwisho (l'Education n'a pas de fin), a commencé à paraître en 1974 avec un tirage de 20 000 exemplaires, passé à 100 000 exemplaires en 1978.

187. Les indications qui précèdent ne constituent nullement l'inventaire complet des efforts déployés par l'UNESCO pour mettre les nouvelles technologies de la communication, en particulier les moyens de grande information, au service du développement national. Elles reflètent une conception traditionnelle qui

subsiste aujourd'hui et qui tient probablement encore la plus grande place. dans l'ensemble des activités que l'UNESCO consacre à la communication, notamment grâce à des ressources extra-budgétaires. Toutefois, au cours de la décennie écoulée, et plus particulièrement depuis cinq ans, l'analyse du rôle de la communication dans le processus de développement s'est approfondie sous l'impulsion que lui ont donnée les activités expérimentales entreprises au titre du Programme ordinaire de l'UNESCO.

#### 4. Transfert et adaptation de la technologie

188. L'un des premiers domaines à réexaminer, lorsqu'il s'est agi de repenser les stratégies de la communication, était celui de la technologie elle-même. Celle-ci est la pierre angulaire des moyens modernes d'information, mais la perspective dans laquelle on l'envisage aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était dix ans plus tôt.

189. En premier lieu (et cette remarque ne se limite nullement à la communication), la notion de technologie n'est plus restreinte au matériel mais s'étend aux infrastructures logistiques, à la demande de services d'enseignement et de formation qu'elle engendre et aux processus par lesquels la technologie se transfère et s'assimile. Cette vision plus large des choses a fait suite à des recherches qui ont été entreprises dans le secteur industriel et ont donné lieu à toute une littérature nouvelle sur les transferts de technologie, en mettant en lumière certaines considérations telles que l'adéquation de diverses technologies et techniques aux conditions locales et les modalités de leur interaction avec l'organisation socio-économique du pays.

190. Le transfert de technologie apparaît de plus en plus aujourd'hui comme l'un des aspects de la communication; il se situe à mi-chemin entre la théorie de la planification et la pratique du développement. En 1977, une mission d'étude de l'UNESCO s'est rendue en Sierra Léone pour y étudier surtout le transfert des techniques de radiodiffusion à l'occasion de son enquête sur les origines du Service de radiodiffusion de ce pays. Au cours de cette enquête, il est apparu que - tout comme ailleurs - la politique et le programme de développement sont maintenant énoncés avec une précision raisonnable, mais qu'il n'en est pas de même loin de là, de la politique de radiodiffusion.

191. Ultérieurement, une réunion d'experts de l'UNESCO sur les transferts de technologie et la communication s'est tenue en 1977 afin de trouver une base de recherche pour l'étude des transferts des techniques d'information. Il s'est confirmé que le coût des transferts a fait l'objet de quelques études au niveau macroéconomique et que leurs incidences techniques et économiques ont donné lieu à un grand nombre d'analyses ponctuelles, mais qu'on ne s'est guère attaché jusqu'ici à élucider les questions plus vastes associées aux transferts de technologie et notamment leurs répercussions socioculturelles.

192. L'UNESCO poursuit actuellement l'examen du problème au titre d'un programme qui prévoit notamment l'étude d'expériences nationales destinées à servir de base à des décisions plus rationnelles et mieux adaptées à la réalité.

193. Cette perception plus aigüe de la technologie a eu pour effet de donner un nouvel élan aux analyses de processus. Wilbur Schramm, par exemple, a préconisé il y a plus de dix ans la création, dans les pays en développement, d'industries des médias orientées vers une production peu coûteuse adaptée aux conditions locales; mais, abstraction faite du marché des récepteurs, sa recommandation n'a été suivie que dans des cas très rares. Pour en comprendre la raison, il faut procéder à un type particulier d'analyse économique, axé sur le caractère des industries de la communication, leur organisation et leur gestion.

194. Pour aider les pays en développement dans leur recherche de systèmes de communication appropriés, l'UNESCO envisage deux activités nouvelles. La première consiste à examiner les structures de l'organisation et de l'exploitation des médias dans différents systèmes culturels et sociaux; elle donnera lieu, à partir de 1980, à une nouvelle série de publications dans lesquelles les articulations des moyens d'information seront analysées et de nouvelles formules proposées. La seconde consiste en études détaillées de certains éléments du matériel de communication en vue de proposer des modèles mieux adaptés aux conditions de production et d'entretien que connaissent de nombreux pays en développement.

195. L'exemple des satellites montre comment on a cessé progressivement de considérer la communication sous le seul aspect du matériel. Il y a une dizaine d'années, le satellite était auréolé d'un prestige associé sans aucun doute à l'ensemble de l'activité spatiale. En 1964, la Conférence générale de l'UNESCO avait autorisé le Directeur général "à organiser ... une réunion d'experts chargés de définir les principes et les grandes lignes d'un programme à long terme ayant pour objet de développer l'emploi des communications spatiales pour la libre circulation de l'information, l'extension rapide de l'éducation et l'intensification des échanges culturels ...".

196. Cette réunion a eu lieu à Paris en décembre 1965 et, peu de temps après, l'UNESCO a constitué un comité restreint d'experts de la communication pour suivre en permanence les principales répercussions de l'évolution rapide de la technologie spatiale sur le programme de l'UNESCO. En l'occurrence, l'UNESCO s'intéressait surtout au contenu et à l'objet des messages ainsi qu'aux arrangements internationaux nécessaires à la sauvegarde des objectifs culturels et éducatifs et à la promotion de la liberté et de l'équilibre des courants d'information.

197. Le programme de communication spatiale de l'UNESCO prévoit depuis lors un certain nombre d'études et de réunions organisées par elle ou avec sa participation (par exemple, en janvier 1968, sa réunion sur l'emploi des communications spatiales pour la radiodiffusion et, en septembre 1976, le Séminaire sur la coopération régionale dans l'emploi des communications spatiales pour l'éducation et le développement en Afrique que l'UNESCO a organisé conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine

/...



et l'Union internationale des télécommunications). Aujourd'hui, cependant, comme d'autres organisations de plus en plus nombreuses, l'UNESCO considère à juste titre les satellites de communication comme les maillons d'une chaîne de distribution et se préoccupe bien davantage de redéfinir les conditions dans lesquelles ils pourraient être utilisés à moindres frais. Au cours de l'expérience indienne de télévision éducative par satellite (SITE), où l'on a examiné les possibilités qu'offre la radiodiffusion directe par satellite, la programmation, la gestion et l'évaluation ont finalement occupé une place tout aussi importante que la technologie.

### 5. Accès et participation

198. Le débat sur l'utilité et l'intérêt qu'offrent les moyens de communication du point de vue social a lui aussi été fortement influencé par l'étude récente des concepts d'accès et de participation.

199. Les activités actuelles de l'UNESCO dans ce domaine suivent trois grandes orientations voisines. La première est fondée sur la recherche : des études sont consacrées aux efforts entrepris, surtout dans le monde en développement, pour élargir l'éventail des médias à la disposition des différents groupes sociaux et pour accroître la participation des utilisateurs à la production et à la gestion des moyens d'information. La deuxième approche tente d'appliquer les conclusions de ces études à des situations concrètes pour fournir un appui direct à des projets communautaires. La troisième démarche procède par synthèse : elle tire les enseignements des projets concernant l'accès à l'élaboration de nouvelles stratégies de la planification, afin d'étudier d'autres formes de planification.

200. Depuis 1973, l'UNESCO s'intéresse de très près aux moyens d'information communautaires et aux problèmes que posent l'accès au matériel et la participation du public. Dans ce contexte, elle accorde une attention particulière aux formes locales de radio et de télévision et aux techniques du petit format. L'étude de nouveaux modèles mis au point en Europe et en Amérique du Sud, par exemple, s'est accompagnée d'un projet expérimental faisant appel à la presse communautaire, à la radio locale et aux activités vidéo dans la région des Caraïbes.

201. "GROW with Tobago" a été conçu comme un projet éducatif multimédia destiné à étudier les "ressources de groupe" dans le contexte de l'Année internationale de la femme; son exécution, commencée en 1974, s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1976. Son objectif d'ensemble était "... l'utilisation de la communication et des techniques d'information comme force motrice dans le développement communautaire, en particulier pour l'éducation des femmes et la valorisation de leur rôle dans la société". Ce projet, qui devait comporter un large élément d'évaluation, a démontré dans l'ensemble que les efforts déployés pour faire participer une collectivité locale au fonctionnement de systèmes d'information exigent plus de préparation, de temps et de ressources qu'on ne le prévoyait initialement.

/...

202. Par la suite, les études ont surtout porté sur la distance qui sépare, en matière d'information, différents groupes sociaux et sociétés et sur la façon dont le processus de communication répond aux besoins de certains groupes. En 1977, l'UNESCO a tenu une réunion internationale sur l'autogestion, l'accès et la participation en matière de communication, qui devait permettre de passer en revue et de résumer les progrès réalisés jusque-là.

203. Le programme se poursuit parallèlement sur les trois fronts en offrant une aide à des projets communautaires (les plus récents au Pérou et au Brésil), en essayant de faire en sorte que leurs enseignements soient correctement évalués et en synthétisant les résultats de l'évaluation afin de les transposer ailleurs avec plus d'efficacité. Le programme se concentre maintenant sur l'adaptation de modèles de médias communautaires dans les pays en développement; une monographie résumant les expériences effectuées est en préparation.

#### 6. Vers l'intégration : politiques et planification de la communication

204. En matière de communication (comme dans d'autres domaines), l'une des plus nettes caractéristiques des approches adoptées depuis quelques années est la tendance à l'intégration, conçue comme une garantie d'utilisation plus rationnelle des ressources et d'une meilleure coordination des efforts. Cette tendance a amené à accorder plus d'importance aux activités multimédias; les projets ne sont plus envisagés isolément, sous l'angle de la radio, de la télévision ou du cinéma, mais englobent un certain nombre de moyens mis en oeuvre parallèlement pour atteindre certains objectifs de développement.

205. Plusieurs projets sont nés de cette évolution dans le domaine du développement rural intégré. En 1969-1970 a été signé entre l'UNESCO et le Gouvernement péruvien un accord qui a abouti au projet pilote PEIDEFER (Proyecto especial integrado sobre la función de la educación en el desarrollo rural). L'exécution de ce projet, qui englobait trois provinces rurales, a duré de juin 1970 à décembre 1973 et a fait appel au concours de trois secteurs de l'UNESCO : éducation, sciences sociales et communication. Actuellement, un nouveau projet axé sur une collectivité particulière est en cours au Honduras; la radio et les médias imprimés y sont utilisés à l'appui de programmes de développement rural. Une approche similaire est adoptée dans le cadre d'un projet de développement de la radiodiffusion, entrepris avec l'aide du PNUD au Bangladesh, qui met aussi l'accent sur la croissance rurale.

206. Le principe de l'intégration trouve cependant son expression la plus nette dans le contexte des politiques et de la planification de la communication.

207. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, rares étaient ceux qui parlaient de politique nationale ou régionale de la communication; et c'est dans une large mesure grâce aux efforts déployés par l'UNESCO que, vers le milieu des années 1970, ces politiques ont fait l'objet d'un débat plus large et d'un début de mise en oeuvre.

208. Les politiques qui régissent le développement des systèmes nationaux d'information et de communication de masse relèvent, pour l'essentiel, de la compétence des Etats membres intéressés; l'UNESCO ne saurait formuler ces politiques ni établir de règles à leur intention. L'Organisation a cependant un rôle capital à jouer dans la promotion du concept de politique de la communication et dans la création de mécanismes propres à faciliter la formulation et la mise en oeuvre de ces politiques. Tout le programme appliqué par l'UNESCO en matière de politiques de la communication repose sur l'idée que, dans la plupart des cas, ces politiques sont implicites plutôt qu'explicites et que l'effort fait pour expliquer les fondements d'une politique - même latente - de la communication aide les centres de décision à en reconnaître les anomalies ou les difficultés et à rendre le débat plus cohérent.

209. Le programme consacré par l'UNESCO aux politiques de la communication s'est fondé sur des études de cas réalisés dans différents pays, sur des réunions d'experts et sur des recherches menées par divers spécialistes. En juillet 1976, l'UNESCO a réuni à San José (Costa Rica) sa première conférence inter-gouvernementale sur les politiques de la communication en Amérique latine et dans la région des Caraïbes. Le but de cette conférence, tel qu'il était énoncé dans le projet de programme et de budget soumis à la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-huitième session, était "de permettre aux participants d'échanger des données d'expérience sur les systèmes de communication considérés par rapport au développement social et économique, et d'envisager la création, aux échelons national et régional, d'infrastructures gouvernementales en matière d'administration, de technique, de recherche et de formation, qui facilitent la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation de politiques de la communication".

210. Les recommandations de la Conférence, adressées aux pays participants et à l'UNESCO, ont été résumées dans la "Déclaration de San José", approuvée à l'unanimité. Cette déclaration affirme entre autres que : "... l'Etat et les citoyens doivent être conjointement responsables de l'établissement de plans et de programmes visant à assurer une utilisation large et positive des moyens de communication dans le cadre des politiques de développement". Elle contient des suggestions destinées à faciliter l'accès aux moyens de communication, la participation à leur utilisation et l'instauration d'un meilleur équilibre dans la circulation de l'information à l'échelle régionale et internationale. Elle réaffirme aussi le principe de la liberté d'expression et rappelle que les systèmes, les politiques et les plans de communication devraient reconnaître la coexistence d'un secteur privé et d'un secteur public. Une conférence intergouvernementale régionale similaire a été organisée en Asie par les pays intéressés et l'UNESCO en 1978; une conférence du même type doit se tenir en Afrique en 1979-1980.

211. Aux activités que l'UNESCO consacre aux politiques de la communication se rattache un programme de planification de la communication qui constitue un lien essentiel entre la formulation des politiques et la mise en place effective de systèmes et d'infrastructures de communication. Dans ce

domaine, les dernières années ont été marquées par la viabilité accrue de la planification de la communication en tant que discipline et par une conception plus réaliste des résultats qu'on peut en attendre.

212. En matière de planification de la communication, le programme de l'UNESCO part du principe que la communication doit être traitée comme un moyen, sur un pied d'égalité avec d'autres ressources; à ce titre, elle peut faire l'objet de mesures de conservation, de planification et de répartition dans un processus de développement planifié. Elle est axée sur l'application des méthodes et des techniques de planification à une situation concrète et s'efforce en conséquence d'intégrer certaines décisions et des méthodes classiques de planification dans un cadre viable; elle suppose une approche qui, malgré son caractère systématique, conserve néanmoins une souplesse et un pragmatisme suffisants pour réagir avec assez de sensibilité aux pressions extérieures.

213. Les premières activités de l'UNESCO dans ce domaine ont été de nature exploratoire : elles consistaient surtout à réaliser des études de cas, à examiner les méthodes de planification d'autres disciplines, à étudier les besoins de formation, tout cela dans un domaine où le travail de défrichage reste à faire. Les conclusions de l'UNESCO ont fait l'objet d'une première vérification sur le terrain, dans un pays en développement, au cours d'une enquête de six mois effectuée sur le système de communication de l'Afghanistan en 1977-1978, sous les auspices de l'Organisation; cette enquête, qui portait sur tous les médias et sur les structures d'utilisation, devait servir de base à un plan d'orientation établi pour les 12 années suivantes. Le plan proposé pour la communication en Afghanistan s'inspirait d'un scénario qui, faisant la plus grande place au dialogue permanent avec les autorités afghanes, était axé sur l'évolution progressive des objectifs du système, sur la présentation, l'examen et la mise en oeuvre d'options précises et sur l'établissement, par voie de consensus, d'un système complet d'information et de communication.

214. Une approche similaire a été utilisée par l'UNESCO dans l'enquête qu'elle a consacrée au développement de la radiodiffusion au Bangladesh en 1977-1978 avec l'aide du PNUD, ainsi qu'à l'occasion d'un stage d'études régional sur la planification en Asie. Les résultats de toutes ces activités et d'expériences antérieures seront reproduits dans un manuel sur la planification de la communication que l'UNESCO publiera en 1979-1980.

## 7. Conclusion

215. Les remarques qui précèdent montrent à quel point on est parvenu jusqu'ici dans un contexte qui reste fluide; plus le secteur de la communication retient l'attention, plus ses exigences et son potentiel paraissent complexes.

/...

216. En tout état de cause, il est évident que, depuis une dizaine d'années, on admet généralement que les problèmes de la communication revêtent une importance particulière pour le processus de développement. C'est ce qu'a fortement souligné la dernière Conférence générale de l'UNESCO, dont les conclusions peuvent opportunément être reprises à la fin du présent compte rendu.

217. A sa dix-neuvième session, tenue à Nairobi en 1976, la Conférence générale de l'UNESCO a estimé, à la suite d'un débat riche et animé, que le rôle dévolu à l'information et à la communication dans le développement comptait désormais parmi les principales préoccupations de l'Organisation. Elle a reconnu le souci croissant des Etats membres de "libérer les pays en développement de l'état de dépendance, hérité de contingences historiques spécifiques, dans lequel se trouvent encore leurs systèmes de communication et d'information" et d'attribuer à la communication un rôle beaucoup plus actif dans le développement national.

218. En conséquence, la Conférence générale a invité le Directeur général à faire bénéficier les objectifs du programme de l'UNESCO intéressant la communication d'un relèvement substantiel du taux de croissance des ressources.

219. La Conférence a ensuite approuvé un plan sexennal d'action pour l'UNESCO (1977-1982) dans lequel l'accent a été mis, pour ce qui est de la communication, sur la promotion de recherches et d'études sur les effets de la communication dans la société, afin de contribuer à ordonner les priorités nationales et locales. Le plan envisage une action directe visant à aider les pays en développement à former leur personnel et à renforcer leur infrastructure en matière d'information et de communication de masse. Le plan réclame aussi un renforcement des activités concernant l'élaboration des méthodes de planification ainsi que les problèmes de transfert des technologies et la promotion de l'accès et de la participation du public au processus de communication.

220. La Conférence générale a également estimé que ces tâches ne sauraient être menées à bien si un certain nombre de points fondamentaux n'étaient pas clarifiés et, dans ses notes d'orientation, elle a estimé qu'"il conviendrait de procéder à un examen de la totalité des problèmes de la communication dans la société moderne", de sorte que le programme d'information et de communication de l'UNESCO puisse rester conforme à l'évolution de la situation mondiale.

221. Par la suite, le Directeur général a réuni un groupe de personnalités éminentes faisant autorité dans le domaine de la communication et choisies sur une base géographique étendue b/, afin de former la Commission internationale d'étude sur les problèmes de la communication. Le mandat de cette commission, qui est présidée par Sean MacBride, avocat, homme politique et journaliste, est le suivant :

---

b/ Canada, Chili, Colombie, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Irlande, Japon, Nigéria, Pays-Bas, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Zaïre.

- a) Etudier la situation actuelle en matière de communication et d'information et identifier les problèmes qui appellent une action nouvelle au niveau international, en tenant compte de la diversité des conditions socio-économiques, des niveaux et des types de développement;
- b) Accorder une attention particulière, dans le cadre de cette étude, aux problèmes relatifs à la circulation libre et équilibrée de l'information dans le monde, ainsi qu'aux besoins spécifiques des pays en développement;
- c) Analyser les problèmes de la communication, sous leurs différents aspects, dans la perspective de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial et des initiatives à prendre pour favoriser l'instauration de ce que l'on pourrait appeler "un nouvel ordre mondial de l'information";
- d) Définir le rôle que pourrait jouer la communication pour faire prendre conscience à l'opinion des grands problèmes auxquels le monde se trouve confronté, la sensibiliser à ces problèmes et aider à les résoudre progressivement par des actions concertées sur le plan national et international;
- e) Définir le rôle nouveau que les moyens de communication de toutes sortes pourraient jouer pour favoriser le progrès de l'éducation, de la science et de la culture, en tenant compte de la diversité des situations dans le monde.

222. A la fin de juillet 1978, la Commission, avec ses 16 membres, avait tenu trois réunions. La réunion inaugurale avait eu lieu en décembre 1977. A l'occasion de la deuxième session qui s'est tenue à Stockholm, la Commission a organisé un colloque international sur l'infrastructure de la collecte et de la diffusion de l'information auquel ont participé 92 institutions (agences de presse, journaux, organisations de radiodiffusion, associations professionnelles et instituts de presse) de 47 pays. Le colloque a examiné les grands problèmes soulevés par l'infrastructure des systèmes actuels de distribution des nouvelles; quatre groupes de travail spécialisés ont été constitués pour étudier les questions suivantes : contenu de l'information, exactitude et équilibre de l'information, droits et responsabilités des journalistes, évolution économique et technique des systèmes de communication.

223. Au cours de sa troisième session (Paris, juillet 1978), la Commission s'est concentrée sur la préparation du rapport intérimaire qu'elle doit soumettre à la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa vingtième session (document 20 C/94). Ce rapport comprend deux parties. La première expose les travaux accomplis par la Commission depuis sa création, et la deuxième contient une esquisse des problèmes qu'elle se propose d'examiner de manière plus approfondie. Bien qu'il ait été rédigé dans des délais relativement brefs, ce rapport tente de cerner et de mettre en perspective toutes les grandes questions

/...

que la Commission doit encore étudier, et de dégager les directions dans lesquelles on pourrait rechercher des solutions acceptables aux problèmes actuels. Il appelle l'attention sur les trois principaux éléments de la problématique qui se trouve au centre du débat international : le rôle de la communication dans la libération et l'indépendance des peuples, ainsi que dans l'édification et la sauvegarde de la paix; la place et le rôle de l'individu dans la communauté et dans la société; les possibilités de développement de la communication.

224. En vue de compléter son propre travail, la Commission a également patronné toute une série d'études et de monographies qui ont été réalisées tant au sein du secrétariat de l'UNESCO que par des spécialistes de l'extérieur. Les membres de la Commission et de son secrétariat se sont rendus dans de nombreux pays pour passer en revue leurs activités avec des autorités gouvernementales et divers organismes compétents, et ils ont participé à des réunions spécialisées dans le monde entier. D'une façon générale, on peut dire que le travail de la Commission a éveillé un très vif intérêt tant dans les milieux professionnels qu'intellectuels et politiques.

225. Trois nouvelles réunions sont prévues à partir de janvier 1979. La première sera consacrée à une analyse des débats de la Conférence générale et les deux autres seront centrées sur la rédaction et l'approbation du Rapport final, dont le texte définitif devra être mis au point avant la fin de juillet 1979.

## B. Union internationale des télécommunications

### 1. Introduction

226. L'expression "communications de masse" implique la diffusion de renseignements de toute nature (écrits, images, sons...) à une collectivité. Pendant des siècles ces communications ont reposé sur l'invention de l'imprimerie. C'est au milieu du siècle dernier que la mise en oeuvre de liaisons télégraphiques leur a donné une dimension nouvelle, celle de l'actualité, grâce aux possibilités de transmission rapide d'informations, même entre continents. Au début du XXe siècle, une autre découverte, celle des radiocommunications, allait permettre la diffusion instantanée de nouvelles parlées auprès du grand public. Plus tard apparaissaient les premières émissions de télévision, permettant la diffusion d'images animées auprès de ce même public.

227. La télégraphie et la radiodiffusion (sonore et visuelle) sont toutes deux des télécommunications. La Convention internationale des télécommunications définit ainsi ce terme :

"Télécommunication : Toute transmission, émission ou réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques".

228. Une télécommunication implique donc une transmission de l'information qui est pratiquement instantanée. Elle est caractérisée en plus par le fait qu'un système de télécommunication une fois établi ne nécessite aucun transport physique. Néanmoins, on trouvera souvent aux extrémités d'un système de télécommunication et en association avec elles, des enregistreurs de signaux (de son ou d'images en particulier), lorsque l'utilisation immédiate de ces signaux n'est pas le but recherché.

229. Les deux exemples que nous avons cités comme étapes dans le développement des télécommunications internationales - télégraphie et radiodiffusion - sont représentatifs des deux grandes catégories de télécommunications qui sont importantes pour les communications de masse :

a) Les télécommunications de point à point (dites encore de service public), dont le but est d'acheminer un message émis par un correspondant vers un autre correspondant (ou un nombre limité de correspondants). C'est le cas du télégraphe, du téléphone, de la téléphoto, des transmissions de données, du télétex, de la téléconférence, de l'impression à distance; c'est également le cas de la transmission des programmes de radiodiffusion sonore ou visuelle depuis une source de programmes jusqu'à un ou plusieurs réseaux de radiodiffusion (exemple : la transmission à grande distance des programmes de télévision par satellite destinés à être diffusés dans des pays lointains). Tous ces services de télécommunication peuvent intervenir à un certain stade pour la réalisation des communications de masse de tout genre;

/...



b) La diffusion de programmes de radiodiffusion c/ (sonore ou visuelle). Le moyen le plus classique actuellement est la radiodiffusion à partir d'émetteurs de terre, mais deux autres techniques, très opposées d'ailleurs, ont sans doute un grand avenir : la radiodiffusion (ou distribution) par câble (ou câblodiffusion) et la radiodiffusion par satellite.

230. Les exemples relatifs aux différents services de télécommunication donnés ci-dessus n'ont pas la prétention d'en donner une liste exhaustive. En fait, une des caractéristiques des télécommunications est leur évolution extrêmement rapide, évolution que l'on peut décrire par quelques grands traits qui sont d'ailleurs interdépendants :

a) Un progrès technique extrêmement rapide (progrès qui va de la recherche pure à la mise en oeuvre industrielle);

b) Une baisse des coûts;

c) Une consommation accrue, qui découle évidemment des deux éléments précédents, mais aussi de la prise de conscience de l'importance des télécommunications pour le développement économique et social des peuples.

231. Il y a actuellement environ 400 millions de téléphones dans le monde et à peu près autant de récepteurs de télévision. Ces chiffres, aussi impressionnants soient-ils, ne doivent pas faire oublier que les télécommunications sont encore très mal réparties dans le monde. Qu'il s'agisse du nombre de téléphones pris comme indicateur de l'importance des télécommunications point à point, ou du nombre de récepteurs de télévision pris comme caractérisant les télécommunications de diffusion, on constate qu'actuellement, dix pays seulement détiennent plus de 80 p. 100 de chacun de ces moyens. Néanmoins, les statistiques montrent une augmentation nettement plus rapide des moyens de télécommunication dans les pays en développement.

232. Il n'a pas fallu attendre notre époque pour que l'importance de ces moyens soit reconnue, puisque dès la création des premiers grands réseaux de télégraphie (dont l'importance pour les communications de presse était déjà reconnue) les gouvernements se sont préoccupés de forger le cadre international approprié à cette première télécommunication. Il est symptomatique que l'UIT (qui s'appelait alors Union internationale télégraphique) ait été créée en 1865, constituant ainsi la première organisation internationale intergouvernementale de caractère universel.

233. L'instrument fondamental de l'UIT actuellement en vigueur est la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973). Elle a pour objet :

---

c/ Dans ce texte le terme radiodiffusion englobe la radiodiffusion sonore et la radiodiffusion visuelle ou télévision.

a) De maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

b) De favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

c) D'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.

234. Depuis 1947, l'UIT est reconnue par les Nations Unies comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte.

235. L'Union comprend actuellement 154 pays membres ayant les droits et soumis aux obligations prévues à la Convention. Les règlements qui complètent la Convention lient tous les membres.

236. Certaines des dispositions de la Convention ont un impact particulier sur les télécommunications qui interviennent dans les communications de masse et nous en donnons ci-après un bref aperçu.

237. L'article 18 (Droit du public à utiliser le service international des télécommunications) stipule que les membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

238. A l'article 22 (Secret des télécommunications) il est indiqué entre autres que les membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

239. L'article 33 (Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radio-électriques et de l'orbite des satellites géostationnaires) demande aux membres de tenir compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences aux différents pays ou groupes de pays, selon leurs besoins et les moyens techniques dont ils peuvent disposer, conformément aux dispositions du règlement des radiocommunications.

240. La recommandation No 1 (Libre transmission des informations) recommande aux membres de l'Union de faciliter la libre transmission des informations par les services de télécommunication.

241. L'action de l'UIT, en ce qui concerne les télécommunications qui intéressent les communications de masse, s'exerce par l'intermédiaire de ses "organes" :

a) Les conférences administratives qui sont des conférences gouvernementales et élaborent des textes législatifs, ayant force de traité sur le plan international et qui sont, pour ce qui nous concerne ici, soit des dispositions du règlement des radiocommunications, soit des plans de radiodiffusion;

b) Le Secrétariat général qui est, entre autres, chargé des activités de coopération technique de l'Union;

c) Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB) dont la tâche principale est d'effectuer l'inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays;

d) Le Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT), organismes permanents de l'UIT. Ces comités sont chargés de l'établissement des normes techniques ainsi que des questions d'exploitation et de tarification. Les questions relatives à la radiodiffusion sont du ressort du CCIR.

## 2. Développement des techniques des télécommunications

### Télécommunications publiques

242. De nos jours on trouve tout naturel de pouvoir appeler un correspondant au bout du monde et de l'obtenir par simple composition de son numéro au cadran ou au clavier. On oublie souvent qu'il aura fallu plus d'un siècle d'études et de recherches pour arriver à ce résultat. Aujourd'hui même des milliers de chercheurs, qui font partie des groupes de pointe dans la recherche scientifique, s'efforcent de mettre au point des dispositifs toujours plus perfectionnés et plus efficaces.

243. Pour rendre "universels" les résultats de ces recherches, des spécialistes des administrations nationales, des exploitations privées et des organismes scientifiques et industriels étudient et mettent au point, au sein des différentes commissions d'étude du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'UIT, les normes applicables sur le plan international afin de faciliter la communication entre les hommes.

244. Les progrès techniques ainsi réalisés, en particulier au cours de ces dernières années dans le domaine des télécommunications ont permis la mise au point de moyens de communication que, par le passé, ni le public ni les responsables de l'information ne pouvaient envisager.

245. Les communications de masse font usage, en plus des moyens de diffusion, des moyens de télécommunications mondiaux, qui permettent des communications radio-électriques terrestres, à satellite et par câble utilisant aussi bien des voies télégraphiques que des liaisons de données ou des voies téléphoniques.

246. Les informations transmises par les réseaux peuvent être des nouvelles, des photographies, des données, la parole ou des signaux fac-similés. Très souvent l'ordinateur intervient dans l'acheminement automatique du message.

247. On compte parmi les progrès importants de ces deux dernières décennies, l'implantation de systèmes modernes de transmission à longue distance, comme les câbles sous-marins et les réseaux de satellites de communications. Le développement de ces systèmes de transmission a facilité la commutation automatique pour le service téléphonique et les services télégraphiques. Le réseau mondial de télécommunications est actuellement le plus grand système intégré réalisé par l'homme et il se développe de façon continue. Le développement cohérent des différents systèmes nationaux, qui sont devenus des sous-ensembles du réseau mondial, nécessite non seulement des études et des accords internationaux sur le plan de la technique de réalisation mais également sur le plan de l'exploitation et sur le plan économique (tarification, taxes, rentabilité, etc.).

248. Evaluer la qualité de la transmission de communication est une tâche difficile, car on doit chercher à prévoir l'opinion de l'utilisateur et cette opinion dépend de facteurs physiologiques et psychologiques qui sont essentiellement variables. C'est l'objectif du plan de transmission étudié par le CCITT dont le but fondamental est de garantir que les usagers, en particulier dans le cas du téléphone, puissent échanger des conversations d'un niveau de clarté et de commodité acceptable ainsi que d'un coût raisonnable. Afin que les postes d'abonnés permettent la réception de la parole à un niveau sonore suffisant, des études approfondies ont eu lieu et d'autres études objectives électro-acoustiques sont en cours. D'autre part, des limites ont été fixées au temps de propagation, ce qui est important pour les communications utilisant un satellite géostationnaire.

249. En ce qui concerne la conception des systèmes de transmission, plusieurs commissions d'études du CCITT et du CCIR ont défini des normes indispensables pour la cohérence des systèmes au-delà des frontières des pays d'origine. Par ailleurs, des études ont permis une réduction du coût effectif des principales artères de transmission à longue distance, grâce à une combinaison du progrès des techniques de base d'une part et compte tenu des immenses possibilités qu'offre pour l'avenir la transmission par fibres optiques et par guides d'ondes.

250. Dans le domaine des transmissions à très longue distance, les études des CCI visant le rapprochement des continents ont été couronnées de succès : le premier câble sous-marin transatlantique téléphonique a été posé il y a une vingtaine d'années (en 1956). Ce premier câble comportait 50 voies de conversations téléphoniques conventionnelles; le câble le plus récemment posé qui porte à 6 le nombre des câbles reliant l'Europe à l'Amérique du Nord, peut écouler 4 000 conversations téléphoniques simultanément. La dernière génération des satellites d'Intelsat procure de son côté 6 000 voies.

251. L'utilisation de ce grand nombre de possibilités facilite non seulement la tâche des services publics de télécommunications mais aussi la transmission des nouvelles par les différents moyens modernes, y compris la mondovision et les "conférences en direct".

252. L'utilisateur qui demande une communication ou qui l'établit lui-même au moyen du cadran d'appel ou du clavier, ne réalise que difficilement le nombre impressionnant d'opérations et de contacts qui interviennent dans le laps de temps très court qui s'écoule avant qu'il puisse parler avec son correspondant.

253. L'introduction de l'exploitation automatique (téléphonique et télex) sur le plan international a dû être précédée de divers accords et de l'établissement d'un plan de numérotage mondial, de sorte que chaque appareil a une identité unique (pour le poste téléphonique, le numéro de téléphone).

254. Avec l'avènement de la téléphonie automatique, l'ensemble du réseau mondial est devenu un gigantesque complexe d'ordinateurs. Ce complexe est en train de passer rapidement de l'électromécanique à l'électronique. Les recommandations et les normes établies par le CCITT dans ce domaine sont des outils indispensables pour les constructeurs de matériel de télécommunications.

#### Radiocommunication (y compris la radiodiffusion)

255. Les communications à grande distance sont restées pratiquement impossibles, sauf pour la télégraphie, jusqu'à ce que l'on ait trouvé un dispositif "amplificateur" permettant de compenser la perte de puissance le long d'un circuit.

256. Au stade initial des radiocommunications, la seule source d'énergie radio-électrique était l'étincelle, ce qui présentait des inconvénients majeurs. L'introduction du tube thermoionique a fait disparaître ces inconvénients. On pouvait désormais transmettre, non seulement la télégraphie, mais aussi la parole et la musique. De plus, avec l'amélioration des récepteurs et des émetteurs, les possibilités d'émissions radioélectriques simultanées augmentaient de beaucoup. La demande dépassait néanmoins le nombre de voies disponibles et, comme on ne pouvait faire appel aux fréquences plus basses, déjà occupées, la technologie s'est nécessairement tournée vers les fréquences plus élevées.

257. La recherche montra vite que les radiocommunications étaient possibles à des fréquences bien plus élevées qu'on ne l'imaginait jusqu'alors. Ceci permettait l'introduction d'un nouveau service, la radiodiffusion sonore, qui se répandit bientôt dans le monde entier pour que le grand public reçoive directement des informations et des programmes de caractère récréatif.

258. Vers la fin des années 20, on constata que l'on pouvait transmettre des émissions sur de très grandes distances, ce qui ouvrit des possibilités entièrement nouvelles en ce qui concerne la transmission des messages et la radiodiffusion à l'échelon intercontinental.

259. Au cours de la deuxième guerre mondiale, la mise au point de systèmes de radiodétection (radar) fit porter l'intérêt sur des fréquences bien plus élevées qu'on ne l'avait jusque-là envisagé pour les radiocommunications. On vit alors apparaître les systèmes multivoies capables d'acheminer d'un point à un autre des milliers de voies téléphoniques et télévisuelles.

260. En 1957, le lancement réussi de "SPOUTNIK I" par l'URSS ouvrit aux radio-communications des perspectives tout à fait nouvelles.

261. A une certaine altitude orbitale, un satellite peut décrire en 24 heures dans le plan de l'équateur terrestre une orbite circulaire complète autour de la Terre, paraissant ainsi immobile pour un observateur situé sur la surface de la Terre et pouvant donc jouer le rôle de répéteur entre deux points de la Terre très distants l'un de l'autre. Cette orbite est située à une altitude de 36 800 km à partir de la surface terrestre; la technique moderne s'est attaquée sans délai à la mise au point de lanceurs capables de placer un satellite sur cette orbite. Comme on le sait, ces satellites fonctionnent maintenant comme relais pour les communications intercontinentales et l'on envisage déjà leur utilisation pour la radiodiffusion directe de programmes télévisuels à l'intention du grand public.

#### Cadre réglementaire du développement des techniques

262. Le fonctionnement de systèmes aussi complexes que les systèmes de télécommunication ne va pas sans poser un grand nombre de problèmes de caractère international. Le réseau téléphonique mondial ne peut se concevoir que moyennant l'harmonisation de certaines caractéristiques du matériel, des procédures d'exploitation, etc. En outre, dans le cas des radiocommunications, il faut tenir compte du fait bien connu que les ondes radioélectriques ne connaissent pas de frontières. C'est pour ces raisons que l'UIT a élaboré deux règlements : le règlement télégraphique et téléphonique et le règlement des radiocommunications.

263. Ces règlements sont élaborés par les conférences administratives auxquelles peuvent participer tous les membres de l'UIT. Les actes finals de ces conférences sont signés puis ratifiés; ils ont force de traité sur le plan international.

264. Le règlement des radiocommunications a une grande importance pour les communications de masse puisqu'il contient entre autres les prescriptions concernant la radiodiffusion, en particulier le tableau d'attribution des bandes de fréquences dans lequel figurent les limites des différentes bandes attribuées à la radiodiffusion.

265. Le règlement des radiocommunications contient en outre un certain nombre de dispositions ayant pour but d'assurer un fonctionnement correct et d'éviter le brouillage des émissions. Il fixe également certaines directives de caractère plus général concernant les émissions de radiodiffusion. C'est ainsi que certaines gammes de fréquences sont plus spécialement prévues pour la couverture nationale; c'est en particulier le cas de la radiodiffusion par satellite dans la bande des 12 GHz.

266. Les émetteurs de radiodiffusion sont en général implantés dans le cadre d'une planification à l'échelle internationale (voir par. 270 et 271 ci-dessous). Lorsqu'il n'y a pas de plan de radiodiffusion, le règlement des radiocommunications fixe en détail l'ensemble des procédures pour la notification des assignations

de fréquence à une station de radiodiffusion, ainsi que pour la coordination qu'il peut y avoir lieu d'effectuer dans certains cas.

#### Le Comité international d'enregistrement des fréquences (IFRB)

267. C'est le Comité international d'enregistrement des fréquences qui est responsable de la mise en application du règlement des radiocommunications et en particulier de l'ensemble des procédures concernant les assignations de fréquence aux stations de radiodiffusion. Il est composé de cinq membres indépendants élus par la Conférence de plénipotentiaires. Les tâches essentielles de ce comité consistent :

a) A effectuer l'inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

b) A effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, l'inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;

c) A fournir des avis aux membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires;

d) A exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences ainsi qu'à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires.

#### Planification

268. Il est souhaitable, chaque fois que cela est possible, de disposer de plans de fréquence, soit à l'échelle d'un continent soit à l'échelle nationale. On assure ainsi une meilleure utilisation des bandes de fréquence qui sont attribuées à la radiodiffusion, ce qui permet la meilleure réception d'un plus grand nombre de programmes dans une zone donnée.

269. Les conférences de planification prennent pour base de leurs travaux les données techniques les plus récentes, telles qu'elles sont établies par les comités consultatifs internationaux de l'UIT. Depuis près de 20 ans elles font usage d'ordinateurs pour les mises au point successives des plans. Elles ont constamment à l'esprit deux préoccupations : l'utilisation optimale du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires et le respect de l'égalité des droits de tous les pays, grands ou petits.

270. Nous venons de voir que la passionnante évolution des télécommunications mondiales au cours de ces dernières années et leur développement à un rythme étonnant rapprochent, de jour en jour, les pays et les continents. Ce rapprochement par l'intermédiaire des télécommunications est le fruit d'une parfaite coordination entre les nations dans l'utilisation des différents systèmes de télécommunications.

271. L'UIT et en particulier ses comités consultatifs internationaux sont nés de la nécessité d'une telle coordination. Au départ, les études ont été orientées vers les normes techniques de transmission à grande distance et vers les questions d'exploitation et de tarification. Les progrès techniques ont permis d'envisager l'interconnexion des réseaux automatiques de différents pays. C'est le début de la planification des moyens et des services des télécommunications à l'échelle internationale.

272. Les pays membres de l'UIT, conscients de l'importance de la coordination et de l'utilisation harmonieuse des moyens de télécommunications, ont institué les commissions du plan (la Commission mondiale du plan et les commissions régionales du plan). Leur rôle consiste à établir un plan général de développement du réseau international destiné à aider les administrations et exploitations privées reconnues quand elles concluent entre elles des accords en vue d'organiser et d'améliorer les services internationaux entre leurs pays d'une part; d'examiner d'autre part, dans les différentes régions du monde, les questions techniques, d'exploitation et de tarification que pose, directement ou indirectement, la mise en application des diverses phases de ce plan, de faire l'inventaire des questions intéressant les pays en développement et de provoquer éventuellement la mise à l'étude par le CCI compétent ou, le cas échéant, en collaboration avec les deux CCI.

273. D'importantes informations statistiques et des renseignements sur le développement des télécommunications sont diffusés à la suite des travaux de ces commissions, qui ont un rôle privilégié à jouer, un rôle pour le "développement" et le "transfert de technologie" au sein des CCI.

### 3. Développement des services de télécommunications

274. L'importance des télécommunications dans l'exploitation du réseau de l'information est telle que sans télécommunications, il n'y aurait pratiquement pas de réseau de transmission d'informations. Le réseau de transmission d'informations utilise différents services de télécommunications et souvent les plus perfectionnés. Dès le développement de la télégraphie, les services de presse ont utilisé ce service. Cependant la télégraphie est un moyen de communication relativement lent, la rédaction du texte et sa transmission constituant deux opérations différentes. Dans beaucoup de pays, le service télégraphique ne constitue pas moins le moyen le plus utilisé pour la transmission de l'information, en particulier par la télégraphie multivoies. Toutefois, le service télex a pris une grande importance. Pour ces deux services, le CCITT a normalisé un grand nombre d'équipements terminaux et établi des recommandations, qui constituent la base du règlement télégraphique



international. Ces normes et ce règlement sont indispensables pour l'interconnexion, l'exploitation et la taxation de ces services au niveau international.

275. Aujourd'hui la transmission de données, dont les répercussions sur l'emploi des moyens de télécommunications sont immenses, est de plus en plus utilisée par les services d'information. Grâce à ce service, à l'utilisation de l'ordinateur et à l'écran de visualisation, les services d'information ont à leur disposition des moyens d'une efficacité sans précédent. Le CCITT a effectué des études sur les réseaux publics de données et des normes internationales ont été adoptées en vue du développement de ce service.

276. En ce qui concerne le service téléphonique, on sait qu'un service téléphonique efficace est devenu une nécessité absolue dans le domaine des affaires, de quelque nature qu'elles soient. Des enquêtes ont démontré que, même dans les pays avancés, les entreprises qui ne disposent que d'un nombre insuffisant de lignes téléphoniques peuvent perdre un nombre considérable de commandes. Le service téléphonique est devenu de nos jours un instrument de travail, non seulement sur le plan administratif mais aussi dans le domaine de l'information.

277. Le service téléphonique et les services spéciaux qu'il assure sur le plan national ou international à l'initiative du CCITT sont des compléments des services d'information. Parmi ces services, on peut mentionner ici : "les dernières nouvelles", les prévisions météorologiques, les cours des devises, etc. En outre, des circuits téléphoniques spéciaux ont été affectés à d'autres services, comme la transmission phototélégraphique, etc.

#### Evolution actuelle des services

278. Compte tenu des travaux des CCI, les techniques de télécommunication ont progressé à un rythme rapide et offrent des solutions pour beaucoup de services à la fois nouveaux et utiles, en particulier dans le domaine de la circulation de l'information. En outre, étant donné l'augmentation constante du prix de l'énergie, le moment est venu d'étudier les moyens de fournir ces services de façon à réduire les déplacements et, partant, la consommation d'énergie.

279. Il y a vingt-cinq ans, les télécommunications comprenaient la téléphonie, la télégraphie, le télex, la radiodiffusion sonore et la télévision. Entre-temps, des innovations techniques telles que le transistor, les circuits intégrés, l'intégration à grande échelle et leurs applications aux télécommunications, aux calculatrices et à l'informatique ont fait naître de nombreux besoins et se sont accompagnées de nombreuses réalisations.

280. La télévision par câble a rendu plus proche le moment où chacun disposera de transmissions à large bande à son domicile et à son lieu de travail. Il en résulte une forte croissance des transmissions numériques utilisées à de nombreuses fins, une augmentation considérable du trafic dans le réseau téléphonique et les services mobiles radioélectriques et des perspectives optimistes quant à l'avenir des réseaux de télédistribution et des autres applications des transmissions à large bande.

281. Hier, le téléphone et le télégraphe ont répondu aux besoins initiaux des communications verbales ou écrites à distance. Aujourd'hui, nous nous trouvons à une époque où les télécommunications évoluent vers l'échange, à grande vitesse, d'énormes quantités d'information ainsi que d'images fixes ou animées. De nombreux réseaux devront donc disposer des largeurs de bande étendues que nécessitent ces types de transmissions. Les CCI de l'UIT ont un large éventail d'études en cours pour répondre à ces questions qui ont pour objectif le bien-être de l'humanité.

282. Les transmissions de programmes de télévision et de radiodiffusion sonore entre émetteurs à l'intérieur d'un réseau national ou entre pays souvent fort éloignés l'un de l'autre, ont fait des progrès spectaculaires.

283. Les câbles coaxiaux d'il y a 30 ans ne permettaient guère que des transmissions de quelques centaines de kilomètres. Les faisceaux hertziens ont permis ensuite des transmissions à l'échelle des continents, et actuellement les systèmes mondiaux de satellites permettent de transmettre à n'importe quel réseau national un programme de radiodiffusion ou de télévision pris en n'importe quel point du globe, quelquefois en utilisant une station terrienne transportable. Là aussi des progrès sont à attendre, grâce par exemple à l'utilisation de nouveaux systèmes de codage des signaux qui acheminent les programmes.

#### Service de radiodiffusion

284. Depuis une cinquantaine d'années, l'UIT porte un intérêt particulier à la radiodiffusion, d'abord sonore, puis sonore et visuelle et cela, entre autres, par l'intermédiaire du Comité consultatif international des radiocommunications (CCIR).

285. En ce qui concerne la radiodiffusion sonore, ce comité a étudié les divers problèmes techniques qu'elle posait, et au cours des années il a élaboré des recommandations tendant à faciliter la radiodiffusion sur le plan mondial.

286. Dans tous les domaines des radiocommunications, il y a toujours eu une tendance à utiliser des fréquences de plus en plus élevées. Cette tendance a permis la diffusion de programmes de très haute qualité (Hi-Fi) et a ouvert la porte à toute une gamme d'utilisations nouvelles du spectre électromagnétique :

- La stéréophonie qui permet à l'auditeur de recevoir, non seulement le son du programme, mais également d'en situer la source en termes d'espace. Cette nouvelle technique a pu se développer grâce à l'utilisation de la modulation de fréquence qui est beaucoup moins sensible aux brouillages, et qui permet aussi la transmission d'une bande de fréquence assez large pour permettre la reproduction fidèle des orchestres et des chanteurs, sur un registre jadis impensable. En parallèle avec la mise au point de la stéréophonie qui utilise deux voies de transmission, des expériences sont en cours avec la "quadriphonie" où l'utilisation de quatre voies sonores donne à l'auditeur l'impression d'être complètement entouré par le son.

287. Dans le domaine de la radiodiffusion visuelle (télévision), le CCIR a, depuis le début de ce service, joué un rôle actif dans tous ses perfectionnements techniques. Le CCIR s'est penché sur les problèmes des différentes normes pour les systèmes de télévision qui ont commencé à se multiplier à partir de 1947. A la suite de nombreuses discussions, le CCIR a finalement réussi à normaliser deux systèmes de télévision, un système à 525 lignes par trame et à 60 trames par seconde, et un autre système à 625 lignes à 50 trames par seconde. Les signaux de synchronisation de ligne et de synchronisation de trame ont également été normalisés aussi bien que les niveaux du signal correspondant aux parties noires et blanches de l'image.

288. L'introduction de la télévision en couleur dans les années 50 a posé d'autres problèmes de normalisation encore plus difficiles à résoudre. En effet, ce n'est qu'en 1966 que le CCIR a réussi à normaliser trois systèmes de transmission des couleurs. Grâce à cette intervention, on a pu restreindre l'évolution d'un nombre de systèmes de télévision en couleur à un point tel que la conversion des signaux puisse s'effectuer sans trop de complications d'une norme à une autre.

289. Il existe dans le monde un certain nombre de pays, particulièrement les pays en développement, où l'on utilise habituellement plus d'une langue ou même plusieurs dialectes. Il serait donc très utile que l'image télévisuelle puisse être accompagnée de plusieurs voies son, dont chacune serait dans une langue particulière. Pour résoudre ce problème, le CCIR a proposé l'adoption de certaines techniques qui permettent la transmission simultanée de plusieurs voies son dans des langues différentes avec un dispositif à la réception qui permet au téléspectateur de choisir la langue dans laquelle il préfère écouter la voie son accompagnant l'image.

290. De toutes nouvelles perspectives s'ouvrent aux organismes de radiodiffusion avec la possibilité de produire des émissions par satellite pouvant être captées par le public. De telles émissions permettraient la couverture d'un pays entier, ou de plusieurs pays, par une seule émission en provenance du satellite.

291. Afin de réglementer un tel service avant sa mise en exploitation, l'UIT a convoqué en 1977 une Conférence administrative mondiale pour la radiodiffusion par satellite. Cette conférence a établi les bases d'assignation des fréquences et des positions sur l'orbite des satellites géostationnaires. Il reste encore de sérieux problèmes d'ordre matériel à résoudre pour l'adaptation des récepteurs de télévision actuellement sur le marché à la réception de telles émissions (entre autres les antennes et les convertisseurs de fréquence et de modulation), mais il est certain que ces problèmes seront résolus d'ici peu de temps.

292. Un aspect important de la radiodiffusion qui est particulièrement utile pour les pays en développement où les réseaux internes de transmission sont parfois insuffisants, est la possibilité de procéder à des échanges internationaux de programmes enregistrés. Le CCIR, en étroite collaboration avec la Commission électrotechnique internationale (CEI), a déjà arrêté une série de normes pour les enregistrements sur bande magnétique (aussi bien pour la télévision que pour les programmes sonores) de sorte qu'il est maintenant facile d'envoyer les programmes enregistrés

soit d'un pays à un autre, soit d'une partie d'un pays dans une autre. Le perfectionnement des appareils enregistreurs a évolué à tel point qu'il est maintenant possible pour un reporter d'avoir une caméra portative à la main, combinée avec un dispositif d'enregistrement sur bande magnétique également portatif, permettant ainsi la prise de vues directe en couleur sans devoir passer par l'étape intermédiaire du film de cinéma.

293. L'utilisation toujours croissante de la télévision, qui, dans certains pays, fait partie de presque chaque foyer, a amené à penser qu'il serait intéressant de transmettre des informations autres que les programmes de divertissement. C'est ainsi que l'on a entrepris de combiner les émissions "classiques" de télévision avec des émissions d'une tout autre nature. Beaucoup de personnes s'intéressent à des sujets tels que : les actualités, sous forme écrite, donnant en particulier les dernières nouvelles; les programmes de télévision éducative; les prévisions météorologiques, accompagnées de cartes synoptiques, donnant un aperçu des prévisions du temps; les résultats des événements sportifs, par exemple le football, etc.

294. Il existe actuellement une série de systèmes, par exemple "Teletext", qui permettent au téléspectateur, par simple pression d'un bouton, de substituer à l'image normale de la télévision une de ces présentations spéciales. Un tel système présente un grand intérêt pour les pays en développement, leur permettant ainsi de diffuser des programmes d'actualités ou éducatifs en plusieurs langues.

295. Pour terminer, il convient de mentionner une technique tout à fait nouvelle qui est la modulation dite "numérique" (ou modulation par impulsions et codage). Un tel système nous libère de beaucoup de problèmes qui jusqu'à présent présentaient de grandes difficultés. Avec la modulation numérique, par exemple, il serait possible de transmettre les images télévisuelles en couleur, sans devoir tenir compte du système de codage employé pour la transmission de l'information concernant la couleur. Dans de telles conditions, le passage d'une norme à une autre ne présente aucune difficulté et on peut en attendre une grande simplification des transmissions internationales de la télévision en couleur.

296. On peut donc dire que l'avenir offre de grandes perspectives en matière de télévision et il est certain que le CCIR, qui est au centre des discussions internationales relatives à ces problèmes, sera en mesure le moment venu, de prendre les mesures propres à assurer l'amélioration de ces moyens de communication à l'échelle mondiale.

#### Collecte et diffusion des nouvelles

297. La diffusion des nouvelles est en grande partie assurée par les agences de presse qui sont, en principe, des organisations privées. Ces agences utilisent les réseaux de télécommunications intitulés "réseaux de presse". La plupart de ces liaisons sont effectuées par la télégraphie, soit sur les circuits loués, notamment télégraphiques, soit par le réseau international de commutation télex. Pour la transmission des images on utilise le service fac-similé (voir par. 244-249). Les usagers de presse, qui pour la plupart bénéficient de tarifs réduits recommandés par l'UIT, utilisent en général le service télégraphique.

/...

298. Les experts régionaux de l'UIT participent à l'étude et à la mise en oeuvre des réseaux de presse en projet, notamment pour l'Afrique et l'Asie. Ces réseaux de presse sont répartis sur les réseaux régionaux de télécommunications à l'étude desquels l'UIT a pris une part active (voir par. 272-275).

#### Services mobiles

299. Les services mobiles terrestres, maritimes et aéronautiques permettent les communications entre une station sur terre et une station mobile, ou entre deux stations mobiles. Des travaux sont en cours au sein des deux Comités consultatifs internationaux de l'UIT afin de mettre au point, en particulier, les possibilités de communication avec les navires en mer et les avions au moyen de satellites de télécommunications. Ces moyens modernes s'ajoutent aux systèmes déjà existants pour mieux répondre aux exigences actuelles de l'information et pour préserver la vie humaine et l'environnement. Il n'est pas inutile de noter que les ondes radio-électriques sont le seul moyen de communication pour les services mobiles. Les radiocommunications utilisées par les usagers en déplacement, surtout, sont de la plus grande importance pour la sauvegarde de la vie humaine et des biens.

300. Le CCIR étudie toutes les formes de communications intéressant le service mobile maritime, par exemple les communications portuaires, les communications à courte ou à grande distance, la radionavigation, la radiodétection, les radiobalises, les transmissions fac-similé de cartes météorologiques et de journaux. Ces communications sont d'une énorme importance pour les pays en développement auxquels ils permettent d'entrer en contact avec les bateaux de pêche pour leur signaler les prévisions météorologiques, les endroits où se trouvent les poissons, etc., et pour les patrouilles côtières.

301. La sauvegarde de la vie humaine en mer est certainement l'aspect essentiel de ce service. Parmi les autres types de communication, la correspondance publique joue un rôle très important dans la marine marchande. Les liaisons qui sont connectées au réseau public de télécommunication (télex et téléphonie) par l'intermédiaire de stations côtières constituent pour les équipages le seul moyen de communication.

302. C'est sur l'application des techniques spatiales aux communications maritimes que s'est axée pendant des années une grande partie des travaux du CCIR. L'utilisation de satellites permet en effet d'établir des liaisons fiables de haute qualité qui couvrent de grandes distances.

303. Dans le service mobile aéronautique, le rôle joué par les communications en ce qui concerne la sécurité est également prépondérant. Sans les radiocommunications, le développement de l'aviation commerciale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'aurait pu avoir lieu. La correspondance publique pour les passagers est encore d'une application restreinte, bien que l'on puisse imaginer l'utilité qu'elle pourrait présenter. Ce service est également précieux pour les pays en développement car il permet les communications avec les aéronefs en vol et les aérodromes, assurant ainsi la sécurité et l'efficacité du service aéronautique.

/...

304. Le service mobile terrestre est le service de radiocommunications dont l'extension a été la plus forte pendant ces dernières années. Etant donné ce développement très rapide, les travaux portant sur l'utilisation la plus économique possible du spectre radioélectrique occupent la première place. Il faudra trouver de nouveaux moyens d'économiser les fréquences, en particulier par l'emploi de nouvelles techniques de modulation.

#### 4. Coopération technique de l'UIT

##### a) Généralités

305. Pendant la période 1965-1976, l'UIT a fourni aux pays en développement une assistance technique évaluée à 108 227 791 dollars des Etats-Unis, dont 60 p. 100 pour les quatre dernières années. La majeure partie de cette somme (93 432 560 dollars) provient du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); le reste de l'assistance a été fournie soit à titre onéreux, soit sous la forme de services d'experts associés, soit par la participation de l'UIT à divers projets d'assistance organisés sous l'égide des Nations Unies.

##### b) Volume de l'assistance technique de l'UIT (1965-1976)

306. Les renseignements qui suivent soulignent l'extraordinaire essor de l'assistance technique fournie par l'UIT de 1965 à 1976 :

- 1 099 experts ont fourni 28 096 mois de services. Le nombre annuel des missions accomplies est passé de 160 à 500;
- 4 485 ressortissants de pays en développement ont reçu des bourses pour étudier à l'étranger; de ces bourses, 1 412 ont été octroyées pour des stages de courte durée, afin de leur permettre de participer à des cycles d'études organisés par l'UIT ou à des groupes de travail traitant de sujets particuliers;
- un matériel représentant une somme de 21 848 900 dollars a été livré sur le terrain pour exécuter différents projets de l'UIT;
- 20 projets ont été exécutés, en totalité ou en partie, par des sous-traitants;
- au titre des divers projets, plus de 130 pays ont reçu une assistance par l'intermédiaire de l'UIT. Au nombre de ces projets figurent 60 grands projets du PNUD pour lesquels l'UIT a été désignée comme agent d'exécution.

307. Le total des dépenses au titre des projets de tous genre se répartit comme suit : 34 p. 100 pour l'Afrique, 22 p. 100 pour l'Amérique, 22 p. 100 pour l'Asie et le Pacifique, 20 p. 100 pour l'Europe et le Moyen-Orient et 2 p. 100 pour des projets interrégionaux.

/...

308. La valeur annuelle de l'assistance fournie par l'UIT aux pays en développement est passée de 3,36 millions de dollars en 1965 à plus de 20,2 millions de dollars en 1976. Cette augmentation n'a toutefois pas été uniforme tout au long de la période intéressée.

c) Secteurs assistés - différentes catégories de projets

309. En ce qui concerne les télécommunications, l'UIT s'est toujours efforcée d'aider les pays en développement à consolider l'infrastructure nécessaire et à surmonter la pénurie de personnel qualifié. Son action en ce sens a pris la forme de projets appartenant à l'une ou l'autre des trois catégories indiquées ci-après.

i) Développement des réseaux régionaux

310. De concert avec le PNUD, les gouvernements concernés, les Commissions économiques des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales des télécommunications, la Banque mondiale et les Banques régionales, l'UIT a mis en oeuvre des efforts considérables pour atteindre les objectifs définis par la Commission mondiale et les Commissions régionales du Plan de l'UIT. Ces efforts conjointement déployés se traduisent en Afrique, en Asie et en Amérique, par une intégration concertée des réseaux de télécommunication dans les régions intéressées. Relevons notamment les travaux préliminaires, les études de préinvestissement, les études de faisabilité et les enquêtes qui ont joué, en Afrique et en Asie, un rôle des plus importants et qui ont certainement été, du moins en partie, à l'origine de la création de l'Union panafricaine des télécommunications et de la Télécommunauté asiatique. Une nouvelle - et très importante - étude de préinvestissement porte maintenant sur le Moyen-Orient et le bassin méditerranéen.

1) Afrique : Réseau PANAFTEL

311. Avec la collaboration étroite des pays africains et dans le cadre d'un projet administré par l'UIT, des équipes composées d'ingénieurs, d'économistes, d'agents d'exploitation et d'agents des autres branches des télécommunications ont établi la viabilité d'un réseau régional africain dans le cadre d'une étude de préinvestissement. Ces experts ont aidé à l'élaboration d'un plan détaillé du réseau conformément à des spécifications régionales et en participant, dans beaucoup de cas, à l'approvisionnement et à l'installation du matériel et à des enquêtes sur le terrain. Par ailleurs, l'Union assure les fonctions de conseiller en matière de télécommunications au sein d'un Comité de coordination composé de représentants de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'UIT; ce comité est chargé de surveiller la réalisation du réseau - en stimulant (et dans certains cas en évaluant et en négociant) les investissements nécessaires. Il sera bientôt possible, pour la première fois, d'assurer l'interconnexion directe de plus de 30 pays africains, à travers un réseau de plus de 20 000 km d'artères de transmission et 18 centraux de transit internationaux capables de véhiculer et d'assurer l'échange des programmes radio, télévision et des messages de presse.

/...

- Une étude préliminaire UIT/URTNA est en cours pour l'utilisation du PANAFTEL comme support d'un réseau AFROVISION.
- Les experts régionaux de l'UIT, en collaboration avec l'OUA et la CEA, ont aussi préparé un avant-projet de réseau régional panafricain de presse.

## 2) Asie : Réseau asiatique des télécommunications

312. Dans le cadre d'un projet PNUD/UIT et en collaboration étroite avec l'ESCAP, une étude préliminaire de faisabilité a été menée par les experts de l'UIT avec la coopération de spécialistes de 12 pays de la région couverts par l'étude, représentant 95 p. 100 de la population de la région. Sitôt cette étude préliminaire terminée en 1972, une étude approfondie concernant les besoins en artères de transmission (faisceaux hertziens - câbles sous-marins - câbles coaxiaux terrestres - structures terriennes, etc.) a été entreprise avec l'objectif d'introduire le Service semi-automatique en 1980 et l'automatique intégral en 1985. La mise en oeuvre du réseau est en cours d'exécution; la coordination en est assurée conjointement par une équipe d'experts UIT/ESCAP et les spécialistes des administrations groupés en 5 sous-régions; la réalisation est actuellement très avancée, mais une multitude de nouveaux problèmes très complexes appelle le renforcement de l'assistance PNUD/UIT sur le terrain au niveau sous-régional; nul doute que grâce à ce réseau, la radiodiffusion sonore et visuelle ne connaisse un développement spectaculaire à l'échelle régionale; il en est de même du secteur "Presse" pour le développement duquel les experts régionaux de l'UIT oeuvrent conjointement avec ceux de l'UNESCO.

## 3) Pacifique Sud

313. L'UIT a entrepris, en deux étapes, une étude de faisabilité concernant la mise en place d'un réseau régional de télécommunications pour le Pacifique Sud. L'étape préparatoire, d'une durée d'un an, a été achevée à la fin de 1976. L'étude détaillée a démarré dès le début de l'année 1977 et devrait se terminer à la fin de 1978. Ce projet est mené en collaboration étroite avec le SPEC (Bureau du Pacifique Sud pour la Coopération économique).

314. De remarquables progrès ont été enregistrés au cours de ces études. On a par exemple identifié les besoins et mis à jour les données de base en ce qui concerne le trafic. Une assistance toute particulière a été fournie au niveau de l'étude sur la mise en place d'un réseau de télécommunications par satellite, y compris le choix des sites, le calcul des prix de revient, l'analyse économique, les questions tarifaires et l'établissement des spécifications techniques concernant les stations terriennes.

## 4) Méditerranée - Proche-Orient

315. Pour la région de la Méditerranée et du Proche-Orient, une étude de faisabilité et de préinvestissement pour un réseau régional de télécommunications est actuellement menée par le PNUD et l'UIT; un plan directeur a été établi pour les connexions entre 27 pays. Cette étude a montré que, pour un réseau international



avec transmission à large bande, des investissements de 2 à 3 milliards de dollars des Etats-Unis seront nécessaires pour la période allant jusqu'à 1990. Cette somme comprend le coût d'un réseau international terrestre et d'un réseau international à satellite, assurant les services téléphoniques, télégraphiques ainsi que le relais des programmes de radiodiffusion et de télévision. Cette somme comprend également le coût d'un projet très intéressant : un service à satellite régional spécialisé pour les pays de la Ligue arabe, dont la mise en oeuvre est prévue pour le début des années 80.

316. Il convient de signaler à titre d'information que ce projet initialement destiné à la radiodiffusion, n'a pu justifier sa rentabilité que grâce à l'intégration de l'ensemble des besoins de tous les services de télécommunications de la région. On étudie actuellement les modalités de la coopération internationale pour la gestion de ce système à satellite. Le système régional à satellite offrira également la possibilité d'assurer un service de télévision communautaire. On estime qu'un investissement de 500 millions de dollars des Etats-Unis au cours de la période 1980-1990 permettrait de répondre aux besoins opérationnels de deux satellites, qui seraient mis en service successivement. On voit que les télécommunications dans les pays arabes connaissent actuellement un développement spectaculaire. Les investissements dans les réseaux nationaux seront bien entendu très supérieurs.

#### 5) Amérique latine

317. Une première étude de préinvestissement concernant l'Amérique centrale a été menée en 1962 avec le concours de l'UIT, la Banque mondiale étant alors l'agence d'exécution. Parallèlement, pour la mise en oeuvre de cette étude était créée la COMTELCA (Commission des télécommunications pour l'Amérique centrale). Un réseau reliant l'ensemble des cinq pays concernés entre eux ainsi qu'avec l'Amérique du Nord via Mexico et l'Amérique du Sud via Panama a été achevé en 1971.

318. Pour l'Amérique du Sud, une commission interaméricaine des télécommunications (CITEL) a été créée en 1965 pour la mise en oeuvre rapide du réseau interaméricain des télécommunications (ITN). Dès 1966, dans le cadre d'un accord signé avec la Banque interaméricaine de développement en novembre 1968, l'UIT a participé aux études détaillées. Le plan d'opération a été signé par les 14 pays concernés en 1969.

319. Actuellement, les interconnexions frontalières sont réalisées en grande partie; les interconnexions régionales sont en voie de réalisation; en particulier, l'artère Arica-La Paz qui permettra la liaison Brésil-Chili par voie de terre à travers la Bolivie.

320. La plupart des pays de la région ont déjà été, ou sont actuellement, pourvus de stations terriennes pour les liaisons à très grande distance; la perspective de la retransmission télévisée de la Coupe du Monde de football (juin 1978 - Argentine) est venue accélérer cette mise en place.

ii) Amélioration des services techniques et des installations de télécommunication

321. Dans de nombreux pays en développement, l'extension et la modernisation des installations de télécommunication ont conduit l'UIT à fournir des conseils ou une assistance opérationnelle pour résoudre des problèmes concernant la planification, les questions techniques, administratives et l'organisation.

iii) Développement des ressources humaines nécessaires aux télécommunications

322. Presque toutes les missions de coopération technique de l'UIT comportent un élément de formation du personnel local, qu'il s'agisse de formation en cours d'emploi, d'avis relatifs aux méthodes de formation, d'organisation des centres professionnels, de cours ou de conférences s'adressant directement aux intéressés. Chaque année, plus de la moitié des experts de l'UIT participent directement à la formation professionnelle sous ses diverses formes. Qui plus est, avec l'aide apportée pour la création de centres professionnels dans les pays en développement, l'organisation de cycles d'études, la formation de groupes et l'octroi de bourses, plus de 60 p. 100 des sommes dépensées sur le terrain ont été consacrées au développement des ressources humaines nécessaires aux télécommunications.

323. Il convient à ce propos de souligner le rôle particulier que jouent les cycles d'études de l'UIT, lesquels se sont révélés un moyen extrêmement efficace de diffuser l'information technique/professionnelle, de transférer le savoir-faire, d'introduire de nouvelles techniques et de nouveaux services et de faire connaître aux pays en développement de nouvelles technologies.

324. Pendant les quatre dernières années, l'UIT a organisé 16 cycles d'études auxquels ont pris part 1 052 participants venus de quelque 130 pays. Ces cycles d'études, organisés pour répondre aux besoins des pays intéressés, traitent de sujets tels que les suivants, qui touchent de près au développement : planification des systèmes de radiodiffusion, gestion des fréquences, télécommunications rurales, questions de transmission, techniques de commutation, tarification et signalisation, radiocommunications maritimes, ingénierie du trafic et planification des réseaux et radiodiffusion par satellite.

325. Tout ce qui précède ne constitue cependant qu'un aspect des activités de l'Union et celle-ci recourt à bien d'autres moyens pour faire en sorte que les pays en développement disposent du personnel spécialisé dont ils ont besoin.

d) Formes et champs de coopération

326. Les premières années, la coopération technique de l'UIT consistait surtout à fournir aux pays bénéficiaires d'une assistance des avis sur le développement général des télécommunications; à ces avis s'ajoutait souvent l'octroi de bourses pour les cadres supérieurs. Cette coopération s'est cependant peu à peu modifiée pour s'orienter vers la formation des cadres moyens (techniciens et ingénieurs), ainsi

/...

que du personnel chargé de questions autres que techniques. Deuxième conséquence du besoin toujours croissant de télécommunications dans les pays en développement : la nécessité d'établir des plans directeurs à long terme pour améliorer les services de télécommunication aux niveaux national et régional; l'élaboration de ces plans est précédée d'études de préinvestissement de faisabilité. Etant donné que le manque de ressources ne permet pas d'investir des capitaux au titre des activités UIT/PNUD, les résultats de ces études et de ces enquêtes constituent des documents de base pour les pays désireux d'obtenir une assistance financière internationale ou de se voir consentir des prêts.

327. Le besoin croissant de télécommunications a donc fait apparaître de nouvelles formes d'assistance visant, grâce aux études de préinvestissement, à faciliter le transfert des compétences et la mobilisation des investissements dans les pays en développement. Les principaux types d'assistance sont les suivants : assistance consultative, assistance opérationnelle, établissement ou agrandissement de centres professionnels et pédagogiques en télécommunications, création de centres d'essais et de développement, octroi de bourses d'études, organisation de la formation de groupes et de cycles d'études, études de faisabilité et de préinvestissement et introduction de nouveaux services et de nouvelles techniques.

328. Bien que la plupart des demandes d'assistance portent sur les questions classiques (avis ou formation), on voit graduellement augmenter le nombre de demandes d'aide dans des domaines très complexes, tels que les communications spatiales, la transmission de données, le contrôle des émissions, les communications rurales, etc.

e) Actions particulières de l'UIT pour le développement du secteur radiodiffusion

329. Comme on vient de le voir, l'UIT, durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, a concentré le gros de ses efforts d'assistance technique sur la formation du personnel dans tous les secteurs spécialisés, y compris la radiodiffusion, et le développement des réseaux nationaux et régionaux de télécommunications à large bande, capables de véhiculer des programmes de radiodiffusion et de télévision.

330. Il faut cependant souligner que ce n'est que depuis 3 ou 4 ans que l'on commence à enregistrer un nombre croissant de demandes d'assistance "spécifiques" au secteur "Radiodiffusion".

331. A cette occasion, il faut mentionner que, pour des raisons historiques, l'UIT n'entretient de relations directes qu'avec les administrations nationales des télécommunications publiques des pays membres; ce manque de relations directes avec les autres services et notamment la radiodiffusion constitue un handicap important au plan de l'identification et l'expression des besoins spécifiques de ce secteur d'une part et de la coordination et de l'intégration de l'assistance UIT au niveau de chaque pays d'autre part; ceci est d'autant plus essentiel que ce secteur aborde actuellement une phase d'investissements très importants (en équipement et en personnel). L'UIT est l'organisation la mieux placée pour animer cette coordination;

/...

les organisations régionales telles que l'ABU, l'URTNA et l'ABSU commencent à encourager leurs organismes membres à se concerter davantage avec les administrations des télécommunications; parallèlement, l'UIT et l'UNESCO s'efforcent de coordonner leurs actions dans ce domaine, notamment pour la mise en oeuvre de projets conjoints d'assistance technique; d'autre part, certains projets, initialement conçus pour les administrations des télécommunications publiques connaissent une évolution heureuse vers une certaine "polyvalence", qu'il s'agisse de projets d'étude de préinvestissement, de maintenance ou de formation professionnelle.

332. L'assistance technique fournie par l'UIT dans le cadre du PNUD couvre généralement les domaines suivants :

- a) Etude de faisabilité ou de préinvestissement, choix des sites et tracé des artères, dimensionnement, etc.;
- b) Planification du développement de l'infrastructure de radiodiffusion, coordination avec les autres secteurs;
- c) Préparation des spécifications techniques - évaluation des offres;
- d) Etude de couverture radio/TV - Planification des besoins en fréquences;
- e) Développement et équipement des studios et de la production;
- f) Organisation des services d'exploitation et de maintenance des équipements;
- g) Formation professionnelle dans les domaines techniques : ingénierie - planification - installation - exploitation - maintenance - gestion des fréquences - contrôle des émissions, etc.

#### Quelques exemples

##### Région Asie et Pacifique

###### INDE

333. Plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies ont participé au projet indien SITE (Satellite Instructional Television Experiment = Expérience de télévision éducative par satellite). L'UIT est directement impliquée dans la technologie spatiale en Inde depuis 1965 et l'UNESCO l'est indirectement depuis 1971. Ces deux organisations internationales, de concert avec le PNUD, qui a assuré le financement, la direction et l'aide administrative, ont apporté au projet SITE des contributions substantielles, portant notamment sur la fourniture de matériel et de service d'experts.

334. Une station terrienne expérimentale, l'ESCES (Experimental Satellite Communication Earth Station), a été installée à Ahmedabad, dans le cadre du projet UIT/PNUD intitulé "Centre de recherche et de formation en matière d'utilisation des

/...

communications par satellite", entre décembre 1965 et la fin de 1968. Ce centre a pris part à des essais pratiques et à des recherches dans le domaine de la technique des télécommunications par satellite et il a assuré la formation d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens indiens et étrangers en matière de technologie des systèmes de télécommunications spatiales et de conception, construction et exploitation de stations terriennes et d'équipement associé.

335. L'une des principales parmi les heureuses conséquences de ce projet a été la constitution d'une équipe d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens ayant acquis suffisamment d'expérience et de confiance en soi pour aborder des tâches encore plus vastes. On en a eu la preuve en 1971, lorsqu'un groupe d'ingénieurs provenant de l'ESCES a réalisé avec succès la première station terrienne commerciale de l'Inde, à Arvi, non loin de Poona.

336. L'ESCES a mis en oeuvre depuis novembre 1967 un programme international de formation professionnelle en matière de technologie des télécommunications par satellite. Depuis l'ouverture, près de cent stagiaires étrangers provenant de 31 pays différents, en ont suivi les cours dont la durée est de 3 mois. Ces cours qui, à leur début, ont bénéficié de l'aide de l'UIT et du PNUD, sont assurés exclusivement par les soins du Gouvernement indien depuis 1968. Le but final de tous les projets exécutés avec l'aide du PNUD étant que la gestion soit entre les mains du gouvernement hôte dans les meilleures conditions de rapidité et d'efficacité, on peut dire que le projet initial ESCES a été au plus haut point une réussite.

337. En 1971, le Gouvernement indien a entrepris une seconde phase du projet ESCES, toujours avec la collaboration de l'UIT et du PNUD. Le but était cette fois d'aider le Gouvernement indien à étendre les installations de l'ESCES situées au Centre d'applications spatiales d'Ahmedabad et de lui fournir une assistance dans des domaines connexes, de manière à l'équiper en vue de sa participation au projet SITE en tant que station principale. Le projet ESCES est lié au projet UNESCO/PNUD de création à Poona d'un Centre de production et de formation professionnelle en matière d'exploitation technique de télévision.

338. Afin de pouvoir communiquer avec le satellite ATS-6 à l'occasion du projet SITE, la station terrienne devait pouvoir assurer l'émission et la réception de télévision à large bande en modulation de fréquence. Les transformations nécessaires ont eu lieu entre 1971 et 1975 au titre du projet UIT/PNUD. Elles ont impliqué la spécification et le projet de circuits électroniques pour les divers sous-systèmes de la station terrienne, le choix et l'achat de composants, la mise au point de prototypes de sous-systèmes, les essais et l'évaluation des installations une fois réalisées, enfin leur intégration dans la station terrienne en état de marche. Contrairement au projet précédent pour lequel le matériel d'exploitation provenait d'un fournisseur étranger, la conception et la construction des sous-systèmes de la station terrienne pour la seconde phase ont été d'origine indienne. Il en résulte qu'à la suite de ce projet, l'Inde a maintenant en propre la capacité de concevoir et de réaliser des sous-systèmes à micro-ondes très élaborés ainsi que des sous-systèmes de stations terriennes. Certains organes doivent naturellement encore être importés : tel est

le cas des amplificateurs de puissance à klystron et des diodes à varactor, mais le plus gros de l'équipement a été réalisé avec les ressources dont dispose le pays. D'ailleurs, le matériel mis au point pour les stations de télécommunications par satellite présente également de l'utilité pour les systèmes de télécommunications associés, tels que faisceaux hertziens à hyperfréquences et liaisons par diffusion troposphérique.

339. Un autre élément important de la seconde phase du projet était l'équipement d'un studio de télévision destiné à satisfaire aux besoins du projet SITE. Fourni par l'UIT et conçu dans le cadre du projet de l'UNESCO, le studio d'Ahmedabad a été intentionnellement réalisé de manière à permettre l'acquisition d'expérience des techniques de bande vidéo à prix modique, et il utilise des chaînes de caméras Plumbicon qui sont relativement bon marché. Comme il existait ailleurs en Inde des studios équipés pour fonctionner avec des films, on a réduit l'équipement en ce genre de matériel afin de donner au producteur davantage d'occasions d'acquérir de l'expérience dans les techniques propres à la télévision en direct et à l'enregistrement sur bande vidéo. La reproduction instantanée et le montage sur place permettent au producteur d'assembler ses programmes bien mieux et bien plus efficacement qu'avec un film. De plus, en Inde, le coût d'une bande vidéo d'un pouce est à peu près la moitié de celui d'un film de 16 mm pour une heure de production; on peut effacer la bande et la réutiliser si on le désire, enfin la qualité est bien supérieure.

340. En plus de ses activités relatives à la programmation du projet SITE par le personnel de All India Radio et du Centre d'applications spatiales, le studio d'Ahmedabad a été utilisé comme source de la plupart des programmes SITE destinés à être transmis au satellite par l'intermédiaire de l'ESCES. Ces programmes, essentiellement produits par All India Radio sur bande vidéo dans les centres de production de base de Cuttack, de Hyderabad et de Delhi, étaient expédiés au studio d'Ahmedabad pour y être reproduits par l'intermédiaire du satellite.

341. L'UIT et le PNUD ont également fourni un émetteur de télévision de faible puissance qui a été installé dans la ville de Pij, près de Nadiad (Etat de Gujarat). Cet émetteur, exploité par All India Radio, est utilisé en liaison avec les émissions par satellite, en vue d'apprécier qualitativement le concept de "rediffusion limitée".

342. Le convertisseur spécial dont on a dû munir les récepteurs des villages pour mettre les signaux provenant du satellite sous une forme qui permette de les faire apparaître sur un récepteur de télévision a été mis au point par la Division des systèmes électroniques du Centre d'applications spatiales d'Ahmedabad. L'UIT et le PNUD ont participé à ce travail en fournissant des services d'experts en matière d'environnement et de fiabilité.

343. Au titre du projet UIT/PNUD, un certain nombre d'étudiants indiens ont obtenu une bourse pour aller suivre, dans des pays étrangers, des cours portant notamment sur les sujets suivants : sous-systèmes des stations terrestres, équipement et techniques des studios, conception et fonctionnement des émetteurs de télévision et traitement des signaux en télévision.

/...

344. L'activité déployée par l'UIT dans le cadre du projet SITE peut être considérée comme un excellent exemple du genre de développement technique que l'on peut réaliser dans le domaine de la radiodiffusion dans un pays en développement qui possède des ressources adéquates en main-d'oeuvre et en matériel. Le projet UIT/PNUD a fourni, pour ce qui est des services d'experts et du matériel, les éléments fondamentaux que l'on n'aurait pas pu se procurer autrement, mais qui étaient essentiels pour la réussite du projet.

#### BANGLADESH

345. Projet UNESCO-UIT : c'est un projet de grande envergure mené conjointement par l'UIT et l'UNESCO, ayant pour objectif la restauration et le développement des services de radiodiffusion et de télévision pour le "développement rural"; il est axé sur la formation professionnelle de toutes les catégories de personnel (technique - technico-artistique - de programme - d'exploitation et de maintenance du réseau).

346. La durée du projet dépasse 3 ans et demi et la contribution du PNUD est de 2,2 millions de dollars E.-U. environ. La mise en oeuvre du projet est en cours.

#### Cycles d'études

- 1970 - Malaisie : Aspects techniques de la radiodiffusion
- 1973 - Indonésie : Préparation de la conférence administrative régionale de radiodiffusion
- 1974 - (Koweït) : Planification des systèmes de radiodiffusion
- 1976 - Japon : Radiodiffusion par satellite dans la bande de 12 GHz.

#### Région Afrique

347. SAHEL : Etude des apports souhaitables pour la réhabilitation des huit pays du Sahel.

348. PAYS dits "LDC" : Etude particulière pour les pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest sur les apports de la radiodiffusion dans les projets intégrés des zones rurales.

349. CONGO - HAUTE-VOLTA - MAURITANIE - EMPIRE CENTRAFRICAÏN : Planification des besoins en fréquences pour une couverture en O.M. et G.O.

350. Projet régional pour l'ensemble du continent sur l'organisation des services de gestion de fréquences et de contrôle des émissions.

351. Etude préliminaire sur les besoins en personnel du secteur Radio/TV; cette étude, menée par l'UIT à la demande de l'URTNA, n'est pas encore terminée; elle vise essentiellement la création de centres régionaux de formation professionnelle.

/...

Cycles d'études

- 1969 - Dakar : Amélioration de la radiodiffusion et de la télévision en Afrique
- 1971 - Lagos : Planification des systèmes de radiodiffusion en Afrique
- 1973 - Nairobi : Préparation de la conférence administrative régionale de radiodiffusion sur O.M. et G.O. des régions 1 et 3
- 1976 - Khartoum : Radiodiffusion par satellite dans la bande de 12 GHz.

Europe - Moyen-Orient

BULGARIE

352. Centre de développement et de recherche. L'un des objectifs de ce projet est d'établir les spécifications techniques et les grandes lignes d'un système de contrôle et de supervision automatique du réseau national Radio et TV, ainsi que la mise en place d'une équipe nationale pour la planification de la couverture Radio et TV du pays.

ARABIE SAOUDITE ET KOWEIT

353. Dans les deux centres de formation mis en place dans ces deux pays, une section Radiodiffusion/TV assure la formation du personnel technique nécessaire pour l'installation, la maintenance des équipements de transmission, pour la diffusion et les studios.

PAYS DU GOLFE

354. Etude de propagation pour la télévision : en vue d'éviter les interférences entre pays, l'UIT et l'ASBU vont entreprendre incessamment une étude sur la propagation et soumettre des propositions concernant un nouveau plan de fréquences pour les Etats du Golfe.

INSTITUT REGIONAL ARABE DES TELECOMMUNICATIONS

355. Il s'agit d'un grand projet pour la formation et le recyclage du personnel dans les nouvelles techniques. Treize spécialisations sont prévues, dont deux pour la Radio et la TV, y compris la technique studio ainsi que d'autres branches communes telles que la gestion des fréquences, le contrôle des émissions et la gestion en général.

Cycles d'études

- 1975 - Khartoum : Propagation de l'onde de sol et techniques de mesure

/...



1976 - Khartoum : Préparation de la conférence mondiale sur la radio-diffusion par satellite dans la bande de 12 GHz. Ce séminaire a eu beaucoup de succès. Il a été financé conjointement par la BADEA et le FADES et organisé par l'UIT pour les pays arabes et d'Afrique.

Région Amérique latine

PROJET RLA/74/028

356. La région 2 ayant besoin d'un plan régional pour le service de radiodiffusion, l'UIT a réalisé, en collaboration avec les administrations des pays de la région, grâce au projet RLA/74/028 financé par le PNUD, un travail préliminaire d'établissement des cartes de conductivité des sols des pays participant au projet.

357. Une réunion technique régionale a eu lieu à Lima (Pérou) du 13 au 24 octobre 1975, afin d'établir les normes à respecter par les pays durant les campagnes de mesures, sur la base d'une étude minutieuse des normes existantes et des caractéristiques des appareils qui allaient être utilisés pour effectuer ces mesures.

358. Le coût total du projet, séminaire compris, s'est élevé à 220 000 dollars.

PROJET RLA/71/223

359. Le projet RLA/71/223 - étude de viabilité d'un système régional de télé-éducation pour les pays d'Amérique du Sud - s'est déroulé de 1971 à 1974. Son coût total a été de 127 300 dollars et y ont participé : un coordonnateur durant 43 mois au total et 3 experts couvrant les spécialités réseaux terrestres, satellites et radiocommunications.

360. EUROSPACE a aussi participé à ce projet sous la forme d'une étude technique et économique sur les récepteurs de télévision pouvant recevoir des émissions à partir des satellites (Satellite Broadcasting receivers).

C. Autres organisations du système des Nations Unies

361. Il convient d'abord de mentionner, dans l'Organisation des Nations Unies elle-même, le Programme des Nations Unies pour le développement, qui a fourni des ressources à de nombreux projets visant au développement des systèmes de communication. L'exécution de ces projets étant confiés aux institutions spécialisées compétentes, le champ des activités qui ont bénéficié d'un financement du PNUD a déjà été étudié dans les sections précédentes. En outre, depuis la fin des années 60, le PNUD lui-même possède un service spécial chargé d'accorder aux Etats membres une assistance dont l'objet précis est de mobiliser l'appui des communications en faveur de projets de développement. De même, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population s'est intéressé à la communication, lui aussi en grande partie par le biais d'organes d'exécution.

362. Le Département des affaires économiques et sociales se préoccupe de l'application et de l'utilisation des techniques de communication de masse, notamment par l'intermédiaire de son Bureau de la science et de la technique et de son Centre pour le développement social et les questions humanitaires. Le Conseil économique et social, dans son rapport sur le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement, a souligné la nécessité de tenir compte des éléments de sciences sociales et d'améliorer les courants d'information à destination des pays en développement. Dans sa résolution 1899 (LVII) en date du 1er août 1974 intitulée "Mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur du d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et des plans régionaux", le Conseil a engagé les gouvernements et les organisations intéressées du système des Nations Unies à donner immédiatement la plus large publicité au Plan d'action mondial en organisant des campagnes intensives faisant appel aux grands moyens d'information appropriés. Le Centre pour le développement social et les questions humanitaires s'intéresse particulièrement au rôle que les organisations populaires peuvent jouer dans le développement en tant que moyens de communication de masse. Il a observé dans de nombreux pays que l'organisation de masse - qu'elle se présente sous la forme d'un parti politique, d'un syndicat, d'une fédération de coopératives, d'un groupement de sociétés de développement communautaire ou d'une assemblée populaire occasionnelle - constitue l'une des principales voies de communication entre les dirigeants d'une nation et la population. De plus, en tant que moyen de communication, elle présente l'avantage de diffuser rapidement, par paliers successifs et à chaque palier, les messages émanant du centre national tout en assurant à celui-ci un prompt retour de l'information.

363. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a été créé pour servir d'instance spécialisée chargée d'examiner les questions politiques et juridiques, tout en constituant un centre pour la coopération internationale touchant l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Ses activités de coordination touchent à tous les programmes connexes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ainsi que d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. Dans les domaines scientifiques et techniques, le Comité se préoccupe de l'échange d'informations et s'efforce d'encourager les programmes internationaux, notamment en matière

/...

d'applications spatiales. Son groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1968, présente un intérêt particulier dans le domaine de la communication. La Division de l'espace extra-atmosphérique du Secrétariat fournit des services administratifs au Comité et à ses divers organes.

364. Les commissions économiques régionales se sont occupées, à des degrés divers, du développement des installations de communication. Comme on l'a vu, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) ont coopéré avec l'Union internationale des télécommunications à la mise au point de réseaux de télécommunications. La CEA a récemment utilisé la radiodiffusion ainsi que la presse et d'autres matériels imprimés pour diffuser ses programmes de développement rural intégré; elle a contribué à organiser des séminaires sur le potentiel des transmissions par satellite au profit de l'éducation et du développement; enfin elle envisage actuellement la coproduction de films destinés à la télévision et de films documentaires consacrés à des zones critiques de développement au niveau régional et national.

365. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'emploie, en encourageant notamment la communication de masse, à faire participer la population rurale, en particulier ses éléments les plus pauvres et les plus démunis (petits agriculteurs et travailleurs sans terre), à l'effort général de développement. Outre les facteurs traditionnels qui réduisent l'aptitude de ces éléments à devenir plus productifs (analphabétisme, chômage, manque de qualifications et de formation, etc.), on note aussi une absence de motivation et de sens de la participation à la vie socio-économique et culturelle. La FAO, consciente de ces problèmes, a mis au point dans les dernières années des programmes d'information et de communication dans le domaine agricole et rural. Elle a créé en 1971 un Service des moyens de communication à l'appui du développement, qui s'intéresse spécialement à la communication en vue du développement et exerce notamment les activités suivantes : formation à la communication, en particulier la radiodiffusion rurale; fourniture de spécialistes chargés d'aider les pays membres dans des domaines tels que l'utilisation de la radiodiffusion et des bandes magnétiques; production de films fixes et de diapositives comme aides didactiques du développement rural; utilisation de la télévision locale rurale à l'appui de la réforme agraire.

366. Un projet lancé en Afghanistan avec l'assistance de la FAO, initialement limité à la radiodiffusion rurale, a déjà donné des résultats préliminaires intéressants grâce à des programmes techniques enregistrés sur cassettes et confiés à des vulgarisateurs qui les utilisent sur le terrain; la souplesse de ce système paraît devoir donner de meilleurs résultats encore pour la formation.

367. Parmi les moyens audiovisuels relevant de techniques plus complexes, les techniques vidéographiques sont riches de possibilités pour la même raison. Au Pérou, la FAO utilise le magnétoscope et la télévision en circuit fermé pour initier des agriculteurs semi-alphabétisés aux techniques agricoles. Il semble, d'après les premiers résultats obtenus, que le magnétoscope puisse contribuer pour beaucoup

à compléter les qualifications, souvent insuffisantes, des agents de vulgarisation de nombreux pays en leur offrant un matériel de formation efficace du point de vue technique et didactique.

368. Des projets faisant appel à la télévision rurale locale ont aussi été lancés par la FAO. Par exemple, au Soudan, on utilise la télévision rurale dans la province de Gezireh pour renforcer le service de vulgarisation régional. On a créé des clubs de téléspectateurs où les agriculteurs peuvent regarder des programmes ruraux qui leur sont spécialement destinés, puis en discuter sous la conduite d'un moniteur. Un résumé de leurs discussions, des questions posées par les téléspectateurs et des demandes de renseignements complémentaires sont envoyés aux réalisateurs, qui réutilisent ces informations dans d'autres programmes. L'objet ultime du projet est d'encourager la participation des agriculteurs aux programmes de développement et de les inciter, en leur donnant la formation nécessaire, à appliquer de nouvelles méthodes et à aménager leurs exploitations.

369. On sait depuis longtemps que les films fixes et les diapositives comptent parmi les moins coûteux et les plus efficaces des médias susceptibles d'être utilisés comme auxiliaires du développement rural, en particulier parmi les illettrés. La FAO a mis au point des techniques d'avant-garde pour la production de films fixes destinés à faciliter l'assimilation des messages visuels par le grand public. Chaque film fixe ou jeu de diapositives est aussi accompagné d'un commentaire écrit illustré que le vulgarisateur ou l'exploitant agricole peuvent conserver pour s'y référer plus tard. Ces dernières années, des films fixes ont été réalisés pour un grand nombre de gouvernements d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. En outre, plusieurs films fixes de caractère régional ont été produits dans un but didactique.

370. La FAO aide aussi les services de vulgarisation de plusieurs pays à produire du matériel audiovisuel et de grande information et familiarise des ressortissants de ces pays avec les techniques de production. En outre, des stages d'études sur la communication en milieu rural sont organisés au niveau national et sub-régional; la FAO poursuit sa coopération avec des organismes nationaux et internationaux qui s'occupent de la formation des informateurs.

371. La Campagne mondiale contre la faim, qui avait été lancée le 1er janvier 1960, comportait un large élément de communication. Elle devait durer cinq ans, mais a été prolongée par la suite pour une période indéterminée. Sous la conduite de la FAO et avec la coopération du système des Nations Unies, des gouvernements et d'organisations gouvernementales, non gouvernementales et professionnelles, la Campagne s'efforce - par tous les moyens de communication et d'information disponibles - de susciter une prise de conscience universelle des problèmes de la faim et de la malnutrition, et de stimuler la lutte permanente contre ces deux fléaux. Dans plus de cent pays, des comités nationaux s'emploient à développer les activités de cette campagne.

372. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), tout comme d'autres institutions des Nations Unies, a reconnu depuis longtemps combien la communication

/...

pouvait faciliter et renforcer ses travaux. Il fournit une assistance, souvent en coopération avec d'autres institutions telles que l'UNESCO et la FAO, à des projets de communication qui visent directement ou indirectement à améliorer le bien-être de l'enfance. Le film, la radiodiffusion, la télévision, le magnétoscope et des moyens audiovisuels peu coûteux ont tous été utilisés, soit séparément soit ensemble, pour éduquer et informer les enfants, leurs professeurs et leurs parents. Des spécialistes de la communication ont été mis au service de projets patronnés par le FIASE dans chacune des régions en développement du monde, où ils collaborent avec des organismes nationaux de grande information, des groupes communautaires et des particuliers dont les programmes ou activités se rattachent directement à la mission du FIASE. Une assistance est fréquemment fournie, sous forme de matériel et d'experts, à des organismes nationaux de radiodiffusion et de télévision en vue de former du personnel et de réaliser des programmes éducatifs destinés à la formation des enseignants et aux établissements scolaires.

373. Certains projets éducatifs financés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) ont fait appel aux techniques de la communication de masse. Un certain nombre de pays se sont intéressés à l'utilisation de technologies didactiques, en particulier la radiodiffusion, pour améliorer l'efficacité et la qualité de l'enseignement. Deux projets de ce genre sont à un stade avancé de préparation dans les services de la Banque. Il s'agit notamment d'un projet pilote de trois ans tendant à développer l'emploi de la technologie des communications au service de l'éducation aux Philippines. Le projet vise surtout à explorer, en évaluant les coûts et les avantages de chaque solution, deux possibilités d'utiliser la radiodiffusion pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire, soit en faisant porter l'essentiel des programmes de radiodiffusion sur la formation des enseignants, soit en émettant directement à l'intention des élèves. En outre, le projet vise, d'une part, à déterminer dans quelle mesure on pourrait utiliser la radiodiffusion pour l'éducation rurale et, d'autre part, à poursuivre l'examen des différentes options techniques existantes pour la production, l'interconnexion, l'émission et la réception, dans le cas où le Gouvernement des Philippines déciderait de généraliser l'utilisation de la technologie des communications au service de l'éducation. Le coût du projet est estimé à 3,5 millions de dollars, dont 1,5 million en devises.

374. Le deuxième projet éducatif concerne la nutrition en Colombie. Il se propose d'appuyer, de mettre au point, de produire, d'expérimenter et de diffuser des messages visant à améliorer les habitudes nutritionnelles de la population. Grâce à un réseau de 127 stations, il devrait atteindre les familles rurales même dans des villages éloignés tout en desservant la population urbaine.

375. La Banque procède actuellement à la révision du document intitulé "Education : politique sectorielle", qui traitera de façon plus précise de l'utilisation des communications de masse dans l'éducation. Tirant les premières leçons de l'expérience acquise dans ce domaine, la Banque a publié vers la fin de 1977 un document de travail en deux volumes intitulé "Radio for Education and Development : case studies". Les cas étudiés sont empruntés à divers pays; le document s'achève par des considérations techniques et économiques. Les deux volumes ont reçu une large diffusion.

376. Un autre secteur d'activité de la Banque, qui se rattache à la communication de masse, est évidemment celui des télécommunications. En 1977, la Banque a accordé deux prêts destinés à ce secteur pour un total de 140 millions de dollars, contre 84,6 millions de dollars en 1970. L'un de ces prêts a mis 60 millions de dollars à la disposition de la Colombie pour un projet visant à satisfaire une demande appréciable de services de télécommunications, en particulier dans les petites villes et les zones rurales. Le projet comprend l'installation d'équipement à ondes ultra-courtes et de matériel multiplex, ainsi que l'expansion d'installations existantes desservant un total de 170 000 usagers. L'autre prêt, d'un montant de 80 millions de dollars, a été accordé à l'Inde pour l'aider à financer un projet qui atténuera la congestion des réseaux téléphoniques interurbains et à longue distance, améliorera les services de télex et permettra de doter du téléphone 220 000 nouveaux abonnés.

377. Outre les projets dans lesquels les communications de masse jouent un rôle prédominant ou exclusif, d'autres activités de la Banque se rattachent à la résolution A/31/139 de l'Assemblée générale. Les projets "nouveau style" de la Banque visent en général à intéresser de vastes groupes de personnes, et dans certains cas tous les habitants d'une région. Cela suppose nécessairement des communications de masse. Les projets destinés à la population prévoient des programmes d'information à grande et petite échelle. Les projets d'aménagement urbain et rural doivent, pour être efficaces, fournir une assistance technique et une formation à un grand nombre de personnes. Le volume des prêts accordés à ces trois secteurs a représenté 2,4 milliards de dollars pendant l'exercice 1977, contre 414 millions de dollars en 1970. Dans tous ces projets, l'élément "communication de masse" est inextricablement lié à d'autres et il n'est pas possible d'en isoler les coûts et les avantages. Néanmoins, il faudrait tenir compte de l'effet considérable qu'il pourrait avoir sur le transfert des connaissances et sur la mobilisation et la participation du public.

378. L'Organisation internationale du Travail coopère avec les travailleurs qui, dans le monde entier, s'occupent de technologie et d'organisation des communications; l'OIT s'intéresse notamment aux problèmes des travailleurs de l'imprimerie et suit depuis longtemps les aspects sociaux et économiques du journalisme. Elle possède aussi un petit service d'information qui a produit, pour le cinéma et la télévision, des films consacrés à divers aspects du travail, tandis que les différents bureaux de l'Organisation répartis dans le monde fournissent des renseignements émanant de l'OIT aux organismes locaux, nationaux et régionaux d'information. Les directeurs de projets techniques et concertés exécutés par l'OIT, en particulier dans les domaines du perfectionnement des cadres et de la formation professionnelle, utilisent les moyens de communication de masse appropriés pour faire parvenir à la population du pays ou de la région intéressée des renseignements et des idées sur les problèmes de main-d'oeuvre qu'ils s'efforcent de résoudre.

379. Bien que, d'après sa constitution, l'Organisation mondiale de la santé n'ait pas compétence pour aider les Etats membres ou pour coopérer avec eux lorsqu'ils tentent de développer leur système de communication de masse, sa Division de l'information s'est toujours efforcée de fournir aux medias, en particulier dans

les pays en développement, du matériel imprimé et audiovisuel conçu pour favoriser le progrès social et le développement, plus spécialement dans le domaine de la santé publique. Outre son service électronique perfectionné d'informations quotidiennes sur les grandes maladies mondiales, l'OMS consacre à la télévision des activités qui, comme celles de la plupart des institutions des Nations Unies, se répartissent en deux catégories : a) production de films pour la télévision, destinés à être utilisés dans le monde entier par les réseaux de télévision et par d'autres utilisateurs; b) encouragement de la coopération avec les organismes et les réseaux de télévision pour la production d'émissions intéressant les travaux de l'OMS. De façon générale, ces films sont utilisés pour l'information et la formation du public à tous les niveaux.

380. Tous ces aspects ont été récemment renforcés dans le sixième programme général de travail de l'OMS, relatif à la période 1978-1983, qui recommande de "promouvoir l'éducation et l'information du public en matière de santé, en insistant sur la responsabilité individuelle, et favoriser la participation active des collectivités". L'objectif à atteindre pourrait être l'introduction systématique dans tous les programmes de l'OMS, à tous les niveaux où ce serait opportun, d'un élément d'éducation et d'information médico-sanitaire s'adressant au grand public et destiné à stimuler la participation active de la population.

381. L'Union postale universelle a toujours mis l'accent sur la coopération et l'amélioration des services postaux entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Elle s'occupe donc directement et sous diverses formes de la circulation internationale et régionale de l'information.

#### D. Autres organisations intergouvernementales

382. Comme pour les organisations du système des Nations Unies, certaines, parmi les nombreuses autres organisations intergouvernementales, se consacrent plus particulièrement à la communication; d'autres, dont les objectifs sont plus généraux, mettent en oeuvre des programmes qui, d'une façon ou d'une autre, touchent au développement ou à l'utilisation des communications.

383. Les premières comprennent les diverses organisations régionales et sous-régionales relatives aux télécommunications. Dans la section consacrée aux activités de l'UIT, on a déjà mentionné le Comité interaméricain pour les télécommunications (CITEL) et le Comité centraméricain pour les télécommunications (COMTELCA). L'Union arabe des télécommunications a été créée en 1956 pour encourager la coopération de ses Etats membres en vue de l'organisation et de l'amélioration des télécommunications, obtenir la réduction des tarifs dans les pays arabes, favoriser la coopération dans les domaines de la recherche pure et appliquée consacrée aux télécommunications, encourager l'installation, le développement et l'amélioration du matériel et des réseaux de télécommunication dans les Etats arabes nouveaux et en développement, et coordonner les vues des administrations membres à l'occasion des réunions des organisations internationales et régionales.

384. L'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU) a été constituée officiellement le 9 février 1969, dans le cadre de la Ligue arabe. Ses objectifs particuliers sont les suivants : promouvoir l'esprit d'une fraternité arabe et développer les tendances arabes communes; établir un plan concerté applicable aux programmes de radiodiffusion des Etats arabes; faire connaître aux peuples du monde entier les nations arabes, leurs virtualités, leurs aspirations et leurs idéaux; développer et coordonner l'étude de tous les aspects de la radiodiffusion; organiser l'utilisation des fréquences radio dans le monde arabe et défendre les intérêts des pays arabes aux tribunes internationales. L'ASBU a activement contribué au développement de l'échange des informations, à la planification et à la préparation d'un réseau arabe de communication spatiale et à la mise en place de moyens de formation à l'intention des spécialistes de la radiodiffusion.

385. L'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (AIBD) s'emploie activement depuis la fin de 1972 au perfectionnement et à la formation des professionnels de la radiodiffusion des pays de la région de la CESAP et des organisations membres de l'Union de radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (ABU), bien qu'il ne soit officiellement devenu une organisation inter-gouvernementale régionale qu'en août 1977. Ses activités ont notamment comporté :

- a) L'organisation de stages d'études/séminaires/réunions de travail de caractère régional, sous-régional et national;
- b) La préparation de matériel de formation;
- c) La fourniture de services de consultation;
- d) La production de programmes pilotes et expérimentaux;
- e) Le développement des compétences régionales pour la formation des spécialistes de la radiodiffusion.

386. Ces activités ont nécessité, respectivement aux niveaux régional et national, le concours de 866 et 554 personnes qualifiées dans les domaines suivants : radiodiffusion en faveur du développement rural et agricole, radiodiffusion éducative, radiodiffusion commerciale, gestion des ressources en matière de radiodiffusion, méthodologie de la formation, recherche en matière d'écoute et utilisation des résultats, techniques de pointe en matière de radiodiffusion, communication au niveau de la population, planification de la communication, applications de la radiodiffusion au développement national, utilisation du film à la télévision, etc. En ce qui concerne le matériel de formation, l'Institut, en collaboration avec d'autres organisations s'occupant de secteurs connexes, a publié une série de manuels et d'ouvrages consacrés à des branches spécialisées de la radiodiffusion.

387. La deuxième catégorie comprend les divers groupements régionaux et sous-régionaux d'Etats, tels que l'Organisation des Etats américains et le Conseil inter-américain de l'éducation, de la science et de la culture, qui a favorisé la formation destinée aux journalistes et encouragé l'utilisation des medias dans le cadre de son



programme consacré à la technologie éducative. L'Organisation de l'unité africaine s'est fréquemment occupée de communication; elle a créé un Conseil intergouvernemental de l'information en Afrique qui est chargé, notamment, de la constitution d'une agence de presse panafricaine. L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science a encouragé la communication de masse pour développer l'éducation et l'esprit scientifique, et a étudié les effets culturels et sociaux des medias. Elle a récemment créé un département de l'information et des medias qui sera principalement chargé de développer les medias dans les Etats arabes, et d'élever les normes de la profession. Les récents efforts du Conseil de l'Europe en matière de communication de masse ont principalement porté sur trois secteurs : les droits de l'homme, les affaires juridiques et la coopération culturelle. On peut citer par exemple ses travaux sur la concentration de la presse, sa Convention européenne des droits de l'homme (1950), et un projet de convention relative aux correspondants étrangers. En 1976, son Comité des ministres a créé un Comité d'experts sur les moyens de communication de masse, et son Conseil de la coopération culturelle consacre dans le cadre de son programme ordinaire une série d'activités à la culture et aux moyens d'information.

388. Parmi les organisations sous-régionales, on peut signaler l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui comporte des comités permanents pour les transports et communications et pour la culture et l'information. Elle s'est employée à l'amélioration des réseaux de télécommunications dans la région et a favorisé l'échange de programmes de radio et de télévision, de films et d'auxiliaires visuels. L'Organisation commune africaine et mauricienne a contribué à promouvoir la production et la distribution de films dans ses pays membres.

389. Il existe également des organisations interrégionales comme l'Agence de coopération culturelle et technique qui a particulièrement mis l'accent sur l'application des techniques de communication à l'éducation, la communication dans le développement rural ainsi que sur le développement des medias et la formation du personnel correspondant. Le Fonds de coopération technique du Commonwealth (CFTC) a régulièrement contribué à la formation des professionnels des medias, en particulier pour la radio et la télévision, au moyen de cours organisés par l'Association de radiodiffusion du Commonwealth. Depuis 1976, le CFTC accorde également à l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique des subventions destinées au personnel de formation de l'Institut ainsi qu'à l'organisation de stages de formation dans le Pacifique et au centre régional de Kuala Lumpur.

390. Enfin, il faut faire une place particulière aux travaux du groupe des pays non alignés dans le domaine de la communication. La question a été posée pour la première fois à l'occasion de la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue à Alger en septembre 1973, lorsque les pays participants ont déclaré qu'il était nécessaire d'établir un plan d'action commun pour les questions relatives à la communication de masse et à la circulation de l'information. En 1975, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés, ont approuvé, à Lima, la création d'un Pool des agences de presse. En juillet 1976, les ministres de l'information des pays non alignés réunis à New Delhi, ont approuvé les statuts du Pool des agences de presse, proposé la constitution d'un

conseil intergouvernemental de coordination des pays non alignés pour l'information et les médias, et adopté un programme d'action visant à développer la coopération et à renforcer le système de communication des pays non alignés. Ces décisions ont été ratifiées à la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, réunie à Colombo en août 1976. Depuis cette date, un certain nombre de réunions (Conseil intergouvernemental de coordination, Comité de coordination du Pool des agences de presse, Comité de coopération des organisations de radiodiffusion des pays non alignés et Conférence internationale des experts des télécommunications) ont abouti dans leurs domaines respectifs à l'adoption de programmes d'action visant à accroître la coopération en faveur du renforcement des moyens de communication.

#### E. Organisations internationales non gouvernementales

391. Notre siècle a été marqué par le développement d'organisations professionnelles internationales et régionales, qui sont aujourd'hui au nombre de plus de trois mille. Plusieurs s'intéressent à tel ou tel aspect particulier de la communication de masse. Très différentes par leur structure et leur composition, les unes rassemblent des institutions, d'autres des particuliers, d'autres encore des organisations qui sont elles-mêmes internationales. Certaines sont internationales au plein sens du terme, d'autres régionales, d'autres d'inspiration politique ou confessionnelle. Les unes s'occupent de la radiodiffusion (les unions régionales de radiodiffusion par exemple), les autres de la presse (notamment les associations d'éditeurs et de journalistes) ou encore du cinéma (nombreux groupements spécialisés dans le film d'art, le film scientifique, les cinémathèques, etc.). Certaines organisations, dont le centre d'intérêt se concentrait à l'origine sur un moyen de communication particulier, ont étendu leur domaine d'activité à tout le domaine de la communication.

392. Les notes ci-après ne visent qu'à présenter un échantillon de ces nombreuses organisations qui, créées à l'origine pour défendre et promouvoir leurs intérêts communs, jouent aujourd'hui un rôle important dans le développement des moyens de communication dans le monde.

393. L'Organisation internationale de radiodiffusion et télévision est inter-régionale puisque ses membres proviennent de plusieurs continents. Elle vise à promouvoir la coopération internationale par l'échange d'informations techniques et de projets de développement de la radiodiffusion. Elle assure l'échange de programmes de télévision dans le cadre du programme Intervision.

394. Au nombre des unions régionales de radiodiffusion, on peut citer les organismes ci-après (il est à noter que, tout en poursuivant fondamentalement les mêmes objectifs, l'Union des radiodiffusions et télévisions des Etats arabes a été créée en tant qu'organisation intergouvernementale; c'est pourquoi elle est mentionnée dans la section précédente) :

395. L'Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique a pour objectifs, tout d'abord de normaliser les matériels de radiodiffusion utilisés par

/...

ses membres, d'améliorer la diffusion des programmes et de faciliter l'échange de programmes entre ses membres et les non-membres. Avec l'amélioration technique de Panaftel et l'introduction des satellites dans les années 80, l'URTNA s'emploie à améliorer encore, dans l'intérêt de tous les pays d'Afrique, l'échange d'informations et de programmes à l'intérieur et à l'extérieur du continent africain. Elle vise tout particulièrement à promouvoir au sein de ses organisations membres la formation professionnelle du personnel de radiodiffusion.

396. De même, l'Union asiatique de radiodiffusion cherche à développer la radiodiffusion dans la région Asie-Pacifique. Elle a un centre technique, organise des séminaires sur l'échange d'informations et les programmes pour enfants et coopère étroitement avec l'UNESCO dans le domaine des moyens de formation professionnelle. Elle a contribué à cet égard à la création de l'Asia-Pacific Institute for Broadcasting Development, et participe au budget d'exploitation de cet organisme.

397. Les activités de l'Union européenne de radiodiffusion dépassent largement le cadre de la région, puisque cette Union a des membres fondateurs ou associés dans 75 pays. Elle vise notamment à promouvoir et à coordonner les études entreprises sur toutes les questions qui concernent la radiodiffusion et l'échange d'informations pouvant intéresser ses membres. Depuis 1962, elle organise des séminaires consacrés au perfectionnement des producteurs de programmes de la télévision éducative. Son système d'échanges d'informations pour la télévision s'étend au-delà des frontières de l'Europe, soit par accord avec ses membres associés, soit en vertu d'arrangements conclus avec d'autres unions régionales.

398. L'Association interaméricaine de radiodiffusion a pour objectif de promouvoir les intérêts de ses membres dans la radiodiffusion privée, commerciale surtout. Parmi ses initiatives intéressantes, on peut citer les suivantes : en 1967, la IX<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'AIR, tenue à Buenos Aires, a adopté les bases d'une législation uniforme de la radiodiffusion américaine, qui ont exercé une influence importante sur la législation de nombreux pays du continent américain. A sa X<sup>ème</sup> Assemblée générale, tenue à Miami en 1971, elle a approuvé les bases des politiques relatives à l'éducation en matière de radiodiffusion privée dans les Amériques. En 1972, l'AIR a organisé à Rio de Janeiro la Deuxième conférence mondiale des unions de radiodiffusion. La même année, elle a organisé, également à Rio de Janeiro, le premier séminaire international de législation comparée de la radiodiffusion. En 1975, l'AIR a créé son Comité spécial d'action culturelle. En octobre 1976, à l'occasion de son treizième anniversaire, elle a tenu son Assemblée générale extraordinaire à Suaruja, San Pablo (Brésil), sur le thème "rôle de la radiodiffusion dans l'éducation et la culture".

399. L'Union de radiodiffusion des Caraïbes se compose des organisations de radiodiffusion des pays des Caraïbes qui font partie du Commonwealth. Elle fournit une assistance à ses membres dans les domaines de la formation, du développement technique et de la gestion et produit des programmes d'intérêt régional à l'intention de ses membres.

400. Les autres organisations s'occupant de radiodiffusion sont notamment l'Association du Commonwealth pour la radiodiffusion, qui cherche à améliorer la radiodiffusion dans ses organisations membres et à l'améliorer en tant que service de développement économique, social et culturel; l'Organisation de la télévision ibéro-américaine, qui vise à développer la coopération entre les organisations de télévision dans les pays de langue espagnole et portugaise; et l'Association catholique internationale pour la radio et la télévision, qui organise des programmes de formation, notamment dans les pays en développement, et cherche à promouvoir l'éducation par les médias dans les écoles. Dans le domaine de l'éducation, l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique prête son concours aux écoles affiliées en Amérique latine, qui s'efforcent de développer la culture populaire par une action d'alphabétisation et de développement humain. Elle assure la formation du personnel des écoles radiophoniques grâce à des bourses, ainsi qu'à des cours et stages de formation.

401. En ce qui concerne la presse écrite, l'Institut international de la presse est né à la suite de l'appel lancé en 1947, non par la presse, mais par une sous-commission technique de l'UNESCO qui était chargée de rétablir, au lendemain de la guerre, le rôle des médias dans la circulation des idées culturelles et des informations dans le monde. L'Institut envisagé devait avoir une vocation mondiale, fonctionner dans un climat professionnel plus que politique et être indépendant des gouvernements. L'IIP fut officiellement créé en mai 1951. Affirmant la conviction qu'une bonne information est la base de la compréhension entre les peuples, qui est elle-même le plus sûr garant de la paix mondiale, le préambule de l'Acte constitutif de l'IIP conclut que la compréhension entre les journalistes constitue une étape fondamentale dans cette voie. Les objectifs de l'IIP consistent donc :

- a) A promouvoir et à sauvegarder la liberté de la presse, qui comprend : la liberté d'accès aux informations et de transmission des informations, la libre publication des journaux et la libre expression des opinions;
- b) A faire régner la compréhension entre les journalistes et, partant, entre les peuples;
- c) A promouvoir le libre échange d'informations justes et équilibrées entre les pays;
- d) A améliorer les pratiques du journalisme.

402. L'IIP s'intéresse activement à l'éducation et à l'éthique journalistiques. Ainsi, depuis le début des années 60, il organise une série de séminaires et de cours de formation en Afrique et en Asie.

403. La Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications est constituée d'organisations nationales; elle vise à préserver les intérêts éthiques et économiques des journaux et à promouvoir des conditions favorables au développement des activités de presse. Elle oeuvre pour le développement de la presse par des activités de formation et des études techniques, notamment en Asie et en Afrique.

/...

404. L'Union de la presse du Commonwealth vise à améliorer la situation et la qualité des journaux du Commonwealth ainsi que la transmission des informations, et à promouvoir la formation des journalistes.

405. La Fondation asiatique pour la presse a également organisé des programmes de formation pour les journalistes et a contribué à la création d'instituts nationaux de presse dans les pays de la région.

406. Le premier objectif de l'Association interaméricaine de la presse consiste à défendre et à promouvoir une presse libre. Pour atteindre cet objectif, l'IAPA s'est engagé dans un certain nombre d'activités, dont un programmes de bourses à l'intention des jeunes journalistes et des étudiants en journalisme, et un programme d'assistance technique. Elle organise des séminaires et fait paraître certaines publications.

407. L'Organisation internationale des journalistes vise à améliorer les communications de masse, surtout dans les pays en développement. Elle organise notamment des cours et des études, ainsi que des centres d'information. Elle a participé à la création d'instituts de formation au journalisme à Budapest, à Berlin et à Bucarest où ont étudié plusieurs centaines de journalistes des pays en développement. Elle organise des colloques internationaux sur les questions qui se rapportent au journalisme. Elle a également aidé certains pays, le Viet Nam par exemple, à reconstituer leurs réseaux de communication.

408. La Fédération internationale des journalistes a lancé de nombreuses activités qui contribuent à améliorer les communications de masse. Par exemple, elle a organisé depuis 1964 un certain nombre de séminaires en Afrique orientés en particulier vers la formation des journalistes.

409. Le Conseil international du cinéma et de la télévision fournit des renseignements et mène diverses activités d'intérêt international sur les médias audiovisuels et la communication. Il agit principalement par l'intermédiaire de ses membres - unions régionales de radiodiffusion, organisations de producteurs et de distributeurs de films ou organisations spécialisées dans certains types de films. Chacun de ses secteurs s'intéresse aux progrès et au développement du cinéma, de la télévision et des autres moyens de communication audiovisuels.

410. L'Organisation catholique internationale du cinéma s'intéresse depuis longtemps à tous les domaines du développement du cinéma. Elle a notamment étudié des questions telles que "la véritable et juste liberté de l'information", "le droit à l'information" et "les nouveaux moyens de communiquer"; ses activités portent sur le développement du cinéma, notamment en Amérique latine et en Afrique, la participation aux festivals du film et la coopération à de nombreux niveaux.

411. L'Association mondiale pour la communication chrétienne (WACC) participe activement à des activités de développement telles que la promotion d'une société juste et la mise en question de structures économiques sociales et politiques oppressives et iniques. En s'efforçant d'atteindre ces objectifs, la WACC a permis la

/...

construction et l'exploitation de studios et de presses dans quelque 50 pays (tous en développement); elle a financé l'achat de temps d'antenne ainsi que la publication et l'impression de livres et de périodiques, créé un institut de formation de spécialistes de la communication dans le continent africain et organisé et financé des stages de formation, des bourses et des séminaires dans le tiers monde. Dans l'accomplissement de ces tâches, la WACC tient toujours compte de la nécessité d'appliquer une technologie mettant en oeuvre des moyens qui ne dépassent pas les possibilités des pays en développement. Le personnel travaillant à son siège joue surtout un rôle de conseil et de soutien en ce qui concerne les opérations bénéficiant du concours de la WACC dans les pays en développement.

412. De façon générale, le problème de l'application des communications de masse au progrès social et au développement demeure prioritaire dans le programme des activités de l'Institut international des communications (IIC). Parmi les activités de l'IIC qui sont directement axées sur les communications et le développement, on peut notamment citer :

Un processus continu de contrôle, d'établissement de rapports et de discussion. Dans ses publications, et notamment dans son magazine bimensuel intitulé INTERMEDIA, l'IIC accorde une attention particulière aux aspects théoriques, politiques et pratiques de l'utilisation des communications au service du développement.

Des séminaires et autres réunions. En coopération avec les institutions nationales intéressées, l'IIC a organisé des séminaires sur l'information et la communication au service du développement, plus particulièrement axés sur les besoins des pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. Ces séminaires sont suivis de réunions portant sur des aspects particuliers tels que "la communication, le développement et l'environnement", "la planification et la préparation de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications en 1979" et "les communications rurales".

Un certain nombre de projets d'études et de recherche. Par exemple, une série de monographies sur les réseaux nationaux de radiodiffusion; des études sur la situation de tel ou tel pays et sur les schémas de la coopération internationale et bilatérale dans les pays francophones et dans les pays membres de l'Union latine; un grand projet sur la circulation internationale et régionale des programmes, matériels, équipement et formation en matière de télévision.

Des activités de coopération et de consultation. L'IIC coopère avec les institutions internationales, régionales et nationales spécialisées dans le domaine des communications et du développement en participant et en contribuant à des réunions, séminaires et conférences, en entreprenant des études et des publications conjointes et en fournissant sur demande des avis et des conseils.

413. Le Centre de recherches et d'information pour la communication de masse en Asie a pour principal objectif de servir de centre d'échanges d'informations sur la

communication de masse en Asie; il accorde aussi une attention particulière aux problèmes de la formation professionnelle et organise plusieurs séminaires et cours de perfectionnement visant au développement des medias dans la région.

414. Enfin, bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'organisations internationales, un certain nombre de centres et d'instituts jouent un rôle régional ou international; par exemple, l'Institut de la communication Est-Ouest, qui est l'un des instituts orientés vers certains problèmes en particulier du Centre Est-Ouest proche de l'Université d'Hawaï. Sa charte stipule que son objectif principal porte sur les problèmes et les projets qui concernent les pays d'Asie, d'Océanie et les Etats-Unis, mais ses intérêts vont au-delà de ces limites géographiques et le Centre collabore largement avec des spécialistes d'autres régions du monde; il accepte notamment des lecteurs et des internes venant de ces régions.

415. L'Institut achèvera en 1978 un travail de documentation sur la circulation des informations dans les îles du Pacifique Sud, ainsi qu'une étude comparée des informations télévisées dans les pays d'Asie et aux Etats-Unis d'Amérique. Il parraine un programme d'enrichissement professionnel des journalistes en cours de carrière et mène actuellement des recherches destinées à définir les effets longitudinaux de l'introduction de nouvelles techniques de medias dans les sociétés. L'Institut prime également des travaux de recherche sur divers aspects du rôle des moyens de radiodiffusion dans les processus de socialisation et prévoit de nouvelles études concernant l'incidence du contenu des moyens de radiodiffusion sur le processus éducatif. Il est par ailleurs engagé dans une série de monographies sur la politique et la planification en matière de communication aux niveaux national et institutionnel et envisage d'étudier la question des entreprises transnationales de communication. L'Institut se propose également d'organiser d'ici à la fin de 1978 une série de séminaires types à l'intention des universités dans les domaines spécifiques de la théorie, de la recherche, de la politique et de la planification en matière de communication.

#### IV. CONCLUSION

416. Comme l'ont montré les précédents chapitres de ce rapport, des progrès considérables ont été accomplis au cours des quinze dernières années dans le développement des systèmes de communication. Cela tient, d'une part, à une croissance extrêmement rapide de la technologie de la communication et, de l'autre, à une meilleure connaissance du fonctionnement de la communication dans les sociétés et entre les nations.

417. L'objet de ce rapport était de dresser un tableau, d'ailleurs bien incomplet, de la multiplicité des organisations et des programmes - gouvernementaux et non gouvernementaux, régionaux et mondiaux - qui contribuent aujourd'hui à l'emploi et à l'amélioration des communications de masse au service du progrès social et du développement.

418. En dépit des résultats obtenus, il reste encore des lacunes, des déséquilibres et des distorsions considérables dans le développement et l'utilisation des systèmes de communication. Il faut reconnaître tout d'abord qu'il n'existe pas de modèle de système parfait. La communication est un processus organique, en constante évolution dans sa capacité, son contenu, son style et sa finalité : elle catalyse le changement dans certains domaines, marque le pas dans d'autres. Dans quelques sociétés, on note une préoccupation, du moins théorique, au sujet de la "pléthore d'information" : trop de systèmes de communication et de médias rivalisent pour retenir l'attention du public. Dans d'autres, la communication ne va pas au-delà de la portée de la voix humaine.

419. A l'échelon national, les plus grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la radiodiffusion. Grâce au transistor, chaque pays peut au moins concevoir un système qui permette à toute la population de capter un ou plusieurs émetteurs nationaux. Cela ne signifie pas que ce résultat sera atteint demain ou dans la prochaine décennie. Bien des pays ne disposent pas d'installations adéquates d'émission et plus nombreux encore sont ceux qui ne peuvent réunir les conditions économiques qui permettraient à chacun de posséder un récepteur. De même, l'analphabétisme reste un obstacle fondamental aux progrès de la communication et au développement de la presse, qui dépend de l'alphabétisation tout en lui apportant son soutien.

420. Ce sont là des problèmes dont l'ampleur dépasse largement le simple contexte de la communication. Malgré son développement rapide, la technologie de la communication reste coûteuse, complexe, difficile à utiliser et d'un entretien plus délicat encore. Soixante pays fabriquent des transistors ou s'approprient à le faire, mais on en compte moins de six qui puissent produire les plaquettes électroniques qui feront du transistor classique un matériel tout aussi périmé que le tube à vide.

421. Ni la législation internationale ni même le consensus ne peuvent à eux seuls remédier aux disparités des ressources mondiales ou aux anomalies constatées dans les besoins et les capacités en matière de communication.

/...



Il ressort clairement d'une quantité croissante d'études théoriques consacrées à ce domaine aussi bien que des travaux internationaux de l'UNESCO, de l'UIT et d'autres organisations apparentées que les efforts entrepris pour assurer une utilisation plus équitable et plus efficace de la communication doivent commencer par la définition d'objectifs réalistes et par l'établissement de plans pour les atteindre. Les médias ne sauraient être une panacée en eux-mêmes. La télévision peut faire obstacle à l'éducation tout autant que la faciliter. Sans crédibilité, la presse n'est que gaspillage de papier-journal. Sans système de distribution efficace, une unité de production cinématographique ne constitue pas un capital. Il faut examiner les ressources existantes ou éventuelles à mettre en oeuvre en fonction des besoins et des objectifs de la communication, et seules des politiques claires et bien définies peuvent servir de base à cet examen.

422. Une fois la politique arrêtée, il est possible de planifier l'utilisation et la mise en valeur des ressources. Que cette planification soit centralisée ou non, qu'elle se fonde sur telle doctrine politique ou sur telle autre, le processus reste le même. Plus les ressources sont maigres, plus le potentiel d'expansion est précaire et plus la planification exige d'attention minutieuse.

423. Pendant plusieurs années encore, de nombreux pays auront besoin d'une aide financière et technique extérieure pour développer leur infrastructure et leur compétence en matière de communication. Des politiques judicieusement articulées et une planification efficace peuvent faire beaucoup pour que cette assistance soit obtenue et utilisée au mieux et pour que s'établissent, entre les services de planification nationaux, les administrations des télécommunications et les organes de gestion des moyens d'information, les liens indispensables à un développement cohérent de la communication.

424. Pour leur part, l'UNESCO et l'UIT ont renforcé leur coopération pour offrir un terrain de rencontre aux organisations nationales qui s'intéressent à la communication. Elles ont collaboré à des enquêtes intégrées sur la planification de la communication et, en 1978, les deux institutions ont patronné ensemble un séminaire organisé par l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (AIDB), à l'intention des ingénieurs des services de radiodiffusion de cette région, pour préparer la Conférence administrative mondiale des radiocommunications que l'UIT convoquera en 1979.

425. Aujourd'hui, il est généralement admis que le développement doit être orienté en fonction des besoins, se suffire à lui-même et reposer sur une capacité technologique endogène. Jusqu'à une date assez récente, l'intérêt porté aux transferts de technologie du monde développé vers le monde en développement était axé sur les aspects économiques et techniques des transferts. Depuis quelque temps, cet intérêt se manifeste dans une perspective plus large où l'on prend en considération non seulement les instruments et les applications de la technologie mais aussi les infrastructures sur lesquelles elle s'appuie et le contexte social et éducatif qui lui sert de cadre. Ce changement de perspective peut avoir des répercussions profondes sur la forme et l'orientation

/...

du processus de développement et exercer une influence directe sur les modes de perception et les attitudes individuelles et collectives.

426. Jusqu'ici, le rôle de la communication a été interprété surtout en termes de messages conçus en fonction de buts et d'objectifs précis du développement, par exemple les innovations de caractère éducatif, social et économique, etc. Mais on n'a cherché ni à définir avec précision d'autres formes de communication présentes dans la vie quotidienne, ni à exposer les moyens par lesquels leurs messages sont couramment élaborés, diffusés et perçus. On n'a pas montré non plus qu'il existe une relation directe de causalité entre un message et ses effets, indépendamment des autres messages dont l'ensemble contribue à élargir le processus de la communication.

427. Du point de vue pratique, il existe certaines tâches de développement auxquelles les grands moyens d'information peuvent apporter une aide plus directe qu'à d'autres. Dans les pays qui ont acquis le plus d'expérience de l'emploi de ces moyens pour le développement, on parle moins de "médias" que de "campagnes" ou de "systèmes".

428. S'il en est ainsi, c'est que l'on reconnaît davantage aujourd'hui que le grand combat engagé pour le développement a un caractère continu et que les résultats sont dus à l'influence, non pas de messages ou de médias isolés, mais plutôt aux effets d'un ensemble de messages et de canaux qui s'entrecroisent et se renforcent mutuellement.

429. Ainsi, tous ceux qui participent aux campagnes en faveur du développement se trouvent maintenant amenés à réfléchir et à se préparer à l'emploi de systèmes d'information et de communication plutôt qu'à l'utilisation de médias. Il s'agit surtout de dire quelle sera la combinaison des messages et des canaux à utiliser et dans quel ordre et à quel moment ils le seront pour contribuer le plus aux mutations et à l'évolution jugées nécessaires.

430. Le développement est un processus global dans lequel interviennent le gouvernement, les administrations, les entreprises publiques et privées, l'ensemble de la nation, les collectivités locales, les individus, ainsi que les groupements régionaux et internationaux. Cet engagement général est impossible sans communication continue entre tous les niveaux de l'autorité et du savoir, à travers toute la trame de la société.

431. Le recours à la communication pour faciliter l'application de programmes de progrès social et de développement ne cesse de devenir plus explicite et de faire l'objet de recherches de plus en plus systématiques. Un intérêt nouveau se manifeste à l'égard de l'emploi des médias, tant traditionnels qu'électroniques, pour éveiller l'attention du public, diffuser des informations, apporter un soutien aux campagnes et stratégies de grande envergure comme aux projets précis entrepris dans des domaines tels que l'identité individuelle et culturelle, la santé, l'éducation, etc.

432. Tout cela demande la création de moyens de communication fonctionnant à plusieurs niveaux dans la population, entre la population et les spécialistes de la communication, entre la population et le gouvernement, afin qu'elle puisse examiner en toute liberté les questions les plus diverses et en particulier celles qui concernent de très près les individus et les collectivités qui la composent.

433. Dans toute société, les processus du progrès social et de développement exigent la participation des masses, qui suppose elle-même trois conditions fondamentales : 1) que les membres de la société aient une connaissance adéquate des politiques, des plans et des options de leurs gouvernants; 2) que la population soit motivée favorablement à l'égard des objectifs du développement; 3) que la population agisse de telle sorte que les objectifs du développement puissent être atteints. Ces conditions ne peuvent être réunies s'il n'existe pas de moyen de transmettre le message et, ce qui compte tout autant, d'assurer le dialogue sans interruption.

434. Aussi le rôle imparti à la communication dans le progrès social et le développement a-t-il fait l'objet de réflexions théoriques et d'expériences pratiques de plus en plus nombreuses, sans d'ailleurs être défini et compris autrement que d'une manière floue dans la plupart des pays : les relations qui unissent les spécialistes de la communication et les agents du développement sont extrêmement fragiles à tous les niveaux : nombre de pays manquent de personnel qualifié - experts de la communication, chercheurs, etc.; les ressources, la technologie et le savoir-faire font également défaut dans ce domaine.

435. Le présent rapport a été consacré surtout à la contribution que la communication peut apporter au développement; il a traité principalement des sociétés où le processus de développement est lui-même un impératif qui détermine les formes d'organisation sociale et politique. Les arguments exposés plus haut en faveur de politiques cohérentes de la communication ainsi que de la création d'infrastructures de médias qui puissent faciliter l'application de ces politiques, ne sont pas liés à une forme particulière d'organisation ou de propriété des moyens de communication; d'ailleurs, dans tous les pays du monde, qu'ils soient industrialisés ou en développement, le pluralisme de la communication est de règle, et la nature de la propriété et du contrôle de l'industrie de la communication est à la fois diverse et diffuse. C'est là un fait historique; le secteur de la communication est difficile à cerner. Ce dont on a besoin pour que la communication puisse contribuer avec succès au processus de développement, c'est d'un mécanisme viable qui permette de formuler et de planifier la politique à suivre; d'un moyen par lequel les usagers de la communication (en particulier les ministères et les services qui s'occupent du développement) puissent exprimer leurs besoins, afin que les organismes et les industries de la communication puissent y répondre et que l'infrastructure des télécommunications puisse fournir le soutien nécessaire. Ce processus est surtout affaire de prise de conscience, d'engagement envers des thèmes prêts à se développer.

/...

436. Notre attitude à l'égard des relations entre la communication et le processus de développement est donc sujette à des révisions et des modifications continuelles. Le progrès dépendra inévitablement de nouvelles analyses et de nouvelles études, de nouveaux essais et de nouvelles expériences. Mais quels que puissent être les occasions à saisir, les défis à relever et les difficultés à surmonter, les principaux problèmes que les médias auront à résoudre resteront les mêmes : quelle est la substance de la communication, qui peut y avoir accès, quels sont le rôle et la tâche qui lui incombent? La contribution de la communication au processus de développement reflète l'intérêt des problèmes posés.